

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA

NOUVELLE LÉGISLATION SUR LA FRAUDE

EN MATIÈRE DE VINS ET D'EAUX-DE-VIE .

CONSEQUENCES DE SON APPLICATION

Plus particulièrement dans les régions de Bordeaux et des Deux Charentes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Mardi 30 Juin 1908, à 4 h. 1/4 de soir

PAR

Jacques FARNE

AVOUCAT A LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

BORDEAUX

Y. CADOMET, IMPRIMEUR DE L'UNIVERSITÉ

17, Rue Papillon-Mauger, 17

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA

NOUVELLE LÉGISLATION SUR LA FRAUDE

EN MATIÈRE DE VINS ET D'EAUX-DE-VIE

CONSÉQUENCES DE SON APPLICATION

Plus particulièrement dans les régions de Bordeaux et des Deux-Charentes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Mardi 30 Juin 1908, à 4 h. 3/4 du soir

PAR

Jacques FARNE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

• BORDEAUX

Y. CADORET, IMPRIMEUR DE L'UNIVERSITÉ

17, RUE POQUELIN-MOLIÈRE, 17

1908



léger relèvement des prix, mais il fut de courte durée, et l'avilissement continua.

Le Midi, plus que toute autre région productrice de vin, eut à souffrir de cette crise. C'est que, d'une part, cette dépréciation générale coïncida pour le Midi avec la réduction de la demande des autres régions viticoles, où, la reconstitution du vignoble s'étant faite plus lentement, l'on avait pendant bien des années employé les vins du Midi en coupage, et qui à cette époque en eurent de moins en moins besoin; d'autre part, les vins du Midi étant de constitution très fragile et difficilement conservables, le producteur, qui écoule normalement sa récolte dans l'année, ne se trouvait pas outillé pour conserver son vin, et fut obligé pour loger la nouvelle récolte de céder la précédente à n'importe quel prix, ce qui aggrava certainement la crise.

Mais toutes les autres régions viticoles de France furent aussi éprouvées par l'avilissement des cours; particulièrement le Bordelais, où dans certains crus les prix de vente se trouvèrent parfois au-dessous des frais de culture. Si cependant dans cette région les cours ne tombèrent jamais aussi bas que dans le Midi, c'est que tout d'abord les vins de Bordeaux ont toujours été très recherchés par le commerce en raison de leur réputation et de leur qualité exceptionnelle, et qu'ensuite ces vins, admirablement constitués, se conservent facilement et gagnent de la valeur en vieillissant; aussi le producteur girondin était-il organisé d'avance pour loger et soigner son vin pendant plusieurs années, et quand la crise de mévente éclata, les réserves augmentèrent à la propriété au lieu de venir, comme dans le Midi, encombrer le marché ⁽¹⁾.

(1) C'est pour cela aussi que, dans le Bordelais, les courtiers n'ont jamais pu pratiquer d'une façon normale les campagnes d'excédents. Alors que dans le Midi

Cette longue suite d'années de mévente fut désastreuse pour tous les producteurs de vin. Elle ruina, pour quelque temps tout au moins, la prospérité du Midi vinicole : une baisse inouïe a sévi sur la propriété dans cette région ⁽¹⁾ ; les retraits opérés par les titulaires de livrets de caisse d'épargne y ont pendant plus de deux ans constamment dépassé les versements effectués ; enfin le gouvernement a été obligé, l'an dernier, d'accorder en masse aux contribuables ruinés soit des remises d'impôts, soit des délais pour payer.

Naturellement les victimes de cette crise se sont émues et ont recherché la cause de ce mal. Tandis que le Nord prétendait que la mévente était due à une surproduction du vin, le Midi, après avoir réfuté cette allégation à l'aide des statistiques de la production, n'a voulu voir qu'une cause à la crise : la fraude, sous toutes ses formes ⁽²⁾ et c'est au cri de : « Mort aux fraudeurs ! » qu'est né, au mois de mai 1907, le mouvement révolutionnaire du Midi. Les producteurs ont réclamé la protection de l'Etat, car même avec les cours les plus avilis ils ne trouvaient pas toujours à vendre ; en effet les fraudeurs, fabricant les vins sur les places de consommation, pouvaient livrer à des prix bien inférieurs à ceux qu'eussent représentés les vins achetés dans les vignobles augmentés des frais de transport et de manutention. De leur côté les

les courtiers profitent de la nécessité où se trouvent les vignerons de se débarrasser de la récolte qui garnit leurs chais avant que de rentrer la nouvelle vendange, pour acheter ces vins à vils prix dans la Gironde, les quantités invendues viennent simplement augmenter le stock de la propriété.

⁽¹⁾ Le caractère particulièrement aigu qu'a pris dans le Midi la crise vinicole est dû, en grande partie, au développement de la monoculture. Voir sur cette question et les remèdes à apporter à cette situation, le très intéressant article de M. Paul Leroy-Beaulieu dans *l'Economiste français* (1907, 2^e semestre, p. 478).

⁽²⁾ Voir notamment, à la suite du rapport sur la situation économique de la viticulture, présenté en mars 1905 à la Société des viticulteurs de France (à Paris) par M. Audebert, les différents vœux émis par les associations agricoles.

consommateurs inquiets du développement croissant de la fraude, organisaient en 1902, à Paris, la Ligue pour la Protection de la Vie Humaine, cherchant à se garantir eux-mêmes en attendant que le gouvernement en prit utilement le soin.

La fraude sur les boissons peut revêtir deux modes différents : quand elle porte sur la quantité, l'identité, la nature ou l'origine des produits offerts, c'est la *tromperie* ; si, au contraire, la composition naturelle de l'objet a été modifiée dans le but de tromper l'acheteur, soit par addition de substances étrangères, soit par soustraction de principes utiles, c'est la *falsification*.

La fraude commerciale, dont la notion semble simple et familière à l'esprit, est donc, en réalité, très complexe ; et si la loi française n'a jamais pris le soin de la définir, ce n'est pas que le législateur ait estimé cette définition inutile ou superflue ; mais bien plutôt parce qu'il a toujours craint qu'une définition, si parfaite fût-elle, ne devint rapidement incomplète en présence de l'ingéniosité déployée par les fraudeurs pour perfectionner les moyens de fraude ou en découvrir de nouveaux et, par suite, n'entravât la répression.

On a tenté, bien souvent, de définir la falsification. C'est ainsi que Merlin, dans son *Répertoire de jurisprudence*, dit : « La falsification est le délit qu'on commet en vendant comme pures des denrées ou des boissons auxquelles, pour en augmenter le poids ou le volume, on a mêlé des substances étrangères » ; que Littré explique : « La falsification résulte de toute altération volontaire et frauduleuse des substances alimentaires, des vins, des alcools par leur mélange avec des substances inertes ou de qualité inférieure » ; et qu'on lit dans le rapport présenté à la commission du corps législatif en 1831 : « Il y a falsification, non seulement dans l'intro-

duction d'une denrée d'une autre nature, mais aussi dans la mixtion d'une denrée identique et de qualité notablement inférieure, de manière que le résultat de l'amalgame soit très sensiblement moins propre à l'usage auquel la chose est destinée ou d'une valeur considérablement moindre que la valeur promise par la dénomination ou par le prix de la marchandise ».

Toutes ces définitions sont incomplètes : celle proposée par Merlin s'applique bien plutôt aux tromperies qu'aux falsifications et les deux autres ne visent pas les falsifications par soustraction. Dalloz définit la falsification : « Toute altération qu'on fait subir à la marchandise dans une intention de fraude » ; mais cette formule, qui est très générale, est trop vague pour être satisfaisante. M. Armand Gautier en a donné une définition plus parfaite, à la fois complète et précise : « On appelle falsification, dit-il, toute addition ou soustraction, à une matière naturelle, ou à un type défini par l'usage, d'une substance ayant pour effet de changer la quantité apparente, la composition et l'aspect de la matière vendue ; à moins que cette modification n'ait été faite suivant les prescriptions et les proportions indiquées par les pouvoirs compétents » ⁽¹⁾.

De tout temps la fraude a été pratiquée. Dans son *Traité de l'économie politique* ⁽²⁾, écrit en 1615, Montchrétien s'élève contre les procédés frauduleux de toutes sortes employés par les commerçants ; il conjure le roi de suivre l'exemple de Solon et de Numa en instituant de bonnes mœurs dans son royaume et d'apporter « l'emplâtre à cette playe ». De nombreuses réglementations furent faites à cette époque, que

⁽¹⁾ Cette définition fut citée par M. Vaillant lors des débats à la chambre. *J. off.*, 1904, *Déb. parl.*, ch. des dép., p. 270.

⁽²⁾ P. 263 et s.

n'acceptèrent pas toujours facilement les corporations ; il suffit de rappeler l'émeute qui éclata à Rouen, en 1634, au moment de l'établissement du contrôle de la halle des tanneurs et celle plus grave des « nu-pieds », en 1639, quand on voulut établir le contrôle des draps et teintures, qui ne put être réprimée que par l'entrée des troupes dans la ville ⁽¹⁾.

C'est ainsi que, sous l'ancien régime, la composition des produits fut peu à peu fixée par un ensemble de règles minutieuses qui, sous l'influence de Colbert, se multiplièrent à l'infini pour assurer la bonne renommée des produits français à l'intérieur et surtout à l'étranger ⁽²⁾. Si les anciens auteurs parlent peu des fraudes du vin et si les dispositions les réglementant sont peu nombreuses, c'est que cette richesse, délicate à conserver et difficilement transportable, se consommait le plus souvent sur place et ne faisait pas, comme les étoffes par exemple, l'objet d'importantes transactions internationales.

Ces diverses réglementations, conservées et accumulées par les corporations, présentaient, dans les dernières années de l'ancien régime, un ensemble de prescriptions tel que tout progrès, tout perfectionnement était devenu impossible. Un mouvement de réaction se produisit alors en faveur de la liberté du commerce et de l'industrie. C'est ainsi que Turgot écrivait dans l'éloge de Gournay : « La liberté générale d'acheter ou de vendre est le seul moyen d'assurer d'un côté au vendeur un prix capable d'encourager la production ; de l'autre, au consommateur, la meilleure marchandise au plus bas prix. Ce n'est pas que, dans les cas particuliers, il ne puisse y avoir un marchand fripon et un consommateur

⁽¹⁾ Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France avant 1789*, II, p. 191.

⁽²⁾ Colson, *Cours d'économie politique*, II, p. 257.

dupe; mais le consommateur trompé s'instruira et cessera de s'adresser au marchand fripon; celui-ci sera discrédité et puni par là de sa faute. Vouloir que le gouvernement soit obligé d'empêcher qu'une pareille fraude n'arrive jamais, c'est vouloir l'obliger à fournir des bourrelets à tous les enfants qui pourraient tomber ». La Révolution a fait l'expérience de ce régime de liberté absolue et les résultats ont été déplorables; la fraude qui n'était plus entravée s'est rapidement multipliée, menaçant de ruiner le commerce honnête. Malgré cela, d'excellents esprits estiment encore que toute réglementation est inutile et dangereuse, car le seul remède efficace contre la fraude c'est, pensent-ils, la vigilance de l'acheteur; or, si l'Etat intervient le consommateur se laissera plus volontiers engourdir sous cette soi-disant protection tutélaire, alors que cependant lui seul peut utilement poursuivre la fraude, lui seul étant véritablement intéressé à sa répression. Il vaut donc mieux, disent-ils, que la fraude soit tout à fait libre, d'autant plus qu'elle ne pourra pas bouleverser les transactions ainsi qu'on le craint parfois; en effet, ou la fraude sera aperçue, ou elle sera négligée par le consommateur : « si elle est aperçue, le marchand fraudeur perdra sa clientèle au profit du marchand non fraudeur et la répression a lieu; si le consommateur ne s'aperçoit de rien, le marchand fraudeur fait fortune, comme si par une invention il avait abaissé le prix de revient de la marchandise; mais il est promptement imité par ses confrères jusqu'à ce que, par le jeu de la concurrence, le prix de la marchandise baisse au taux fixé par l'état respectif de l'offre et de la demande. Alors la fraude devient nominale et inoffensive » (1).

(1) Courcelle-Seneuil, *Tr. théor. et prat. d'économie politique*, II, p. 106 et s.

Cependant aujourd'hui la presque unanimité des auteurs reconnaît qu'il rentre certainement dans les attributions de l'Etat de poursuivre la répression de la fraude; mais on discute pour savoir si cette intervention doit ou ne doit pas être limitée. Tant que l'autorité publique borne son rôle à punir la fraude et à interdire la vente des produits nuisibles à la santé publique, tels que les vins colorés à la fuchsine ou surplâtrés, il est certain qu'elle ne fait que remplir un devoir, qu'exercer son droit dans l'intérêt du consommateur et pour des motifs supérieurs de moralité publique ⁽¹⁾. Ainsi, la concurrence honnête reste possible; les progrès de la chimie, qui facilitent toutes les imitations, peuvent utilement et sans danger se développer; la diffusion de produits nouveaux à bon marché succédant de produits relativement chers s'étend, permettant aux familles pauvres d'améliorer leur situation par l'abaissement du prix de revient des objets à leur usage. A une époque où, comme le dit M. Paul Leroy-Beaulieu, « la constitution démocratique de la société avec ses fortunes changeantes et instables, le désir effréné d'égalité, poussent à rechercher des marchandises en quelque sorte initiatrices » ⁽²⁾, cette évolution devrait être encouragée.

Malheureusement, en ce qui concerne les boissons, les législateurs contemporains, au lieu de considérer l'abaissement des prix comme une chose désirable et de l'encourager, se sont efforcés de le combattre. C'est ainsi qu'après avoir réglementé de plus en plus étroitement la fabrication des vins de sucre, des vins de raisins secs et de marcs, par des

(1) Colson, *Cours d'économie politique*, II, p. 356 et s.; Cauwès, *Précis du cours d'économie politique*, I, p. 241 et s.; *Journ. des économistes*, 1905, p. 80 et s.

(2) *Economie politique*, I, p. 652.

lois successives de 1889 à 1897, ils en ont entièrement interdit la vente par cette dernière loi et, depuis, la fabrication de ces boissons qui ne pouvaient plus, désormais, aller qu'à la consommation familiale, a été de plus en plus entravée.

Cette extension, pour ainsi dire illimitée, de l'intervention de l'Etat est difficile à justifier. Le législateur a usé de son pouvoir réglementaire dans un but nettement protectionniste. Il a voulu favoriser une catégorie de producteurs français, et pour cela il a longtemps dissimulé son véritable but, sous des prétextes d'hygiène et de santé publique ; il a cherché à discréditer les vins de sucre et de raisins secs, et voyant qu'il ne parvenait pas à jeter la suspicion sur ces produits nouveaux et à bon marché, il s'est enfin décidé à en interdire le commerce. Cependant ces produits avaient également droit à la protection de l'autorité publique, ils contribuaient au développement de la richesse nationale, et, bien certainement, la consommation des vins obtenus par le sucrage ou par l'emploi des raisins secs, honnêtement préparés, était moins dangereuse pour la santé publique, que celle des vins malades ou mal constitués dont la loi a cherché à faciliter l'écoulement. En agissant comme il l'a fait, le législateur a commis, suivant l'expression de M. Colson, une erreur analogue à celle des personnes qui, jadis trompées par la crise momentanée qu'amenait l'introduction des machines dans l'industrie, combattaient, au nom des intérêts des ouvriers, une transformation dont l'effet final devait être de donner à leur travail un emploi plus productif » (1).

Sans doute, la difficulté de déceler à l'analyse la présence du sucre dans le vin, permettait au commerçant peu scrupuleux de faire au vin naturel une concurrence redoutable.

(1) *Cours d'économie politique*, II, p. 358.

Mais pourquoi avoir interdit l'emploi du sucre ou l'avoir réglementé avec une minutie véritablement vexatoire, et d'ailleurs inefficace, puisque les achats de sucre dénaturé n'ont pas été compris dans ces réglementations, alors qu'il suffisait pour obliger le fabricant de vin de sucre à le vendre sous sa véritable appellation, d'exiger l'adjonction à tous les sucres, lors de leur fabrication, d'une substance neutre qui ne peut pas se trouver dans les vins naturels; et que pour remédier à l'avisement des prix deux remèdes étaient possibles : la distillation et l'exportation, appuyés sur une répression énergique de la fraude.

Mais le législateur n'a écouté que les plaintes des viticulteurs qui attribuaient à la fraude seule la crise qui les ruinait ⁽¹⁾, et d'une loi de police a fait un instrument de protection.

En même temps qu'elle supprima les anciennes corporations, la Révolution détruisit l'œuvre, trop tatillonne, sans doute, mais indéniablement utile, des réglementations que depuis des siècles elles avaient multipliées pour empêcher la fraude. Après avoir proclamé la liberté de l'industrie, notre droit intermédiaire ne semble pas avoir aperçu la nécessité d'en réglementer l'exercice; les tromperies sur les matières d'or et d'argent étaient seules réprimées (décret des 19-22 juillet 1791). Tout autre commerce était libre, et la fraude, qui elle aussi se trouvait libre, se développa rapidement partout, mais avec une habileté particulièrement géniale dans le commerce des boissons. Aussi peu à peu une réglementation complexe se forma, remplaçant les réglementations des anciennes corporations trop hâtivement supprimées.

Le code pénal permit par les dispositions de son article 423

(1) *J. off.*, 1904, *Déb. parl.*, ch. des dép., p. 2489 et 2490.

de réprimer les tromperies sur la nature et sur la quantité, dans toutes les ventes, mais il ne frappa que d'une peine de simple police (art. 475, al. 14) le vendeur et le débitant de boissons falsifiées ; cette vente ne devenait un délit aux termes de l'article 318 que lorsque les boissons contenaient des mixtions nuisibles à la santé. Quoiqu'on sentit bien vite l'insuffisance de cette législation, ce n'est qu'en 1855, par la loi du 5 mai, qu'on décida d'étendre aux alcools et aux vins les dispositions de la loi du 27 mars 1851 « tendant à obtenir une répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises ». C'est qu'en effet les moyens dont disposait alors la science pour décéler la fraude étaient encore trop incertains, pour qu'on pût les appliquer à la recherche si difficile de la falsification dans les boissons, sans avoir à redouter d'entraver le commerce honnête. Aussi cette loi ne faisait-elle qu'étendre aux boissons le régime appliqué par l'art. 423 du code pénal aux tromperies sur la qualité des matières d'or et d'argent, et abrogeant l'article 475 de ce même code, transformer en délit ce qui n'était auparavant qu'une simple contravention.

Toutefois, antérieurement, un décret du 15 décembre 1813, applicable à Paris seulement, avait permis de réprimer la simple détention de matières et de produits destinés à falsifier le vin ; et une loi promulguée le 28 juillet 1824 avait cherché à assurer la loyauté des inscriptions d'origine.

Depuis vingt ans, la législation répressive de la fraude dans les boissons s'est enrichie de nombreux textes. C'est en 1889, la loi Griffé sur les vins de raisins secs et les vins de sucre ; la loi Brousse, en 1891, sur les piquettes ; en 1894, en 1897 et en 1904, d'autres lois sur les vins, sans compter les lois du 28 juillet 1902 et du 31 mars 1903 sur les sucres.

Malgré cette réglementation incessante, la répression n'était

pas efficace. Les fraudeurs, dont l'ingéniosité est inépuisable, tournaient habilement les prohibitions parfois contradictoires de ces divers textes. Aussi était-il nécessaire d'unifier cette législation trop complexe.

Il y a longtemps que l'on a songé à codifier la législation répressive de la fraude. Le 11 juillet 1888, M. Salis, député de l'Hérault, déposait, sur le bureau de la chambre, une proposition de loi en ce sens. Le texte en était bref et précis ; il ne comportait que trois articles dont le premier seul organisait le nouveau régime des transactions commerciales, en décidant que nul ne pourrait « mettre en vente sous sa dénomination primitive, un produit alimentaire modifié d'une manière quelconque, à moins qu'il n'ait fait suivre cette dénomination du mot « factice ». Le moindre défaut de cette proposition était une extension presque illimitée de la nature de la falsification ; elle fut abandonnée par son auteur ; mais il est intéressant de la rappeler, car son idée maîtresse se retrouve dans le projet déposé par le gouvernement en 1898 et qui est devenu la loi du 1^{er} août 1905.

En 1895, M. Gadaud, ministre de l'agriculture, reprenant un projet déposé dix ans auparavant par M. Gomot, fit une nouvelle tentative de législation générale sur les fraudes alimentaires ; mais son effort ne put réussir et le projet fut retiré.

En 1898, un nouveau projet fut déposé par M. Méline sur le bureau du sénat et adopté par cette assemblée sans que la discussion soulevât de débats importants. Il fut transmis immédiatement à la chambre, mais, dès le début de la discussion, un grave dissentiment éclata entre le gouvernement et la commission. Le ministre des finances, M. Peytral, ne voulut pas accepter l'article 9 du projet qui, reproduisant le système de l'article 8 de la loi de 1851, attribuait aux com-

munes où le délit est constaté le tiers du produit des amendes ; il demanda que ces amendes fussent réparties comme toutes les autres. La commission ne voulant pas modifier son projet, ni le ministre céder sur ce point, la fin de la législation arriva avant que la chambre ne l'eût discuté.

Ce n'est que le 10 novembre 1904 que la discussion générale fut reprise, elle occupa deux séances, et la chambre ayant voté l'urgence le 17 novembre, le vote de la loi se poursuivit activement. Cependant la discussion fut longue et acharnée. Beaucoup de députés jugent cette nouvelle loi inutile ; ils estiment que les lois de 1851 et 1855, appuyées sur l'article 423 C. pén. et complétées par les lois subséquentes par les ordonnances de police ou les arrêtés préfectoraux, donnent les moyens nécessaires et suffisants pour réprimer les fraudes, pour les restreindre et les empêcher ; et que si la répression n'en est pas plus efficace, c'est que l'administration n'agit pas et non pas qu'elle est désarmée, car les textes ne valent que par la façon dont ils sont appliqués. D'autres considèrent que le projet soumis à la chambre est incomplet ; ils déposent de nombreux amendements souvent bien inutiles, en sorte qu'au lieu de rendre la loi plus répressive, ils ne font qu'en retarder l'application et leur intervention ressemble parfois à une tentative d'obstruction. Enfin un nombre important de députés estiment cette loi dangereuse. Ils craignent que les plaignants de mauvaise foi, qui ne cherchent que des délais pour ne pas payer en temps voulu une marchandise, ou pour s'en défaire parce qu'ils en ont trouvé une autre qui leur convient mieux, qui eussent reculé devant les frais d'un procès civil ou commercial, n'hésitent pas à poursuivre devant un tribunal correctionnel. Ils prévoient aussi le parti que l'étranger pourra tirer de la publicité de ces débats et des aveux de fraude qui y sont faits, pour concurrencer nos articles d'ex-

portation et particulièrement nos vins. Certes ces craintes étaient bien légitimes. En Allemagne notamment, la presse a profité de cette situation pour discréditer quotidiennement nos vins ⁽¹⁾ : les commerçants ont fait imprimer des extraits du *Journal officiel* et les ont envoyés en prospectus à leurs clients ; l'on a cherché enfin à faire croire que « tous les vins français sont fabriqués sur commande » ⁽²⁾. Et d'un autre côté, la recherche plus active de la fraude a pu entraver dans le commerce des vins les achats à livrer, qui permettaient au négociant d'avoir un stock important sans encombrer ses magasins, et au propriétaire de toucher d'importants acomptes et de n'avoir plus aucune préoccupation pour la vente de sa récolte. Mais ces inconvénients, qui d'ailleurs ne sont que passagers, ne pouvaient pas faire abandonner un projet qui devait « purifier notre production nationale », suivant l'expression de M. Sarraut ⁽³⁾.

Aussi le gouvernement, malgré toutes ces oppositions, a-t-il défendu énergiquement son projet, dont la préparation était due à M. Potier, qui, avant de siéger à la Cour de cassation, avait présidé pendant de longues années la chambre des appels correctionnels de la Seine où étaient jugées les affaires de fraude, et par un éminent avocat, M. Pouillet, dont la compétence en cette matière fait depuis longtemps autorité.

Au début de la discussion de la loi, la commission et le gouvernement semblent même avoir mis tout leur soin à obtenir de la chambre qu'elle adopte sans modification le texte déjà voté par le sénat.

⁽¹⁾ V. le *Compte rendu des travaux de la chambre de commerce de Bordeaux*, année 1907, p. 380.

⁽²⁾ *J. off.*, 1908, *Déb. parl.*, ch. des dép., p. 692.

⁽³⁾ *J. off.*, 1904, *Déb. parl.*, ch. des dép., p. 3095.

Cette loi qui devait codifier pour longtemps la matière de la fraude n'a pas tenu ses promesses. Depuis lors, en effet, il a fallu voter deux lois sur la fraude des vins, et d'autres projets sont actuellement en discussion. Comment s'en étonner quand on constate, en dehors de l'activité de quelques-uns de ses membres, l'indifférence de la chambre pour cette loi, dont les débats se déroulèrent le plus souvent devant des banquettes vides ⁽¹⁾? C'est ainsi que le 22 décembre 1904, quand, sur la demande de M. Vaillant, il fallut procéder à un vote par appel nominal, le quorum ne put être atteint, 55 députés seulement étant présents, ce qui n'empêcha pas que, dix minutes plus tard, le vote fut acquis par 581 suffrages. Comment s'en étonner surtout si l'on songe que la chambre suivit le conseil du ministre de l'agriculture, qui lui demandait, à la séance du 23 février 1905, de voter cette loi, *vaille que vaille*, pour s'en débarrasser ⁽²⁾!

(1) *J. off.*, 1904, *Déb. parl.*, ch. des dép., p. 2931, 3069, 3091, 3098, 3103, 3227, 3232, *Id.*, 1905, p. 363.

(2) *J. off.*, 1905, p. 495.

PREMIÈRE PARTIE

Les principaux procédés actuellement employés pour la falsification des vins et des eaux- de-vie.

Il est assez rare que le vin ou l'eau-de-vie aillent directement à la consommation en sortant des caves du propriétaire. Presque toujours ils séjournent dans les chais du commerçant en gros qui, par des coupages appropriés, doit corriger les défauts qu'ils peuvent présenter à l'état naturel et les modifier selon le goût de la clientèle. Parfois même, un second intermédiaire, le débitant, vient s'interposer entre le producteur et le consommateur. Pour réprimer utilement la fraude, il est donc nécessaire de surveiller ces divers agents.

CHAPITRE PREMIER

LA FRAUDE CHEZ LE PRODUCTEUR

La grande majorité des producteurs français est honnête. Ce sont, pour la plupart, de petits vignerons qui, ayant eux-mêmes cultivé leurs vignes, apportent tous leurs soins à la confection du vin qui doit les payer de leurs peines; ils l'aiment, ils le soignent, ils en ont l'orgueil, et, quoique bien souvent la réputation de ces honnêtes travailleurs ne soit que locale, elle suffit pour les détourner de toutes les pratiques qui *dénatureraient* leur vin et *lui feraient du mal*. Si, autrefois, quelques-uns d'entre eux ont pu se laisser tenter par les bénéfices faciles que leur offrait la fraude, il est certain que, dans ces dernières années, ils ont dû y renoncer.

Incontestablement quand, au mois d'octobre 1906, le marché de Bercy fut inondé de vins à 8 francs l'hectolitre, ces vins ne pouvaient pas provenir du Midi. Leur prix représentait à peu près la valeur du degré sucre employé à leur fabrication, et la fraude méridionale n'aurait pu lutter contre cette fraude forcément faite sur place, alors qu'un hectolitre de vin est grevé par son transport du Midi à Paris de 4 fr. 50 de frais en moyenne (1). A ce moment-là, d'autre part, la propriété s'est trouvée encombrée d'un stock considérable de vins invendus, et l'on ne s'expliquerait pas comment, alors

(1) *Moniteur vinicole*, 23 octobre, 2-16-30 novembre et 4 décembre 1906.

qu'il ne pouvait pas écouler sa récolte, le producteur aurait eu intérêt à en augmenter la quantité, avilissant ainsi davantage les prix par une offre plus grande.

D'ailleurs, pour être pratiquée d'une façon vraiment productive, la fraude nécessite une installation compliquée et l'emploi de matières très variées; or, le producteur est en général mal outillé pour faire la fraude, et, la plupart du temps, il lui est difficile, surveillé comme il l'est par ses voisins, de se procurer les produits indispensables à une bonne réussite de la falsification. Ce n'est donc que dans des cas tout à fait exceptionnels que le propriétaire pourra fabriquer un vin de toutes pièces; le plus souvent, il ne pourra se livrer qu'à des falsifications rudimentaires, au premier rang desquelles doit être placé pour le vin le mouillage avec l'augmentation artificielle du degré alcoolique qui en découle presque toujours forcément.

Au moment de la vendange, le propriétaire peut procéder au mouillage soit en première, soit en deuxième cuvée. Le mouillage pratiqué d'une façon modérée en première cuvée est très difficile, même impossible à décèler à l'analyse; mais, s'il mouille modérément, le propriétaire aura le plus souvent diminué la qualité de son vin, sans s'être procuré un supplément de quantité suffisant pour compenser la dépréciation ainsi causée. Aussi sera-t-il entraîné à mouiller fortement sa récolte, ou à fabriquer, en arrosant ses marcs, un vin de deuxième cuvée qu'il mélangera ensuite au vin de première cuvée. Cette augmentation de quantité aura bien entendu pour conséquence une diminution du degré alcoolique, et le vin se vendant actuellement au degré, le fraudeur aurait ainsi augmenté la quantité de sa récolte sans en avoir augmenté la valeur, s'il ne lui était pas possible d'en remonter artificiellement la force alcoolique.

Deux moyens peuvent être employés pour obtenir ce résultat : le vinage et le sucrage.

Le vinage, qu'il ne faut pas confondre avec le sucrage, consiste dans l'adjonction au vin de la quantité d'alcool nécessaire pour en remonter le degré; l'alcool ainsi employé provient soit de la distillation des lies, des marcs ou des fruits, soit le plus souvent de l'industrie du Nord. Le vinage est un procédé peu employé, car il ne produit qu'un vin mal équilibré, dont la partie alcool n'est pas en proportion normale avec les autres éléments, et qui, par suite, manque de moelleux.

Au contraire le sucrage, en même temps qu'il augmente l'alcool du vin, développe tous les autres éléments qui constituent l'extrait sec; en un mot, il enrichit la constitution du vin en développant son bouquet. Aussi la pratique du sucrage est-elle d'un emploi beaucoup plus courant que le vinage. Sous l'influence de la fermentation, le sucre ajouté à la cuve se transforme en alcool. On a calculé, et aujourd'hui tout le monde le reconnaît, que pour élever de un degré la force alcoolique d'un hectolitre de vin il est nécessaire d'ajouter 1.700 grammes de sucre. On peut donc par un dosage soigneusement opéré lors de la fermentation modifier le degré d'alcool d'un vin dans la mesure nécessaire et obtenir, à coup sûr, le résultat cherché.

Le sucrage peut se pratiquer en première cuvée et sans avoir été précédé du mouillage, c'est la chaptalisation. Ce procédé de vinification ne saurait constituer une falsification ⁽¹⁾, et de tout temps on l'a considéré comme nécessaire. En effet, dans les années insuffisamment chaudes, et d'une façon habituelle dans certains régimes viticoles du Nord, le

(1) Armand Gautier, *La sophistication des vins*, p. 10.

raisin n'atteint pas le degré de maturité suffisant pour que les substances sucrées naturellement contenues dans le moût puissent produire une proportion d'alcool suffisante pour permettre au vin de se conserver, il est de toute nécessité d'augmenter artificiellement la richesse en sucre de la vendange.

Si le sucrage ou le vinage peuvent facilement se faire chez le viticulteur après un mouillage modéré, ils ne peuvent lui permettre d'augmenter sa récolte que dans de faibles proportions, car la fraude entraîne la fraude, et le viticulteur est en général trop mal outillé pour pouvoir employer les procédés compliqués que nécessite la pratique industrielle de la falsification.

La réglementation du sucrage à la cuve a subi, depuis vingt-cinq ans, une transformation complète, suivant les modifications des besoins de la production.

C'est la loi du 28 juillet 1884 complétée par le décret du 22 juillet 1885 qui, par son article 2, a donné pour la première fois l'existence légale aux vins de sucre de deuxième cuvée. A cette époque la production du vignoble français, en majorité détruit par le phylloxéra, était insuffisante pour répondre aux besoins de la consommation ; aussi, le législateur voulant favoriser une pratique qui, sans danger pour la santé publique, permettait au producteur d'augmenter sa récolte, réduisit à 20 francs par 100 kilog. les droits sur les sucres ainsi employés, que la loi du 18 juillet 1837 avait fixés à 24 francs, alors que le droit sur les autres sucres de consommation était abaissé de 60 francs à 50 francs. Le bénéfice de cette détaxe n'était accordé qu'aux personnes qui en faisaient la demande, soit individuelle, soit collective, et était étendu aux acheteurs de vendange, non récoltants. La déclaration collective favorisa la falsification, d'autant plus que

l'administration se montra peu exigeante à l'égard de déclarations, qui assuraient un accroissement considérable des recettes du Trésor par l'augmentation de la consommation du sucre et de la circulation des vins. Les lois des 26 janvier 1890 et des 11 janvier et 14 décembre 1894 ayant successivement entravé puis supprimé la fabrication des vins de raisins secs, le sucre resta le seul concurrent du vin naturel.

Pendant ce temps le vignoble français se reconstituait lentement grâce aux porte-greffes américains, et vers 1895 les viticulteurs se plaignirent de la concurrence que le sucrage faisait à leurs produits dont la quantité commençait à être suffisante pour alimenter la consommation. De même qu'en 1884, le législateur avait encouragé la production des vins de sucre pour favoriser le producteur, de même, en 1897, la loi du 6 avril, dans un but nettement protectionniste, vint interdire la fabrication et la circulation, en vue de la vente, des vins de sucre et de marcs. Cette réglementation ne produisit pas tout l'effet qu'on en attendait; la circulation des vendanges fraîches, exemptes de tous droits, augmenta, facilitant sous le couvert de la production familiale la fabrication des vins de sucre et de marc. Aussi le législateur, persistant dans la voie de protection où il était entré, restreignit de plus en plus la faculté du sucrage. La loi du 29 décembre 1900, par son article 16, limita le bénéfice de la taxe réduite aux vins allant à la consommation familiale, et pour la première fois établit pour l'emploi du sucre un maximum, qu'elle fixait à 40 kilogrammes par personne composant la famille ou la domesticité du récoltant; aucune limitation n'était imposée aux non récoltants que l'article 8 de la même loi assujettissait simplement à l'obligation de faire une déclaration et de se munir d'une licence. Une nouvelle loi intervint le 20 juillet 1901 qui, tout en permettant l'emploi du

sucres en première et en deuxième cuvée dans les limites de la loi du 29 décembre 1900, établit un second maximum basé sur la quantité de vendange récoltée; ces limites étaient de 20 kilos de sucre par 3 hectolitres de vendange en première cuvée (chaptalisation) et 50 kilos par 3 hectolitres de marc pour les vins de seconde cuvée.

Quand la convention internationale relative au régime des sucres, conclue à Bruxelles le 5 mars 1902, eut été approuvée par le parlement français, il fut nécessaire d'abaisser les droits frappant les sucres consommés en France pour permettre à l'industrie sucrière de trouver dans une augmentation de la consommation intérieure une compensation au préjudice que lui causait la suppression de la prime à l'exportation. Mais en fixant à 25 francs les 100 kilos la taxe sur tous les sucres bruts et raffinés allant à l'alimentation, la loi du 28 janvier 1903 supprima, pour le producteur, l'intérêt de la déclaration, il n'en resta plus que les ennuis. Aussi la loi du 6 août 1905 qui limite l'emploi du sucre à l'époque des vendanges n'eut-elle que peu d'effet, le sucrage n'étant plus que rarement déclaré, et la suite des sucres, organisée à partir de 50 kilos, n'apporta aux approvisionnements qu'une entrave facile à tourner par la multiplication des achats.

Entre temps, la loi du 24 juillet 1894 avait théoriquement prohibé le mouillage et avait interdit le vinage comme susceptible de le favoriser.

Tel était l'état de la législation lorsqu'éclata, au printemps de 1907, le mouvement révolutionnaire du Midi. Sous l'influence de ces événements, le parlement vota la loi du 29 juin qui est un revirement complet du précédent régime des sucres employés en vinification.

Alors que jusqu'en 1903 le sucrage avait bénéficié d'une taxe réduite, dans le but de limiter cette pratique l'article 5

frappe d'une surtaxe de 40 francs par 100 kilos les sucres allant à la vendange; en sorte que pour pratiquer la chaplatisation dont la nécessité est incontestée, le producteur est actuellement obligé d'acquitter un droit de 65 francs. De plus cette loi de 1907, aggravant le système inauguré en 1903, organise la suite des sucres à partir de 25 kilos (art. 8). Elle limite la quantité à employer à 20 kilos par 3 hectolitres de vendange et interdit l'achat de plus de 200 kilos de sucre par exploitation (art. 6). Enfin elle limite la fabrication des piquettes.

Cette réglementation, pour être utilement surveillée, nécessitait l'organisation de la déclaration de récolte : aussi le législateur y a-t-il pourvu par les dispositions de l'article 1^{er} de cette loi.

Ces mesures avaient été énergiquement réclamées par les viticulteurs et aussi par les commerçants ⁽¹⁾; M. Cazeaux-Cazalet, président de la commission d'enquête, indiquait à la chambre, dans la séance du 13 juin 1907, que dans toutes les régions de France et d'Algérie elles étaient ardemment désirées. Cependant, tandis que les viticulteurs méridionaux estimaient le texte voté insuffisant et réclamaient notamment la surtaxe de 105 francs, de façon que l'alcool obtenu par l'emploi du sucre acquittât un droit égal à l'eau-de-vie ⁽²⁾, ils demandaient aussi la suite des sucres à partir de 10 ou 15 kilos et la déclaration de récolte en volume et degré sous le contrôle de la régie; certains esprits estimaient ces mesures inopportunes.

(1) Voir notamment le compte rendu des travaux des chambres de commerce de Béziers, de Carcassonne et de Montpellier en 1907.

(2) Le sucre étant taxé à 65 francs, comme il faut 1 kil. 700 de sucre pour obtenir 1 degré hectolitre d'alcool, le droit payé par le sucre sera de $\frac{1 \text{ kil. } 700 \times 65}{100} = 1 \text{ fr. } 10$ alors que les trois-six supportent 2 fr. 20 d'impôt.

L'examen des statistiques des quantités de sucre employées chaque année par la viticulture montre depuis cinq ans une diminution constante de cette consommation : alors que de 1890 à 1900 la vinification absorbait chaque année de 30 à 39 millions de kilos de sucre, ces chiffres tombaient à 18 millions en 1903, puis à 7.500.000 kilos en 1904; en 1905, il y eut une légère reprise avec 9.000.000 de kilos, tandis qu'il ne fut déclaré qu'un emploi de 5.794.000 kilos en 1906, et de 5.655.000 kilos en 1907 ⁽¹⁾.

De ces constatations, les adversaires du régime fait au sucre par la loi du 29 juin 1907 ont tiré une double conclusion. Il est inutile, disent-ils, d'imposer une surtaxe aux sucres allant à la cuve, pour enrayer cette pratique, puisque la fraude par le sucrage se fait de plus en plus rare, suivant depuis quelques années une rapide progression décroissante. Mais cette diminution du sucrage est peut-être plus apparente que réelle; en effet, elle coïncide avec l'application de la loi du 28 janvier 1903 qui a fixé à 25 francs par 100 kilos les droits sur tous les sucres allant à l'alimentation, sans distinction d'emploi; ainsi a disparu, presque entièrement pour le producteur, l'intérêt de la déclaration et la pratique du sucrage clandestin a dû se développer. De plus, ajoutent ces mêmes adversaires, en supposant, ce qui n'est pas, que la consommation annuelle des sucres par la viticulture se soit, en réalité, maintenue aux environs de 30.000.000 de kilos, chiffre certainement exagéré, quelle est l'importance de ces quantités en présence d'une consommation annuelle de 600.000.000 de kilos de sucre en France? Et c'est dans l'intérêt seul de la viticulture, qui en emploie si peu, que l'on organise la suite des sucres, paralysant les transactions, soumettant à une surveil-

⁽¹⁾ *Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances*, 1908, I, p. 83.

lance vexatoire les pharmaciens et les épiciers, les fabricants de chocolat, de biscuits, de confiserie, d'encre, etc., risquant de provoquer le boycottage des produits du Midi par le Nord. Et de fait, un mouvement s'est produit dans le département du Nord, menaçant de ne recevoir aucun voyageur en vins et eaux-de-vie des départements producteurs, pendant la campagne 1907-1908, si les intérêts du Nord continuaient à être sacrifiés à ceux du Midi. Enfin ils craignaient que l'établissement de la déclaration de récolte ne provoquât pour le producteur une série de difficultés et n'entraînât l'organisation de mesures inquisitoriales et vexatoires.

Toutefois la majorité de la production et du commerce français jugea les mesures apportées par la loi nécessaires et suffisantes, estimant, comme le fit la chambre de commerce de Saumur, qu'une taxation plus élevée des sucres allant à la vinification exigerait nécessairement un dégrèvement des sucres n'y allant pas, pour ne pas entraîner la ruine de l'industrie du Nord.

Ces nouvelles mesures ont été appliquées pour la première fois lors de la dernière récolte, et il ne semble pas qu'elles aient donné les résultats qu'on en attendait.

La déclaration de récolte n'est pas obligatoire, seulement la régie ne devant délivrer de titre de mouvement que dans les limites de la quantité déclarée, le non déclarant ne pourra pas vendre sa récolte : néanmoins, au cours de la discussion de la loi, il a été précisé que le non déclarant pourra s'expédier des vins à lui-même, s'il réside dans une localité différente du lieu de son exploitation, mais il ne pourra en expédier à des tiers, seraient-ils membres de sa famille.

Lorsque la comparaison des superficies cultivées et des quantités déclarées pourra faire présumer la fraude, les

employés de la régie ne pourront aller vérifier l'exactitude des déclarations dans les chais des récoltants que lorsqu'ils auront réuni contre ceux-ci des présomptions suffisantes de détention de vins artificiels, conformément à l'article 21 de la loi du 30 janvier 1907, car les chais des récoltants sont considérés, aux termes des articles combinés des lois de 1816, 1905 et 1907, comme étant une dépendance de l'habitation des particuliers ⁽¹⁾, qui ne peut être visitée par les agents de la régie que sur l'ordre d'un employé supérieur du grade de contrôleur au moins (art. 237 de la loi du 28 avril 1816), préalablement autorisé par une ordonnance du président du tribunal civil de l'arrondissement ou du juge de paix du canton (art. 14 de la loi du 6 août 1905).

Mais en aucun cas une dénonciation anonyme ne pourra servir de base à un soupçon de fraude (art. 15 de la loi du 6 août 1905). Les procès-verbaux dressés par les agents du fisc ne feront foi que jusqu'à preuve du contraire (loi du 20 octobre 1903, art. 24) ; à peine de nullité, ils devront être exclusivement rédigés par les agents qui ont pris une part personnelle et directe à la constatation du fait qui constitue la contravention (art. 15 de la loi du 6 août 1905), et mentionner dans un acte motivé dont copie devra être remise à l'intéressé (art. 16), les protestations qui viendraient à se produire.

La déclaration de récolte étant faite, alors que la vinification est terminée, ne peut empêcher le propriétaire de mouiller à la cuve ; mais elle ne semble pas davantage devoir empêcher la falsification après la vendange.

Les déclarations faites en 1907 ont été bien supérieures à la quantité réellement récoltée. Alors que les évaluations

(1) Voir la déclaration du Ministre des finances faite à la séance du 13 juin 1907.

basées sur les précédentes récoltes faisaient prévoir, une production de 50 à 51.000.000 d'hectolitres, le total serait, d'après les déclarations, de 66.070.273 hectolitres ⁽¹⁾, soit une augmentation de 13.991.221 hectolitres, environ 25 p. 100 par rapport à la récolte de 1906. Et il faut remarquer que, sur 1.611.000 récoltants, 472.000, soit près du tiers, n'ont pas fait de déclaration et que la régie a évalué leurs récoltes comme autrefois; par conséquent, si la déclaration avait été faite par tous, ainsi que le veut la loi, le chiffre de la récolte eût paru encore plus élevé. Dans la Gironde, la majoration est plus sensible encore : alors qu'en tenant compte des plantations nouvelles, les prévisions les plus optimistes permettaient d'espérer une récolte de 4.000.000 d'hectolitres, supérieure de 10 à 20 p. 100 à la récolte de 1906, les déclarations ont donné un total de 5.439.000 hectolitres, soit une récolte presque égale à celle produite en 1900, la plus considérable qui ait jamais été constatée en Gironde.

Et cependant, les chiffres donnés par les anciennes statistiques dressées par la régie n'étaient pas sensiblement inférieurs à la réalité, si surtout l'on en excepte la production de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales, qui était évaluée, non par la régie, mais par la chambre de commerce de ces régions, car ils ont été contrôlés par une observation précise faite sur des vignobles choisis dans des conditions variées de culture ⁽²⁾.

Quelle peut être l'explication de l'exagération ainsi apportée par le producteur dans sa déclaration de récolte? On ne peut soutenir longtemps qu'il a agi dans une intention de fraude, soit pour pouvoir augmenter artificiellement son vin à l'aide

⁽¹⁾ *J. off.*, 31 janv. 1908.

⁽²⁾ V. sur cette question la savante étude de M. O. Audebert, publiée dans les *Annales de la Société d'agriculture de la Gironde*, janv. 1908, p. 13 et s.

de la falsification, puisque cette pratique lui est plus facile au moment de la vendange qu'après; soit qu'il ait voulu se réserver la possibilité de vendre, comme étant de sa propriété, des vins inférieurs qu'il aurait préalablement achetés et coupés avec sa récolte, car cette tromperie sur l'origine qui ne serait rémunératrice que pratiquée avec des vins de crûs réputés, n'est pas faisable en réalité; le producteur qui voudrait se livrer à une semblable tromperie serait vite signalé par ses voisins, et ses produits perdraient rapidement leur réputation. La majoration de récolte est beaucoup trop générale pour être attribuée à une pensée de fraude.

Si cette majoration est en partie volontaire, ce ne peut être que parce que les vigneron, après avoir vu l'inefficacité de la déclaration pour réprimer la fraude, ont pu se demander quelle arrière-pensée se cachait sous cette formalité, et par crainte d'une vérification possible, ils ont majoré leur déclaration de façon à ne pas être inquiétés. Puis l'amour-propre du propriétaire et son intérêt mal compris ont pu l'entraîner à majorer; le vigneron serait honteux en effet d'avouer que son vignoble rapporte moins à l'hectare que celui du voisin, enfin il a pu penser qu'en déclarant une récolte plus belle que celle réellement produite, il augmenterait la valeur de son bien et trouverait plus facilement à le vendre un prix avantageux.

Mais il faut reconnaître que, même en écartant ces considérations et en supposant la déclaration faite en toute bonne foi, il est impossible qu'elle corresponde exactement à la réalité. En effet, la récolte cette année ayant été particulièrement tardive par suite des froids du mois d'août, beaucoup de propriétaires n'avaient pas encore complètement terminé la vinification au moment de la clôture du délai de déclaration; n'ayant pas encore soutiré leurs cuves, ils ne pouvaient évaluer la lie, et de peur d'être encombrés par des excédents

ils ont déclaré la quantité totale du liquide. De plus, à chaque soutirage, il y a un déchet, formé par la lie qui s'est de nouveau déposée, qui vient diminuer d'autant la quantité qui sera offerte à la consommation; puis, pendant qu'il est en chai pour y être soigné, le vin subit une évaporation; la perte due à ces deux causes est d'environ 10 p. 100 de la quantité récoltée. Enfin le producteur, tout au moins le producteur de vins ordinaires, emploie une partie de sa récolte à la consommation domestique. En sorte qu'il est impossible que la quantité déclarée corresponde jamais à la quantité offerte sur le marché, elle lui sera toujours supérieure. Si le producteur reporte d'une année à l'autre ce déficit, il pourra facilement obtenir des titres de mouvement pour une quantité supérieure à celle livrée, et cela sans avoir besoin de faire des déclarations exagérées, par le simple fait des déchets et de l'évaporation. Ainsi apparaît bien nettement l'inutilité de la déclaration, puisqu'elle ne peut empêcher ni la falsification chez le propriétaire, ni la pratique des acquits fictifs.

Cependant il semble qu'une déclaration inférieure à la quantité récoltée, représentant à peu près la quantité qui sera livrée, eût été mieux en harmonie avec le caractère méfiant du paysan français. C'est qu'en effet lors du vote de la loi du 29 juin 1907, M. Caillaux, ministre des finances, a indiqué à la chambre, dans la séance du 11 juin, que la déclaration avait un double but : empêcher la fraude et faciliter l'assiette de l'impôt sur le revenu. Or, il est à prévoir que si la déclaration est sans effet sur la fraude, elle sera efficacement utilisée pour la perception de l'impôt. On pouvait donc s'attendre à voir le propriétaire faire une déclaration inférieure à la réalité, il lui suffisait de soustraire de la quantité récoltée la quantité représentant approximativement sa consommation domestique, l'évaporation et le déchet. Il n'avait

rien à redouter en agissant ainsi : si par hasard ses calculs s'étaient trouvés inexacts et qu'il eût déclaré une quantité inférieure à celle qui lui était nécessaire d'écouler, il n'avait qu'à attendre la récolte suivante, à majorer sa nouvelle déclaration de ces excédents, et ainsi il eût pu obtenir les titres de mouvement nécessaires à la sortie de son vin ; il n'avait pas non plus à craindre d'être inquiété pour les excédents qui se seraient trouvés durant quelques mois dans ses chais, puisque la loi n'a organisé aucun service de contrôle.

Si d'ailleurs l'on voulait instituer le contrôle de la récolte on se heurterait à une difficulté résultant de l'impossibilité de choisir une époque opportune pour le pratiquer. Quand le faire, en effet ? Au moment de la récolte, aussitôt que le délai des déclarations est clos ? Mais à ce moment là la quantité de vin est supérieure à celle qui pourra être livrée à la consommation, puisqu'avant d'être vendu au commerçant le vin doit subir de nombreux soutirages, et qu'à chaque soutirage la quantité diminue par suite de la lie ; à la veille de la nouvelle récolte ? Mais la plupart du temps il aura été effectué des ventes avant que le contrôle n'ait eu lieu ; au milieu de l'année ? Mais ce système présenterait les inconvénients des deux autres réunis : la quantité diminuant sans cesse et la livraison des vins pouvant avoir lieu à toute époque de l'année.

Pour que le contrôle soit efficace, on serait donc obligé de le pratiquer à toute époque, en un mot d'établir chez le propriétaire l'exercice que l'on a supprimé chez le détaillant.

Peut-être un affichage à la mairie, ainsi que le demandaient les viticulteurs du Midi, des titres de mouvement pris dans la semaine sur la commune, permettrait-il une surveillance assez efficace. Dans les campagnes où chacun sait ce qui se passe chez son voisin, il deviendrait alors bien diffi-

cile d'obtenir un titre de mouvement pour une quantité de vin supérieure à celle livrée.

La limitation de la fabrication des vins de seconde cuvée, ou piquette que le législateur a organisée dans l'intérêt du producteur s'est retournée contre celui-ci. Depuis de longues années, on avait pris l'habitude dans la région viticole de payer une partie des salaires des ouvriers agricoles en piquettes; la loi du 29 juin a limité la production des piquettes à 40 hectolitres par exploitation, quelle qu'en fut l'importance; aussi dans les grandes propriétés où un personnel nombreux est employé, on n'a pas pu, en 1907, fabriquer les quantités de piquettes nécessaires pour fournir à ces ouvriers leur provision habituelle. Dans certaines exploitations, on a tourné la loi soit en fabriquant des piquettes concentrées qu'on additionnait d'eau, devaient permettre aux ouvriers de se procurer la même quantité de boisson qu'autrefois, soit en partageant les marcs entre les divers ménages; mais c'est certainement là une pratique contraire à la loi, soit enfin en conservant les marcs pressés et desséchés et en fabriquant la piquette au fur et à mesure des besoins de l'exploitation, de façon cependant qu'il n'y en eût jamais plus de 40 hectolitres à la fois. Mais pour les producteurs qui ne voulurent pas tourner la loi, et c'est le plus grand nombre, cette réglementation est venue aggraver leurs frais d'exploitation, soit qu'ils aient payé en vin la portion du salaire qu'ils versaient autrefois à leurs ouvriers sous forme de piquette, soit qu'ils la leur aient acquittée en argent. Ce résultat est d'autant plus regrettable qu'il est illogique; alors en effet que le propriétaire ne peut pas consommer ou faire consommer sur son exploitation plus de 40 hectolitres de piquette, il peut vendre à des tiers qui en feront de la boisson les marcs qu'il ne peut pas donner à ses ouvriers, et cela sans limitation de quantité.

On aurait dû tout au moins faire une exception pour les piquettes du Bordelais, qui sont obtenues par la fermentation du marc arrosé d'eau, sans addition de sucre et dont le mélange au vin est impossible.

D'ailleurs toute cette surveillance des sucres sera illusoire tant que l'on n'aura pas également réglementé la vente des sucres dénaturés. La dénaturation du sucre est obtenue par un mélange de tourteau et de sel marin. Si l'on ajoute à la cuve du sucre dénaturé, le tourteau s'isole peu à peu et vient flotter à la surface, il suffit d'écumer en quelque sorte le liquide pour l'en débarrasser. Quant au chlorure de sodium, ou bien le fraudeur voudra le laisser, pratiquant ainsi une nouvelle falsification qui donne du corps au vin, ou bien il l'éliminera : pour cela il saturera le liquide de sucre, et comme le sel se dissout moins facilement, un simple soutirage suffira pour le séparer.

Outre le vinage, l'emploi de l'alcool d'industrie permet une fraude spéciale que le privilège des bouilleurs de crû rend plus facile. Quand le vin a été distillé, il reste une vinasse qui n'a aucune valeur mais qui est du vin, moins son alcool ; si à cette vinasse on ajoute une quantité d'alcool d'industrie, égale à l'alcool obtenu par distillation, on a un vin complet que l'on pourra vendre comme naturel après des mélanges. Mais pour que cette opération réussisse, il faut faire usage d'appareils plus perfectionnés que ceux dont dispose en général le bouilleur de crû. Dans la distillation ordinaire la vinasse acquiert un goût de cuit dont il est difficile de la débarrasser ; pour éviter ce défaut, il est nécessaire d'opérer la distillation de basses températures, dans un vide plus ou moins parfait ; aussi cette fraude sera-t-elle rarement pratiquée par le récoltant qui, le plus souvent, n'a qu'un alambic rudimentaire et éprouve de nombreuses difficultés pour

se procurer des alcools d'industrie à l'insu de ses voisins.

De même que le sucre est le principal agent de la falsification du vin, c'est l'alcool d'industrie, un autre produit du Nord, qui sert le plus souvent à frauder l'eau-de-vie. Mais le bouilleur de crû peut difficilement se procurer ces trois-six dont la circulation est étroitement surveillée par la régie et qu'elle suit avec des acquits de couleurs différentes : il ne peut le faire sans courir le risque de se discréditer auprès du négociant, son principal acheteur, et ce danger suffit pour rendre exceptionnelle la falsification de l'eau de vie par le propriétaire; il ne peut non plus acheter des vins pour augmenter la quantité de sa récolte, sans s'exposer à ne plus pouvoir obtenir d'acquits d'origine.

CHAPITRE II

LA FRAUDE CHEZ LE COMMERÇANT

Il semble tout d'abord que la fraude soit impossible au commerçant qui est soumis à l'exercice. En réalité, elle lui est possible ; les recueils de jurisprudence abondent en jugements condamnant pour fraude des commerçants et les retentissants débats qui, au mois de mars dernier, se déroulèrent devant la cour d'assises d'un département du Midi, ont montré dans quelles proportions un négociant sans scrupules peut la pratiquer.

L'exercice est bien pour le commerçant une entrave à la fraude, mais ce n'est pas une barrière insurmontable. Il lui est interdit d'avoir dans ses chais ou entrepôts une quantité de boissons supérieure à celle dont il peut justifier l'origine par les acquits qui lui sont remis lors de ses achats à la propriété. Il lui suffira donc, au moment où il transporte les vins dans ses chais, de se faire délivrer un titre de mouvement pour une quantité supérieure à celle réellement achetée, pour pouvoir ensuite frauder en toute tranquillité. Et cette manœuvre lui est parfois facilitée par la complicité complaisante du propriétaire qui, pour vendre plus facilement et à meilleur prix, se laisse aller à faire une déclaration d'expédition exagérée. C'est à ce danger qu'a voulu remédier la loi du

29 juin par la déclaration de récolte. Parfois même le commerçant sait se concilier la complicité de la régie ⁽¹⁾.

Quand il s'est ainsi procuré, à l'aide d'acquets fictifs, la possibilité de détenir une quantité de vin supérieure à celle qu'il a réellement achetée, le commerçant peut falsifier, il doit même le faire pour éviter la contravention que permettrait de relever contre lui l'exercice, si la régie constatait des manquants.

Tout d'abord il mouillera pour augmenter la quantité, il ajoutera au vin des piquettes; mais la boisson ainsi obtenue sera trop faible en alcool, il lui faudra donc en relever le degré, et pour cela soit viner, soit sucrer. Comme le plus souvent l'addition d'eau aura été excessive, les matières fixes contenues dans ce vin seront inférieures à la normale; la faiblesse de l'extrait sec et des sels deviendrait pour le chimiste un indice de la sophistication; le fraudeur sera donc amené à augmenter artificiellement le poids de l'extrait sec, c'est-à-dire le poids des matières dissoutes qui ne s'évaporent pas dans le vide. Pour y arriver, il pourra soit couper ce liquide trop appauvri avec des vins très riches en extrait sec, ou simplement des vins plâtrés surchargés de matières minérales, soit y ajouter une certaine quantité de glycérine commerciale et de colorants chimiques. Son mélange aura alors acquit l'apparence d'un vin naturel. Mais une semblable sophistication ne peut s'arrêter là. Ces diverses manipulations auront introduit dans la boisson une quantité de germes de maladie ou d'altération; il faudra que le fraudeur poursuive ses sophistications pour en assurer la conservation. Pour obtenir au moins momentanément ce résultat, il lui faudra recourir aux substances antiseptiques ou anti-fermentescibles; c'est

(1) V. Compte rendu des travaux de la chambre de commerce de Perpignan, 1906, séance du 29 mars.

alors que la falsification devient dangereuse pour la santé du consommateur, car quel que soit le produit choisi, il faudra en faire un emploi considérable et par conséquent toxique ⁽¹⁾.

C'est ainsi que, la fraude entraînant la fraude, le commerçant qui ne recherche qu'un supplément de bénéfice est amené, par la force des choses, à livrer à la consommation des produits dangereux pour la santé publique. Et il se laisse d'autant plus facilement entraîner à pratiquer ces manipulations que, depuis quelques années, la provocation à la fraude se fait publiquement. C'est ainsi que certains chimistes ne se contentent plus de procurer aux commerçants peu scrupuleux les moyens de fabriquer un vin de toutes pièces, mais ils leur offrent encore d'analyser les boissons ainsi composées et de s'assurer si elles sont conformes aux exigences du comité d'hygiène.

D'autres fois le commerçant pratique la sophistication sans avoir recours aux acquits fictifs. Il achète à très bas prix des vins avariés, cassés, moisissés, piqués, des déchets de fûts qui sont tout au plus bons pour aller à la chaudière, il les soigne à l'aide des produits que les œnologues lui procurent et réussit à les rendre pendant quelque temps présentables. Il emploie pour cela des remèdes variés, mais d'autant plus inquiétants que leur action est plus rapide. Ce sont des dépiquants, à base d'ammoniaque ou de lessive de soude, ce qui les rend très dangereux pour l'organisme qui les absorbe ; des clarifiants extraordinairement concentrés, des conservateurs antiseptiques, sous forme de pastilles ou de poudre, des sèves, des bonificateurs, etc.

Pour empêcher ces pratiques qui font au commerce honnête la plus dangereuse concurrence, M. Sarraut avait déposé,

⁽¹⁾ *J. off.*, *Déb. parl.*, 1904, ch. des dép., p. 3093 et s.

lors de la discussion de l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905, un amendement ⁽¹⁾ tendant à interdire la fabrication et la vente de ces produits destinés à faciliter la falsification ; il ne faisait que reprendre une mesure déjà proposée par le président du conseil municipal de Paris. Mais on ne voulut pas alors l'adopter ; on prétendit que les dispositions de l'alinéa 4 de l'article 3 de la loi permettaient une répression suffisante.

Cependant le parlement a compris depuis la nécessité de mieux armer la justice et par l'article 4 de la loi du 29 juin 1907, il a étendu l'application des pénalités de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 à ceux qui *fabriquent, vendent ou mettent en vente* des produits ou mélanges œnologiques, de composition secrète ou indéterminée, destinés soit à améliorer et à bouqueter les moûts et les vins, soit à les guérir de leurs maladies, soit à fabriquer des vins artificiels.

Cette interdiction de la fabrication s'imposait d'autant plus que les diverses lois et circulaires ministérielles, les nombreux décrets punissant l'emploi des colorants et mixtures nuisibles à la santé n'avaient pas pu empêcher cette industrie de se développer et que les tribunaux, impuissants à atteindre directement la fabrication de ces produits, avaient depuis longtemps frappé ceux qui s'y livraient des peines de la complicité de fraude.

Enfin la fraude qui porte, non pas sur la composition du vin, mais sur son identité et dont la pratique n'est qu'exceptionnelle chez le producteur, est d'un usage courant chez le commerçant peu scrupuleux. Elle consiste à livrer à la place des vins de crû que leurs qualités exceptionnelles permettent de vendre cher, soit des coupages, soit des vins aromatisés à

(1) *J. off., Déb. parl.*, 1904, ch. des dép., p. 3031 et s.

l'aide de sèves. En général, cette tromperie sur l'origine n'est pas accompagnée de falsifications nuisibles à la santé; mais elle n'en doit pas moins être énergiquement réprimée, car, en même temps qu'elle trompe l'acheteur, elle avilit les cours des vins et ruine peu à peu le producteur.

Le Bordelais, dont les vins sont universellement réputés, souffre particulièrement de cette fraude. Le commerce honnête qui comprend la grande majorité des négociants, souffre aussi de cette concurrence déloyale, car ces pratiques sont le plus souvent l'apanage d'escrocs qui n'ont de commun avec le commerce que le nom qu'ils usurpent. C'est ainsi que M. du Périer de Larsan indiquait à la chambre, lors de la discussion de l'article 3 de la loi de 1905 ⁽¹⁾, les procédés, parfois comiques mais toujours ingénieux, dont usent ces individus pour surprendre la bonne foi du consommateur. Certaines de ces sociétés qui se disent commerciales sont admirablement organisées; telle cette agence, dont le président du syndicat viticole et agricole de Saint-Emilion signalait en 1904 l'existence à Bordeaux, qui employait 250 personnes et faisait 4 à 5.000 lettres de réclame mensongères par jour. Ces précisions permettent d'apprécier tout le tort que de semblables pratiques peuvent causer à la production en avilissant les prix et au commerce en détournant une partie de sa clientèle.

(¹) *J. off., Déb. parl.*, 1904, ch. des dép., p. 3063 et s.

CHAPITRE III

LA FRAUDE CHEZ LE DÉBITANT

Alors que les commerçants en gros sont toujours soumis à la formalité de l'exercice par la régie, les débiteurs n'y sont plus astreints depuis la promulgation de la loi du 9 décembre 1900 (art. 5). Cette catégorie de commerçants en boissons est très peu réglementée. Un décret du 29 décembre 1851 exigeait de celui qui voulait ouvrir un débit qu'il se munit auparavant d'une autorisation du préfet. Ce décret a été abrogé par la loi du 17 juillet 1880. L'effet de ce nouveau régime s'est rapidement fait sentir; alors qu'en 1873 il n'y avait en France (Paris excepté) que 348.000 débits, on en comptait 413.000 en 1892. Cependant l'ouverture des débits n'est pas absolument libre, car l'article 9 de la loi de 1880 donne le droit aux municipalités d'interdire l'ouverture des débits dans le voisinage des édifices consacrés au culte, des cimetières, des hospices et des établissements d'instruction publique quelconques. Cette exception pourrait permettre une limitation partielle et le Président du conseil, au mois de juin 1907, a adressé aux préfets une circulaire pour qu'ils engagent les municipalités à exercer ce droit. Mais bien peu sont entrées dans cette voie et il est à prévoir qu'elles ne montreront pas une énergie plus grande que celle manifestée par la chambre dont les membres, par crainte de compromettre le succès de leur réélection, votèrent la disjonction de la proposition de limitation des débits que comportait le projet de la loi du 15 juillet 1907. Les tentatives faites pour

rétablir l'exercice chez les débitants n'ont pas été plus heureuses, c'est ainsi que la chambre repoussa les deux premiers articles de ce même projet. Ce serait cependant là une mesure indispensable pour obtenir une répression efficace de la fraude chez le débitant.

Cet intermédiaire pouvait d'autant plus facilement faire la fraude que, jusqu'au mois de juillet 1907, une circulaire ministérielle du 3 septembre 1880, connue sous le nom de « Circulaire n° 572 » (rang qu'elle occupe dans la collection des contributions indirectes), motivée par la pénurie des récoltes et la cherté des vins à cette époque, exonérait de tout impôt les boissons dites « de ménage » titrant moins de 2 degrés alcooliques, et permettait la fabrication de ces boissons dans Paris. L'article 3 de la loi du 18 juillet 1904 qui interdit la préparation dans Paris de boissons fermentées « autres que les bières et les cidres » n'était pas applicable aux boissons de ménage en faveur desquelles une exception avait été faite lors de la discussion de ces textes ⁽¹⁾. Toutes les protestations des viticulteurs avaient été impuissantes à obtenir la suppression de cette tolérance qui n'avait plus de raison d'être, et ce n'est qu'à la suite du soulèvement du Midi que le ministre des finances, par une circulaire du 17 juillet 1907, a abrogé la disposition ministérielle du 3 septembre 1880.

Cette satisfaction accordée à la production et au commerce honnête était nécessaire ; mais ce n'est là que l'une des mesures indispensables pour permettre une application utile de la loi de répression de la fraude aux débitants, et il est à souhaiter que le parlement reprenne bientôt l'étude des dispositions qui ont été disjointes, lors de la discussion de la loi du 15 juillet 1907.

(1) *J. off.*, 10 juillet 1904, p. 1957.

DEUXIÈME PARTIE

La loi du 1^{er} août 1905.

CHAPITRE PREMIER

SON BUT ET SES INNOVATIONS

La loi du 1^{er} août 1905 contient une réglementation générale de la répression de la fraude. C'est non seulement une loi économique mais presque une loi sociale, et, suivant l'expression de M. Lasies, c'est en tout cas une loi de probité publique. Le législateur a voulu protéger en même temps l'agriculture et la santé publique et faire savoir, à l'intérieur comme à l'étranger, que le commerce français, défendu par une loi efficace, ne repose ni sur la fraude, ni sur la falsification et continue ses traditions de probité.

Aussi cette réglementation, très utile, était-elle très délicate à élaborer, car il fallait en même temps réprimer les fraudes et ne pas porter atteinte à la liberté du trafic.

Pour obtenir une répression efficace de la fraude, il était nécessaire, en présence de la multiplicité et de la diversité déconcertante des modes de falsifications, de faire une loi générale permettant de frapper à coup sûr toutes les fraudes

et tous les fraudeurs sans distinction, analogue à la loi belge du 4 août 1890. Le gouvernement français a été guidé dans cette voie par les vœux des sociétés d'agriculture et de plusieurs conseils généraux; l'élaboration de ce projet lui a été facilitée par les discussions auxquelles se sont livrés les congrès internationaux d'agriculture, tenus à Paris, à la Haye et à Bruxelles.

Plusieurs nations nous avaient devancés dans cette voie. Ainsi la Belgique a, par la loi du 10 août 1890, assuré une répression plus fréquente de la fraude en ajoutant l'action de l'Etat à celle des communes par l'organisation d'une surveillance sérieuse et permanente du commerce, et en déléguant au gouvernement la mission de prendre par des arrêtés les mesures nécessaires à l'application des principes généraux qu'elle pose. L'Angleterre possède depuis le 9 août 1899 une loi générale sur la fraude, l'application en est confiée au *local government board* et au *board of agriculture*.

Aux Etats-Unis, l'act de 1903 a donné force de loi aux définitions de l'aliment normal faites par les laboratoires officiels d'agriculture et de chimie organisés à cet effet; mais ces mesures ont surtout un caractère protectionniste. L'Allemagne, dont le code pénal distinguait déjà entre la falsification intentionnelle et voulue, et celle qui n'est due qu'à la négligence entre l'auteur de la fraude et celui qui s'en fait le complice, a, dès 1879, senti la nécessité de faire une loi générale sur l'alimentation, qui, très précise, indique jusqu'aux conditions dans lesquelles les procès-verbaux doivent être dressés, de façon que la peine frappe sûrement l'auteur de la fraude, et non, faute de dispositions suffisantes, celui qu'on peut rendre responsable à sa place; cette loi, qui délègue au gouvernement le pouvoir de prendre par des ordonnances les mesures nécessaires à son application, est préventive

grâce à l'organisation d'une police sanitaire au sommet de laquelle est placé l'*Office Impérial de santé* ⁽¹⁾. Dans plusieurs cantons de la Suisse, il existait depuis longtemps une législation générale sur les fraudes et l'hygiène des produits alimentaires ⁽²⁾ et à l'époque où la discussion de la loi du 1^{er} août 1905 se déroulait devant le parlement français, se terminaient les débats d'une loi fédérale sur le commerce des denrées alimentaires, que les chambres suisses votèrent le 8 décembre 1903, après une longue discussion de près de sept années.

Une réforme générale de notre réglementation contre la fraude était donc d'autant plus nécessaire que nous nous étions laissés devancer par nombre de législations étrangères.

Le projet du gouvernement avait pour principal but de réunir en une seule loi, de codifier, les différents textes qui de près ou de loin se rapportaient à la répression de la fraude; en même temps, pour assurer une application plus utile de la loi, il s'inspirait des trois idées suivantes : élargir la définition des falsifications punissables ; adapter la répression à la nature du délit ; prévenir la fraude par des mesures appropriées à la mise en vente des produits falsifiés. Le législateur français a justement préféré ce système à celui de définition légale des substances alimentaires, adopté notam-

(1) Une loi spéciale sur la fraude des vins, la *Weingesetz*, a été votée par le Reichstag le 24 mai 1901, et actuellement une loi nouvelle, copiée sur la loi française, est en préparation.

(2) C'est ainsi que dans les cantons Bâle-Ville (loi du 8 janvier 1883, règlement du 19 mai 1894), de Thurgovie (loi du 3 mars 1890), de Zurich (ordonnance du 26 mars 1887), de Soleure (ordonnance du 29 juillet 1887), de Glaris (loi du 18 novembre 1896), de Saint-Gall (lois du 18 mai 1887 et du 14 mars 1895), de Genève (loi du 7 avril 1883), de Vaud (lois du 16 mai et du 29 novembre 1883), du Tessin (loi du 22 octobre 1891) et de Fribourg (loi du 17 novembre 1897) les fraudes alimentaires étaient déjà réglementées.

ment par la législation des Etats-Unis, et que proposait M. Vaillant ; car si ce dernier système a une allure plus scientifique, il est particulièrement dangereux par les affirmations positives qu'il contient et qui peuvent être en contradiction avec la composition réelle des substances alimentaires naturelles, et aussi par son apparente précision qui lie le juge et peut l'empêcher de juger d'après l'équité et l'appréciation des circonstances.

La loi du 1^{er} août 1905 abroge donc les diverses lois antérieures sur la fraude alimentaire en général ; mais elle laisse subsister dans leur intégralité toutes celles qui visent les falsifications particulières à certaines denrées.

Cependant, cette loi est moins une loi générale sur l'alimentation qu'une loi spéciale sur les vins ; cette impression, qui se dégage de l'ensemble des débats, a été signalée par M. Vaillant au cours de la discussion de l'article 11.

Aussi peut-on être surpris de constater qu'une proposition de disjonction en faveur des boissons fut déposée lors de la discussion de l'article 3. Les signataires de cet amendement soutenaient que la réglementation des boissons est chose trop délicate, que leur composition est trop variée pour qu'il soit possible de les soumettre à une loi aussi vaste, qui ne peut poser que des principes généraux s'appliquant également aux engrais, aux denrées alimentaires et aux produits pharmaceutiques ; que les moyens de déceler la fraude dans les boissons sont encore trop incertains, et, s'appuyant sur la déclaration faite à la chambre, le 22 mars 1904, par le ministre du commerce, ils réclamaient une loi spéciale dont le projet serait rédigé d'après les conseils du comité d'œnologie ; qu'enfin le texte du projet est trop imprécis, car la loi ne vaudra que ce que vaudront les règlements d'administration publique qu'elle prévoit, et, dans un commerce comme

celui des boissons, où interviennent de nombreux intermédiaires, l'application de la loi ne sera pas possible. La chambre a, avec raison, repoussé cette manœuvre qui se produisait alors que l'article 1^{er} déjà voté visait spécialement les boissons dans ses alinéas 2 et 3. Si cet amendement avait été adopté, la loi de 1855 se trouvant abrogée par le texte du projet, la fraude dans les boissons n'aurait plus été réglementée jusqu'au jour lointain où serait intervenue une loi spéciale.

D'ailleurs, le ministre s'engageant à prendre l'avis du comité d'œnologie lors de la rédaction des règlements d'administration publique, on ne pouvait pas considérer, comme dangereuse pour le commerce, une loi qui permet à la bonne foi de se manifester plus facilement et dont la chambre syndicale de la corporation des marchands de vin et liquoristes de Paris venait récemment de réclamer la prompte application.

Le projet soumis par la commission au vote de la chambre présentait quatre mesures importantes que l'on peut considérer comme de véritables innovations dans notre législation répressive de la fraude, ce sont : la répression de la simple tentative, l'attribution à l'administration d'un pouvoir réglementaire spécial, l'organisation de la peine de l'affichage et la modification des règles générales de la compétence *ratione loci*. Cette dernière mesure n'est pas passée dans la loi.

L'article 423 C. pén., réprimant la fraude, exigeait que le délit eût été consommé pour être punissable. Déjà la loi du 27 mars 1851 avait puni la *tentative* quand il s'agissait de la tromperie sur la quantité; elle avait même réprimé la simple mise en vente; or, comme le faisait remarquer M. Thévenet dans son rapport au sénat, « la simple mise en vente est une tentative qui peut n'être accompagnée d'aucune manœuvre

personnelle du vendeur ». Mais cette législation qui laissait impunie la tentative de tromperie lorsqu'elle s'exerçait sur la nature ou la qualité était trop limitée, et l'innovation de la loi de 1905 réside en ce qu'elle permet d'une façon générale d'atteindre la *tentative dans tous les délits* qu'elle prévoit. Par là, la loi est préventive, pas autant cependant que l'aurait voulu M. Vaillant qui désirait qu'à l'exemple de certaines législations étrangères on fit une loi d'hygiène alimentaire, poursuivant, avant toute autre chose, la répression préventive de la fraude pour l'empêcher de se consommer.

La portée préventive de la loi de 1905 est augmentée par la délégation d'autorité faite à l'administration par l'article 11 qui lui permet de prendre, par des règlements d'administration publique, les mesures nécessaires à son application. Ce système, employé depuis longtemps par diverses législations étrangères en matière de fraude, notamment celles d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique et de Danemark, n'est pas entièrement nouveau dans notre droit; déjà la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique, et plus récemment la loi du 4 février 1888 sur les engrais, celles du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants mineurs et du 16 avril 1897 sur les beurres, disposaient que les mesures nécessaires à leur exécution seraient prises par le gouvernement à l'aide de règlements d'administration publique; mais c'est la première fois qu'en France on introduit ce principe dans une loi générale sur la fraude.

L'application de ce principe pourra être féconde en permettant de frapper les nouveaux moyens de fraude aussitôt qu'ils surgiront.

La loi du 27 mars 1851 avait posé le principe de l'affichage comme moyen de répression; mais cette peine était rarement efficace, car la plupart du temps le condamné, par des

subterfuges quelconques, réussissait à y échapper, la loi n'ayant pas fixé les conditions dans lesquelles elle devait être appliquée. La loi de 1905 a organisé la peine d'affichage qui répond à ce double besoin : éveiller la méfiance de l'acheteur et du consommateur ; frapper la bourse du condamné en lui rendant plus difficile l'écoulement de marchandises vouées à un juste discrédit.

Le projet soumis à la chambre posait dans son article 10 une règle de compétence, en dehors de celles édictées par l'article 63 du code d'instruction criminelle, qui n'existait pas dans le projet primitif du gouvernement. C'est au sénat que le rapporteur M. Thévenet, sur la demande de la Société des agriculteurs de France, proposa de fixer la compétence en matière de fraudes alimentaires au lieu de destination, si antérieurement à leur expédition les marchandises n'avaient déjà fait l'objet d'une réception effective de la part de l'acheteur. Le sénat avait voté cette disposition, estimant en fait : qu'il était plus équitable que celui qui est censé avoir commis un délit vienne plaider devant le tribunal de celui qui se plaint, et que le délit serait réprimé plus facilement par le tribunal du lieu où il a été commis ; et en droit : que la jurisprudence ayant reconnu que le tribunal compétent est celui du lieu où la vente est devenue parfaite, il est conforme aux articles 1585 et 1587 du code civil de décider que la compétence appartient au tribunal du lieu de destination. Un député ayant fait remarquer que cette attribution de compétence était contraire aux dispositions générales du code d'instruction criminelle et sans utilité réelle, la commission supprima cette disposition du texte du projet.

L'intérêt de la loi, qui ne sera étudiée ici que dans ses rapports avec les vins et les eaux-de-vie, va donc se trouver concentré dans l'article 1^{er} qui pose, d'une façon générale,

les principes juridiques de la fraude en matière de marchandises; les articles 3 et 4 qui s'occupent exclusivement de la falsification; l'article 7 qui réglemente l'affichage et l'article 11 qui prévoit les règlements d'administration publique.

Il importe aussi de signaler la modification profonde qu'apporte, dans les pénalités répressives de la fraude aux colonies, l'article 16 de la loi de 1905 dont l'importance semble avoir échappé au parlement. Alors que les lois de 1851 et de 1855, se référant au code pénal pour la détermination des peines, n'avaient pu être transportées dans le domaine de la législation coloniale que dans les conditions de légalité qui, sous le rapport pénal, régissent spécialement nos colonies (c'est ainsi que par un arrêt du 9 mars 1861, la Cour de cassation avait décidé que les fraudes prévues par la loi de 1851 sont réprimées aux colonies non par l'article 423 du code pénal mais par l'article 423 du code pénal colonial), la loi de 1905, que son article 16 déclare applicable à l'Algérie et aux colonies, fixant dans son texte même les peines à infliger aux fraudeurs, le régime des peines est désormais le même dans les colonies et dans la métropole.

CHAPITRE II

LA TROMPERIE

Le texte de l'article 1^{er} proposé par la commission et déjà voté par le sénat avait été adopté sans modification par la chambre à la séance du 24 novembre 1904, lorsqu'au cours de la discussion de l'article 2 M. Perroche fit accepter un amendement modifiant les termes du premier alinéa de l'article 1^{er}. Il fit remarquer que le texte voté : « Quiconque aura trompé ou tenté de tromper l'*acheteur* », ne permettrait de poursuivre que les fraudes commises dans la vente ; or dans l'échange, dans le louage de chose ou d'ouvrage, dans le métayage, dans l'apport en marchandises fait à la société par un associé, la fraude peut se glisser et il est nécessaire qu'elle soit réprimée. Il demanda qu'au mot « *acheteur* » fut substitué le terme plus compréhensif de « *contractant* ». Le gouvernement et la commission ayant accepté cette rectification et la chambre l'ayant adoptée, le texte déjà voté de l'article 1^{er} fut modifié. M. Aldy avait proposé un article additionnel dans le même sens. Cette modification était d'autant plus utile que la jurisprudence, pour atteindre plus facilement le fraudeur, avait été obligé d'étendre dans ce sens l'expression « les personnes auxquelles ils vendent ou achètent » qu'employait l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, décidant notamment que les dispositions de cette loi, combinées avec celles de l'article 423 du code pénal, s'appliquent

au cas d'échange (Cass., 18 novembre 1857) et au cas d'apport de marchandises dans une société (Cass., 14 mai 1858).

L'article 1^{er} de la loi de 1905 prévoit et punit trois sortes de tromperies commerciales : les tromperies sur la qualité et sur la quantité et la concurrence déloyale par appropriation indue (contrefaçon, usurpation de marques de fabrique, etc.), mais il ne punit pas le simple mensonge ou la simple réticence ; ce qu'il réprime, c'est la manœuvre mensongère qui se caractérise par une altération ou une falsification des marchandises mises en vente ou destinées à être vendues ⁽¹⁾ ; en outre, il réprime toutes les tentatives de tromperie. La loi de 1851 ne frappait la tentative de tromperie que lorsqu'elle portait sur la quantité, c'est la plus facile à établir (présence de faux poids ou de fausses mesures chez le délinquant). La loi de 1905 introduit un nouveau principe de droit, puisqu'elle frappe toutes les autres tentatives de tromperies qui jusqu'alors n'avaient jamais été poursuivies. Mais dans la pratique, cette dernière disposition sera très rarement appliquée, car ces fraudes sont très difficiles à établir, et le ministre de l'agriculture a reconnu, lors de la discussion de la loi, que la présomption, même grave, résultant de la présence à côté d'un produit naturel d'un produit évidemment destiné à le falsifier, ne doit pas suffire à établir le délit de tentative de tromperie ⁽²⁾ ; ainsi la répression ne pourra s'exercer que dans des cas tout à fait exceptionnels.

L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi de 1905 énumère les différentes parties constitutives de la marchandise sur lesquelles peut s'exercer la fraude. L'article 423 du code pénal ne punissait la tentative de tromperie qu'autant qu'elle portait sur la nature, bien qu'il soit souvent très difficile de la

⁽¹⁾ E. Garraud, *Traité de droit pénal*, VI, p. 148.

⁽²⁾ *J. off.*, *Déb. parl.*, ch. des dép., 1904, p. 2633.

distinguer de la tromperie sur la qualité. La loi de 1851 avait voulu réprimer la tromperie sur la qualité, mais les termes dont elle s'était servie étaient trop vagues et un arrêt de la cour de cassation du 3 décembre 1853 décida que la tromperie sur la qualité des choses vendues étant restreinte par la loi aux pierres fausses vendues pour fines, on ne saurait l'étendre à toutes les autres marchandises. Depuis, la jurisprudence avait cherché à atteindre cette fraude par un habile détour; c'est ainsi que la chambre criminelle de la cour de cassation, dans un arrêt rendu le 5 juillet 1901 ⁽¹⁾, décidait qu'il y a tromperie non seulement sur la qualité, mais aussi sur la nature même de la chose, de la part de celui qui met en vente un produit différent, par ses éléments constitutifs et substantiels, du produit annoncé. Les mots *nature*, *composition*, *qualités substantielles*, *teneur en principes utiles*, employés par le législateur, donnent à ses prescriptions une précision devenue indispensable, en raison des procédés scientifiques actuellement employés pour la vérification des éléments constitutifs d'un grand nombre de produits. Ainsi disparaissent les longues discussions doctrinales et jurisprudentielles que soulevait la rédaction trop étroite des articles 423 et 424 du code pénal; l'on cherchait à établir une similitude entre ces termes et ceux de l'article 1110 du code civil, en soutenant que, de même que *substance* est synonyme de *qualités substantielles*, de même *nature* désigne les *qualités de la chose* que les parties ou l'une d'elles ont eu particulièrement en vue en contractant.

Les expressions *espèce* et *origine*, qu'emploie l'alinéa 2, tendant à la répression de ces tromperies, n'ont pas été prises au hasard; elles figuraient dans la rédaction du projet du

(¹) D., 1905. 1. 87.

code pénal, et c'est le conseil d'Etat qui, le 18 janvier 1810, les a supprimées, sans que le motif en ait été mentionné au procès-verbal. Le baron Gérard, lors de la discussion de la loi de 1905, déposa un amendement tendant à ajouter à la partie finale de ce texte les mots : « et de leur valeur commerciale » ; cet amendement avait pour but, dans l'esprit de son auteur, de protéger le producteur et le commerçant honnêtes contre la concurrence déloyale qui avilit les prix en jetant sur le marché des quantités supérieures à la production réelle. Dans le même ordre d'idées, M. Chastenet demanda qu'au lieu de « cause principale de la vente », l'on mit « l'une des causes de la vente », croyant ainsi substituer une règle générale à des questions d'espèce et supprimer bien des discussions devant les tribunaux qui sont obligés d'interpréter strictement les textes de droit pénal. Mais le ministre de l'agriculture ayant fait observer que le premier de ces amendements aurait pour effet de restreindre la portée de la loi, qui dispose que l'on devra toujours considérer, dans certaines fraudes, si l'espèce, l'origine ont été la cause déterminante, principale de la vente ; et que le second était inutile, car lorsque les tribunaux apprécieront la question de savoir si les indications fournies ont été la cause principale de la vente, ils seront bien obligés de considérer la valeur commerciale du produit et le prix de vente ; ces deux propositions furent repoussées par la chambre.

L'alinéa 3 vise les tromperies sur la quantité et sur l'identité. Le code pénal punissait déjà la tromperie sur la quantité et la loi de 1851 avait réprimé la simple tentative. M. Vaillant, lors de la discussion de ce texte, avait demandé qu'on modifiât ainsi la rédaction : « Soit sur la quantité en volume ou en nombre » dans un but indicatif pour le gouvernement de la nécessité de spécifier, dans un règlement d'administration

publique, les modes de quantité, afin d'éviter les équivalences prétendues et arbitraires dont se plaignent les acheteurs; mais M. Dauzon, rapporteur du projet, ayant fait remarquer que le mot « quantité » comprend le poids, le volume et le nombre, et le ministre de l'agriculture ayant pris l'engagement d'étudier cette question lors de l'élaboration des règlements d'administration publique, M. Vaillant retira son amendement. M. Prache avait proposé un autre amendement : dans le but d'empêcher l'acheteur de mauvaise foi de poursuivre devant les tribunaux correctionnels où la preuve par témoins est admise celui qui lui aura fait une livraison de bonne foi, il demandait que l'on ne considérât la tromperie ou la tentative de tromperie sur l'identité comme un délit, que lorsque cette identité pourrait être établie par une preuve écrite; mais ce système aurait eu pour effet de rendre impossible la répression de ce genre de tromperies dans toutes les transactions qui ne sont pas constatées par écrit, et la chambre ayant avec raison repoussé un semblable amendement, il est bien acquis que la fraude sur l'identité pourra être poursuivie dans tous les cas.

A la suite de ces dispositions, M. Vaillant voulut faire adopter un alinéa supplémentaire visant les falsifications par soustraction de substances utiles, ou par addition de substances qui altèrent la valeur nutritive ou les qualités hygiéniques de l'aliment. Cet amendement n'était pas à sa place à la suite de l'article 1^{er} qui s'occupe seulement de la tromperie, aussi son auteur décida-t-il de le reproduire lors de la discussion de l'article 3.

CHAPITRE III

LA FALSIFICATION

La loi de 1851 ne permettait d'atteindre, outre l'auteur de la falsification, que celui qui met en vente les substances falsifiées ; elle laissait impuni le commerce des produits destinés à faciliter la falsification, commerce qui constitue une véritable provocation à la fraude. L'article 3 de la loi de 1905 déclare tous ces agents coupables du délit de fraude et les frappe tous de la même peine. Lors de la discussion de ce texte, de longs débats eurent lieu au sujet de l'assimilation qui y est faite de la mise en vente et de la falsification. Certains esprits estimaient que l'exposition et la mise en vente, qui n'est en quelque sorte que la complicité de la falsification, ne devaient pas lui être assimilées, qu'on devait plutôt les rapprocher de la simple détention, avec laquelle elles se confondent souvent et que l'article 4 frappe de peines moins graves. Mais il y a lieu de distinguer entre l'intermédiaire qui vient de recevoir une marchandise et qui, n'ayant pas eu le temps de l'analyser, l'a cependant placée dans son magasin, et celui qui, plusieurs jours après, alors qu'il aura eu le temps d'examiner cette marchandise à loisir, ainsi que le devoir professionnel l'y oblige, l'aura reconnue falsifiée et cependant la mettra en vente, l'exposera ; c'est pourquoi, si le premier cas ne constitue qu'un simple fait de détention, le

second constitue un délit bien plus grave, il est le résultat de la volonté et non d'une simple négligence et doit être réprimé aussi sévèrement que la falsification; car, ainsi que le faisait remarquer le rapporteur, s'il y avait moins de vendeurs de produits falsifiés, il y aurait moins de falsificateurs. Cependant cette distinction sera rarement faite dans la pratique et une jurisprudence ⁽¹⁾ ancienne et constante établit que les marchandises qu'un négociant détient dans son magasin doivent être considérées comme mises en vente. Il semble donc qu'il eût été nécessaire d'indiquer, dans la loi de 1905, que ce qui distingue la mise en vente de la simple détention, c'est l'offre faite. Cette assimilation de la falsification et de la mise en vente n'a pour effet que de réprimer ces deux délits par une peine égale, mais elle ne les confond pas; c'est ce qu'a reconnu un arrêt de la cour de cassation du 26 octobre 1907 ⁽²⁾ décidant que la falsification des vins en vue de la mise en vente et leur mise en vente sous le titre de « vins naturels » constituent deux faits matériellement distincts, pouvant donner lieu à deux poursuites, sans qu'il y ait lieu d'appliquer la maxime « *non bis in idem* ». Mais les tribunaux pourront, comme par le passé, continuer à infliger une peine moins sévère au complice, car bien souvent son acte sera entouré de circonstances atténuantes.

Dans sa rédaction primitive, le texte de l'article 3 ne punissait pas la vente et la mise en vente de produits destinés à faire la fraude. C'est au cours des discussions que souleva un amendement déposé par M. Sarraut et dont les termes très généraux permettaient de poursuivre non seulement la vente et l'exposition de ces produits, mais aussi leur fabrication, que M. Cazeneuve proposa un texte visant également la

⁽¹⁾ Orléans, 11 nov. 1851. — Paris, 11 fév. 1897. — Cass., 4 janv. 1907.

⁽²⁾ *Gaz. Pal.*, 1907. 2. 533.

provocation à la fraude, mais dont les termes moins généraux n'atteignent pas le fabricant ⁽¹⁾ et qui, adopté par les chambres, est devenu l'alinéa 4. Toutes les provocations à la fraude tombent sous l'application de cette disposition, grâce à l'expression « par des instructions quelconques » dont s'est servi le législateur; c'est ainsi que le tribunal correctionnel d'Agen, dans un jugement du 11 juillet 1907, a reconnu que les instructions verbales sont nécessairement prévues par l'article 3, al. 4, comme moyen de provocation à l'emploi des produits propres à faciliter la falsification. Mais, pour que le commerce de ces produits constitue un délit, il faut qu'ils soient offerts sous une forme indiquant leur destination.

Par contre, le projet voté par le sénat permettait de poursuivre ceux qui se refuseraient à fournir les renseignements nécessaires à la poursuite du vendeur et de l'expéditeur. Cette disposition fut supprimée à la demande de MM. Aldy, Sarraut et Georges Berry.

Au cours des interminables débats que suscitèrent lors du vote des expressions « substances corrompues ou toxiques », plusieurs députés de Paris, dans le but de soustraire à l'application de la loi les commissionnaires aux Halles, but qu'ils réussirent d'ailleurs à atteindre, M. Cazeneuve insista auprès du ministre de l'agriculture pour lui démontrer la nécessité de définir, dans les règlements d'administration publique, ce qu'est la corruption pour les vins. Le ministre reconnut que la piqure n'est pas une corruption et que les manipulations qui ont pour effet de débarrasser le vin de son goût de piqué, faites suivant les règles de la science, n'altèrent en rien le produit, mais bien au contraire l'améliorent, et il prit l'enga-

(1) L'article 4 de la loi du 29 juin 1907 interdit actuellement cette fabrication.

gement que lui demandait l'orateur de définir dans un règlement d'administration publique ce qu'il faut entendre par corruption dans les vins.

L'article 13 de la loi du 29 décembre 1900 défend la fabrication des essences qui ne peuvent être consommées à l'état d'essences, mais qui peuvent servir et qui servent à la fabrication de liqueurs nuisibles à la santé; on avait alors reconnu que l'application de cette disposition ne serait possible que lorsqu'une disposition similaire aurait été votée dans la loi sur la répression des fraudes alimentaires. Pour donner une sanction à ce texte, M. Vaillant déposa un amendement à l'article 3. Le rapporteur et le ministre de l'agriculture combattirent cette proposition sous prétexte que l'usage de ces essences ne constituant ni une fraude, ni une falsification, un semblable amendement ne pouvait être incorporé à la loi en discussion, et la chambre repoussa l'amendement Vaillant, ainsi que ceux présentés dans le même but par deux autres députés. Cependant il semble que ces boissons dont la réglementation intéresse la santé publique, auraient pu facilement trouver place dans un texte qui interdit la vente et la mise en vente de substances toxiques.

Comme il l'avait annoncé lors du vote de l'article 1^{er}, M. Vaillant reprit, en fin de discussion de l'article 3, son amendement sur la définition de la falsification par addition ou par soustraction. Mais cette fois encore, la chambre repoussa cette proposition qui, en introduisant une définition dans la loi, chose toujours dangereuse, en étendait trop les termes, et offrant à la jurisprudence un texte trop vague, eût permis à la fraude de se développer.

Tandis que l'article 3 punit ceux qui font la falsification et y coopèrent activement, l'article 4 réprime le simple fait de détention d'objets falsifiés, qui ne comporte aucune manœuvre

frauduleuse, et dénote seulement chez son auteur une intention déloyale. C'est donc avec raison que la loi prévoit séparément ces deux délits et leur inflige des peines différentes; en cela d'ailleurs la loi de 1905 n'a fait que reproduire le système de l'article 3 de la loi de 1851. La simple détention, que le législateur range, non parmi les tentatives de tromperie, mais parmi les actes de falsification (car à l'égal de l'exposition et de la mise en vente elle vient continuer l'œuvre du falsificateur), est donc délictueuse. La chambre en a ainsi décidé malgré un amendement proposé par M. Brun dans les termes suivants : « En aucun cas, la simple détention matérielle de denrées falsifiées ou corrompues ne pourra suffire à faire présumer que le détenteur a eu connaissance de la falsification ». Mais si la simple détention suffit pour faire présumer l'intention frauduleuse, il est toujours permis au détenteur de faire la preuve de sa bonne foi.

CHAPITRE IV

LES PÉNALITÉS

La loi de 1905, après avoir, par une plus grande précision des termes, permis la poursuite de toute une série de délits qui, jusqu'alors, échappaient à l'action de la loi, a réorganisé le système des pénalités de la législation antérieure, dont l'expérience avait montré l'insuffisance pour assurer une répression efficace de la fraude.

Elle n'a créé aucune nouvelle catégorie de peines et s'est bornée à reprendre celles établies par la loi de 1851, souvent en les aggravant et en leur assurant une application plus certaine.

Les différentes pénalités dont la loi de 1905 frappe le fraudeur sont soit corporelles, soit pécuniaires, soit morales.

La seule peine corporelle que notre législation permette d'infliger au fraudeur est la prison, dont la durée peut varier de six jours à deux ans, suivant la gravité du délit. Il n'en est pas ainsi dans toutes les législations étrangères. En Allemagne notamment, outre la peine de prison, la loi permet, dans certains cas, l'application de la réclusion et même des travaux forcés à perpétuité ; mais il ne faut pas regretter que le législateur français n'ait pas usé d'une égale sévérité, l'application de la loi n'en peut être que plus fréquente.

La tromperie simple et la falsification dont le résultat n'est pas nuisible à la santé peuvent être punies de trois mois à un

an de prison (art. 1 et 3); si la tromperie est accompagnée de manœuvres frauduleuses ou si la falsification est dangereuse pour la santé publique, cette peine peut être portée à deux ans (art. 2 et 3). C'est la reproduction exacte des peines dont la loi de 1851 et l'article 423 C. pén. frappaient ces délits. Mais la loi de 1905 aggrave les dispositions de la législation antérieure concernant les délits de détention d'objets falsifiés. Elle permet, en effet, d'infliger au délinquant une peine de six jours à trois mois de prison si les objets falsifiés et détenus ne sont pas nuisibles à la santé et, dans le cas contraire, cette peine varie de trois mois à un an (art. 4), tandis que les peines applicables antérieurement à ces mêmes délits étaient respectivement de six jours à dix jours et de six jours à quinze jours de prison (art. 3 de la loi du 27 mars 1851). Enfin la loi nouvelle prévoit une peine variant de six jours à quinze jours de prison, que le tribunal peut prononcer contre celui qui, condamné déjà deux fois pour faits de fraude, aura, dans l'année qui suivra la dernière condamnation, commis une nouvelle infraction aux règlements d'administration publique (art. 13).

La principale des peines pécuniaires dont la loi de 1905 frappe le fraudeur est l'amende.

Tandis que les peines de prison n'ont été que légèrement modifiées, les amendes ont été fortement majorées par la loi nouvelle et leur mode d'évaluation transformé. Les délits de tromperie et de falsification simples sont punis d'une amende pouvant varier entre 100 francs et 5.000 francs (art. 1 et 3); si la falsification est dangereuse pour la santé publique, l'amende sera de 500 à 10.000 francs. L'article 423 C. pén. punissait ces premiers délits d'une amende dont le maximum n'était pas déterminé, mais qui cependant devait être inférieur au quart du montant des restitutions et des dommages-inté-

rêts, sans jamais pouvoir être moindre de 50 francs, tandis que le dernier délit réprimé par l'article 2 de la loi du 27 mars 1851, était frappé d'une amende pouvant varier entre 50 et 500 francs, à moins toutefois que le montant du quart des restitutions et des dommages-intérêts ne dépassât ce dernier chiffre. Les délits de simple détention d'objets falsifiés qui n'étaient susceptibles que d'une amende variant de 16 à 25 francs si la falsification n'était pas nuisible et de 16 à 50 francs dans le cas contraire sous le régime de la loi de 1851 (art. 3¹), sont actuellement respectivement frappés d'amendes pouvant aller de 50 à 3.000 francs et de 100 à 5.000 francs suivant les cas (art. 4). La loi de 1905 frappe, en outre, d'une amende de 16 à 50 francs toutes les infractions aux prescriptions des règlements d'administration publique. Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende doit être de 50 à 500 francs; enfin si une nouvelle infraction est constatée dans l'année qui suit cette dernière condamnation, l'amende prononcée, qui ne peut être inférieure à 500 francs, peut atteindre 1.000 francs.

A ces peines principales, la loi de 1905 ajoute une peine accessoire qui a également un caractère pécuniaire : la confiscation. Cette mesure qui doit être appliquée dans tous les cas (art. 6) était déjà organisée par la loi de 1851 (art. 5). Enfin la condamnation aux dépens, prononcée conformément au principe général de l'article 162 du Code d'instruction criminelle, vient aussi aggraver accessoirement la peine.

Le délit de fraude est également passible de deux peines qui ont un caractère mixte, ce sont : la publication du jugement dans les journaux et son affichage.

Ces deux peines sont en effet à la fois et pécuniaires et morales. Elles atteignent la fortune du fraudeur, non seulement par les frais qu'elles lui imposent, mais surtout par le

préjudice qu'elles causent à la prospérité de son commerce; de plus, par la publicité qu'elles assurent à sa condamnation, elles jettent un grave discrédit sur sa réputation. Elles étaient prévues par la loi de 1851 (art. 6); mais la peine de l'affichage, particulièrement redoutée par les fraudeurs en raison de son effet plus immédiat, était souvent rendue inefficace par suite des divers stratagèmes auxquels les condamnés avaient recours pour s'y soustraire.

La loi de 1905 a minutieusement réglementé l'application de cette peine et il semble qu'actuellement on peut en attendre une utile répression.

L'article 7, tout en laissant les tribunaux libres d'ordonner l'apposition en tous lieux des affiches mentionnant le jugement de condamnation, soit *in extenso*, soit seulement par extrait, indique que l'affichage devra surtout être fait aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné. Pour éviter, ce qui était d'une pratique courante sous le régime de la loi de 1851, que l'affiche ne soit faite sur un papier d'un si petit format qu'elle pût passer inaperçue et imprimée avec des caractères illisibles, c'est le tribunal qui, désormais, fixera les dimensions de l'affiche et les caractères qui devront être employés pour son impression.

La loi de 1851 ne prévoyant aucune mesure pour assurer la durée de l'affichage, il arrivait fréquemment qu'aussitôt son apposition l'affiche était soit lacérée partiellement ou totalement, soit dissimulée par un moyen quelconque; la loi de 1905, prévoyant le cas où de semblables manœuvres seraient employées, ordonne qu'alors il sera de nouveau procédé à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage, et qu'en outre le condamné qui aura lui-même dissimulé ou lacéré l'affiche, ou qui aura commandé ou inspiré ces actes, sera passible d'une amende de 50 à

1.000 francs et en cas de récidive d'une amende de 100 francs à 2.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois.

Lors de la discussion de cet article, il a été indiqué que l'apposition intentionnelle autour de l'affiche mentionnant le jugement, d'autres affiches de nature différente, constitue le fait de dissimulation.

Le projet présenté par la commission portait que l'exécution de la peine de l'affichage ne pourrait être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la perpétration du délit. Cette disposition qui avait pour but de déjouer la manœuvre du fraudeur, qui pour échapper au discrédit que l'application de la peine de l'affichage va jeter sur son industrie, vend son fonds de commerce avant que les poursuites exercées contre lui ne soient devenues publiques, avait le grave défaut de frapper d'une peine particulièrement redoutée l'acheteur qui est le plus souvent de bonne foi, car le vendeur a toujours intérêt à le choisir tel pour vendre plus cher. M. Thierry, ayant présenté à la chambre des observations dans ce sens, ce texte, qui avait pour but d'empêcher surtout les ventes fictives, fut supprimé et remplacé par une nouvelle disposition qui ne permet d'appliquer l'affichage à l'acquéreur qu'au cas où la vente a eu lieu après le prononcé du jugement, car alors s'il n'y a pas toujours fraude de sa part, il y a au moins grande légèreté.

La loi de 1905 permet d'appliquer la peine de l'affichage à tous les délits de fraude. Il est à craindre que l'application de cette peine si efficace ne soit bientôt limitée aux cas de récidive, la chambre ayant voté au cours de la séance du 23 mars 1908 une disposition modifiant, dans ce sens, le texte de l'article 7.

La peine de l'épandage, devant l'établissement ou le domi-

cile du fraudeur, que prévoit l'article 6, reproduisant les termes mêmes de l'article 5 de la loi de 1851, a un caractère exclusivement moral. Il en est de même de l'incapacité électorale qui, aux termes combinés de l'article 14 de la loi de 1905 et de la loi du 24 janvier 1889, est encourue toutes les fois que la peine de prison est prononcée. Le 23 mars 1908, la chambre a adopté le texte suivant : « L'article 16 de la loi du 1^{er} août 1905 est remplacé par la disposition suivante, et l'article 16 de la dite loi est numéroté article 17 : En cas de récidive le tribunal pourra accessoirement, aux peines édictées par les lois des 1^{er} août 1905 et 15 juillet 1907, prononcer pour cinq ans au moins et pour dix ans au plus contre le délinquant l'interdiction en tout ou en partie des droits mentionnés à l'article 26 du code pénal ». Il est donc à prévoir que les sévérités de la loi seront prochainement augmentées. Quoi qu'il en soit, telles quelles sont actuellement, ces pénalités sont suffisantes pour obtenir une répression efficace de la fraude, et il n'est pas à souhaiter que le législateur édicte des peines plus sévères que les tribunaux hésiteraient toujours à appliquer (1).

La loi de 1905 inflige donc, comme l'avait fait la loi de 1851, des peines différentes suivant que la falsification est ou n'est pas nuisible à la santé ; mais elle fait disparaître la discussion que suscitait la différence de terminologie figurant dans les deux textes qui prévoyaient cette circonstance aggravante. Tandis que, pour les délits de falsification, vente et mise en vente, la circonstance aggravante était constituée

(1) On ne doit donc pas regretter que le 9 juillet 1907 la chambre ait repoussé la proposition de loi présentée par M. Cazeneuve donnant aux tribunaux le droit de prononcer, contre le délinquant, l'interdiction définitive d'exercer le même commerce et d'être employé à un titre quelconque dans un commerce ou une industrie identique.

par la présence, dans les marchandises, de mixtions nuisibles à la santé (art. 2); au contraire, pour le délit de simple détention, l'article 3 faisait résulter la circonstance aggravante du fait que la substance elle-même était nuisible à la santé. Il ne semblait donc pas nécessaire, dans le premier cas, que la substance elle-même fut nocive, et il semblait suffisant qu'elle renfermât des mixtions nuisibles. Toutefois cette discussion était purement doctrinale, et la jurisprudence visait presque toujours, dans ses décisions, des cas où la substance elle-même était nuisible à la santé. La loi de 1905 a consacré le système de la jurisprudence.

C'est en s'inspirant également de la loi de 1851, que l'article 5 de la loi du 1^{er} août 1905 a organisé une récidive spéciale pour les délits de fraude. L'effet principal de l'état de récidive est de rendre obligatoire l'application de l'emprisonnement; et comme conséquence, le délinquant encourt toujours, dans ce cas, la déchéance de ses droits électoraux.

Après avoir ainsi organisé la répression de la fraude, le législateur de 1905 a voulu laisser au juge le soin d'apprécier, en toute liberté, la gravité de chaque délit. C'est pour cela que l'article 5 permet dans tous les cas, même dans le cas de récidive, l'application de l'article 463 du code pénal. Ainsi le juge aura toujours à tenir compte des circonstances atténuantes, et la peine qu'il prononcera pourra être proportionnée à la culpabilité du délinquant. Cette disposition n'est pas en contradiction avec les termes des articles 4 et 5 qui enjoignent au juge d'appliquer au moins le minimum de la peine de prison; bien au contraire elle les complète : si le juge estime qu'il y a lieu d'admettre des circonstances atténuantes, il pourra toujours abaisser la peine jusqu'au minimum, c'est-à-dire 16 francs d'amende; mais si, au contraire, il ne trouve aucune excuse au délit, le législateur a voulu

lui indiquer que, dans ces cas, une sanction sévère est nécessaire.

Par contre, le fraudeur ne pourra jamais obtenir le bénéfice de la loi de sursis. La chambre a repoussé un amendement de M. Georges Berry tendant à rendre applicable aux délits de fraude les dispositions de l'article 2 de la loi du 25 mars 1891. C'est qu'en effet, la fraude est un délit d'habitude qui indique une volonté réfléchie, on ne consentira pas à frauder des denrées alimentaires, sur lesquelles il n'y a qu'un petit bénéfice, pour ne frauder qu'une fois; il faut le faire un grand nombre de fois, et ainsi cette pratique devient une habitude. Cependant, en fait, le bénéfice de la loi Béranger a été appliqué aux fraudeurs par quelques tribunaux du Midi ⁽¹⁾, mais c'était là une décision absolument illégale.

Il ne suffira pas que la fraude soit établie pour que le tribunal puisse appliquer les diverses pénalités édictées par la loi de 1905; il faudra avant tout qu'il aperçoive la mauvaise foi dans les actes du prévenu.

La loi du 1^{er} août 1905 est essentiellement une loi pénale, puisqu'elle remplace ou fortifie plutôt la répression originellement édictée par l'article 423 du code pénal; or toute loi pénale suppose, pour être appliquée, un élément essentiel : la mauvaise foi de celui qui commet l'infraction. Aussi M. Thévenet, rapporteur du projet sur la répression des fraudes, disait au sénat en 1899 ⁽²⁾ : « Devant les tribunaux répressifs, il ne suffira pas de dire que les marchandises sont falsifiées, ou qu'il y a tromperie, il faudra prouver la mauvaise foi de celui qui a vendu la marchandise incriminée ». et il ajoutait : « En ce qui concerne les responsabilités péna-

(1) Voir l'interpellation de M. Lasies, *J. off.* du 7 juin 1907.

(2) *J. off., Déb. parl.*, 1899, sénat, p. 88.

les, comme l'honneur de celui qui aura commis l'infraction est engagé, il faut que sa mauvaise foi, élément essentiel du délit, soit clairement démontrée au tribunal ». Les prévenus n'auront pas à faire la preuve de leur bonne foi, car c'est au ministère public qu'incombe au contraire la charge de faire la preuve de la mauvaise foi du délinquant ⁽¹⁾; c'est là un principe général de droit pénal, ainsi que le reconnaissait le rapporteur de la loi devant la chambre ⁽²⁾, et la loi qui doit frapper impitoyablement les fraudeurs de mauvaise foi ne doit pas permettre de condamner les gens de bonne foi ⁽³⁾. Bien que certaines dispositions de la loi de 1905 semblent guider, assez étroitement peut-être, l'appréciation du juge, il résulte des débats qui se déroulèrent tant à la chambre qu'au sénat, que c'est dans la plénitude de son indépendance qu'il doit apprécier l'élément de mauvaise foi, constitutif du délit. Cependant le tribunal doit nécessairement constater dans son jugement la mauvaise foi de l'agent; c'est ainsi qu'il a été jugé plusieurs fois que, quoique la falsification suppose nécessairement la fraude, il ne s'en suit pas qu'en constatant qu'il y a eu falsification, le jugement constate suffisamment en même temps la mauvaise foi de l'agent ⁽⁴⁾. Mais il n'est pas indispensable que le jugement déclare expressément l'intention frauduleuse, si elle résulte nécessairement de l'ensemble des circonstances retenues par le juge ⁽⁵⁾, et dans un arrêt rendu le 12 mai 1887, la chambre criminelle de la cour de

(1) Bien entendu le prévenu peut toujours combattre la preuve tentée par l'accusation.

(2) *J. off., Déb. parl.*, 1904, ch. des dép., p. 2791.

(3) Le 23 mars 1908, la chambre a voté, sur la proposition de M. Aldy, une disposition modifiant l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905, qui frappe d'une peine de simple police le délinquant de bonne foi. Si ce texte était adopté par le sénat, il porterait atteinte au principe de la non-responsabilité pénale.

(4) Cour de Lyon, 13 janv. 1887. — Cass., 11 mai 1888; 21 juill. 1887.

(5) Cass., 5 juill. 1901, D., 1905. 1. 87.

cassation a déclaré que l'arrêt qui condamne un prévenu pour falsification de vin, relève suffisamment à sa charge l'intention frauduleuse en constatant expressément qu'il a falsifié ses vins.

La nécessité de l'intention frauduleuse, comme base de la responsabilité pénale, constitue un principe si évident de notre droit et d'une application si courante ⁽¹⁾ que la chambre a repoussé à bon droit plusieurs amendements présentés par MM. Georges Berry, Puech, Brindeau et Vaillant, tendant à obliger le ministère public à apporter la preuve de la mauvaise foi du délinquant, d'autant plus que ces textes auraient fait double emploi avec les dispositions de l'article 3 «... qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues », et de l'article 4 «... qu'ils savaient être falsifiées ou corrompues » ; qui sont d'ailleurs inutiles et c'est aussi pour cela que, sur la proposition de M. Perrochè, elle supprima, dans la rédaction de l'article 2, les mots «... employés en connaissance de cause ».

Mais si la responsabilité pénale ne peut naître que d'une infraction, la responsabilité civile peut exister malgré la bonne foi, conformément à l'article 1383 du code civil, qui oblige quiconque a causé un dommage, non seulement par son fait mais encore par sa négligence ou son imprudence, à le réparer. En sorte que si les tribunaux ne peuvent pas infliger une peine au délinquant de bonne foi, ils pourront toujours le condamner à des dommages-intérêts, envers la partie lésée.

Les négociants de boissons sont plus exposés que tous les autres à se voir poursuivis pour des délits de fraude. Si les marchandises prélevées chez eux sont reconnues falsifiées,

(1) Voir notamment deux arrêts de la cour de Bourges, 15 mai 1884, D., 85. 2. 110 et 23 mars 1905, D., 1906. 5. 32.

les tribunaux seront souvent tentés de les considérer comme étant les auteurs de la falsification ; or bien souvent les négociants n'auront fait subir aucune manipulation à la boisson incriminée, qu'ils auront achetée sans défiance à l'auteur de la falsification. Pour permettre au commerçant d'établir plus facilement sa bonne foi, un amendement avait été présenté lors de la discussion de la loi de 1905 par la chambre, invitant le gouvernement à réglementer par décret le droit pour tout acheteur d'obtenir de son vendeur deux échantillons authentiqués de la marchandise livrée. Cette proposition avait alors été repoussée sous prétexte que la remise d'échantillons pouvant être l'une des conditions de la vente, il n'y avait pas lieu de la rendre obligatoire. Reprise dernièrement ⁽¹⁾, elle a de nouveau été repoussée pour la même raison. Et de fait, les commerçants ont cherché à suppléer par leur initiative privée à la garantie que leur refusait la loi. C'est ainsi qu'à Lunel et à Saint-Etienne (Midi) notamment, les commerçants ont décidé d'exiger de leurs vendeurs, lors de la livraison des vins, trois échantillons prélevés et cachetés en présence de témoins ; l'un de ces échantillons resterait entre les mains du vendeur, l'autre entre celles de l'acheteur, tandis que le troisième serait déposé dans une salle spéciale appartenant à la commune ou à un syndicat, et devrait servir de terme de comparaison, en cas de contestation ⁽²⁾.

(1) Par M. Georges Berry à la séance du 23 mars 1908.

(2) Une loi organisant la procédure par laquelle le prévenu pourra mettre en cause son vendeur, est actuellement en cours de discussion.

CHAPITRE V

LE FONCTIONNEMENT DE LA LOI

La loi de 1905 ne pose que quelques principes généraux de la procédure à suivre dans la poursuite de la fraude, et délègue au gouvernement le soin de prendre, par des décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique, les autres mesures nécessaires à son application.

M. Thierry dénonça à la chambre ⁽¹⁾ la manœuvre dont fut victime un négociant en beurres, du Midi, chez lequel des échantillons avaient été prélevés, conformément à la loi du 16 avril 1897; alors que ce commerçant devait se croire à l'abri de toutes poursuites (le rapport du tiers-expert, nommé à la suite des résultats contradictoires des deux premières expertises, lui étant favorable), le ministère public n'hésita pas à reprendre, quelques mois après, les poursuites, en vertu de la loi de 1851, sans plus faire état des expertises et contre-expertises. Pour empêcher que de semblables faits ne puissent se reproduire, l'article 8 de la loi du 1^{er} août 1905, faisant application du principe : *electa via non datur recursus in alteram*, dispose que « toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes ». Ainsi donc il n'est pas possible, par exemple, de reprendre ou de continuer, sous prétexte d'une

(1) *J. off., Déb. parl.*, 1905, ch. des dép., p. 367.

infraction à un arrêté municipal en vertu de la loi du 5 avril 1884, les poursuites engagées à la suite d'un prélèvement d'échantillons opéré, conformément à la loi de 1905, par les agents d'une municipalité, agréés par l'autorité préfectorale.

Le texte de l'article 10 voté par le sénat, qui devait modifier la compétence *ratione loci* des tribunaux en matière de fraude, ayant été abandonné par la commission et le gouvernement au cours des débats devant la chambre, une disposition nouvelle lui fut substituée. Dans le but de rendre plus certaine l'application des sanctions de la loi aux industriels sans scrupules qui s'installent dans les régions viticoles les plus réputées de France, et vendent sous le nom de ces crus des vins qu'ils font venir d'autres régions, le nouvel article 10 autorise le magistrat instructeur et les tribunaux à ordonner la production des registres et documents des diverses administrations et des entrepreneurs de transports. C'est en effet seulement par l'examen des registres de la régie et des transporteurs que pourra être utilement établie cette fraude dont souffrent particulièrement les crus du Bordelais, des Deux-Charentes, de Bourgogne et de Champagne. L'incorporation de cette disposition à la loi de 1905 n'était pas nécessaire, car l'article 10 fait une simple application du droit commun (art. 88 C. inst. crim.) et l'on eut pu laisser au ministre le soin d'attirer sur ce point l'attention des parquets; elle prouve seulement la tendance d'esprit du législateur qui a voulu par ce moyen assurer une répression efficace à la fraude. Diverses indications utiles résultent cependant des discussions que suscita cet article. Le texte primitif portait que « les tribunaux pourront ordonner la production »; on a substitué à cette expression celle plus complète qui figure dans la loi : « Le magistrat instructeur ou les tribunaux », qui ne peut, comme la précédente, laisser croire qu'un juge-

ment soit nécessaire pour permettre cette mesure, et qui montre bien que, conformément aux principes du code d'instruction criminelle, elle peut être ordonnée à tout moment des poursuites. En remplaçant l'expression « concessionnaires de transports » par celle plus large « d'entrepreneurs de transports », qui comprend à la fois les concessionnaires assurant un service public et les entrepreneurs de transport, le législateur s'est préoccupé de ne pas gêner la marche de l'instruction. Enfin, la production de ces divers documents peut être ordonnée, non seulement au cours des instructions ouvertes par le ministère public, mais aussi de celles, faites à la requête d'une partie civile; et c'est pour bien marquer cette volonté que la chambre a substitué au mot « poursuites » qui figurait au projet celui d'« action » qui est plus compréhensif.

L'article 4 de la loi énumère les divers locaux dans lesquels il pourra être procédé au prélèvement d'échantillons. Cette énumération est limitative, non seulement parce que la loi de 1905 est une loi pénale mais aussi parce que le législateur lui a nettement attribué ce caractère.

Au cours des débats devant la chambre, M. Perroche, qui venait de faire adopter un premier amendement complétant l'énumération du projet par l'adjonction des mots « ou voitures servant au commerce », proposa de supprimer entièrement cette énumération et de réduire l'alinéa 2 à ces simples mots : « Ceux qui sans motifs légitimes seront trouvés détenteurs ». Il estimait que, la loi de 1905 admettant le pouvoir d'appréciation des tribunaux sur la légitimité de la détention d'objets falsifiés, ou servant à faire la fraude, il n'y avait pas lieu de reproduire comme dans la loi de 1851, copiée elle-même sur l'article 479 du code pénal, une énumération qui serait toujours incomplète. Mais la commission et le gouver-

nement ayant combattu cette proposition qui eut donné aux agents de l'administration un droit de perquisition vraiment révoltant, la chambre la repoussa. La détention d'objets falsifiés dans un endroit autre que ceux énumérés à l'article 4 n'est pas délictueuse, et il ne peut en être prélevé d'échantillons; c'est ainsi que le colporteur, qui transporte dans sa balle des objets falsifiés, ne tombe pas sous le coup de cet article. La jurisprudence interprète d'ailleurs dans ce sens la disposition analogue de l'article 7 de la loi du 16 avril 1897; c'est ainsi notamment que dans un arrêt de sa chambre criminelle du 17 novembre 1905 ⁽¹⁾, la cour de cassation décida que : « Les juges ne peuvent baser une condamnation pour fraude dans le commerce des beurres, sur les résultats d'une analyse d'échantillons prélevés dans un local ne servant ni à la fabrication, ni à la vente du beurre, et appartenant à un tiers, acheteur du beurre saisi, à qui la livraison du beurre venait d'être faite, et qui, sur leur demande, avait conduit les inspecteurs dans une cave où la marchandise avait été déposée et où les prélèvements avaient été opérés ».

La falsification dans la plupart des cas ne peut être établie que par une analyse chimico-légale ⁽²⁾. L'article 12 de la loi de 1905, qui prévoit ce mode de preuve, dit que l'expertise sera contradictoire; mais il n'indique pas dans quelles conditions, par quels moyens, l'expertise devra être contradictoire. Lors de la discussion de ce texte, la chambre s'est

⁽¹⁾ D., 1906. 1. 53.

⁽²⁾ Mais le juge n'est pas tenu de se prononcer uniquement d'après les résultats des expertises; il peut puiser la preuve de la fraude dans tous les autres éléments de la cause, et notamment dans l'attitude équivoque de l'inculpé et dans la contradiction de ses réponses. (Trib. corr. de la Seine, 8^e chambre, 13 et 14 décembre 1905, *Pand. franç. chr.*, 1906. 2. 301). V. aussi sur ce point D., *Répert.*, v^o *Expert, Expertise*, n. 276 et s.; et *Suppl.*, *eod.*, n. 94; et au *Code de procédure civile annoté*, art. 323, n. 22 et s.

cependant préoccupée des mesures qu'il serait nécessaire de prendre pour permettre au négociant honnête d'établir la loyauté de ses marchandises; un long amendement fut déposé par M. Vaillant, dont les multiples dispositions indiquaient dans quelles conditions l'expertise devrait être contradictoire. Si cet amendement fut retiré, et si la loi pose simplement le principe de l'expertise contradictoire sans l'organiser, c'est qu'un projet de loi voté par la chambre en 1899, et soumis au sénat, devait réglementer l'expertise chimico-légale, et que la chambre a estimé qu'il pourrait être dangereux de régler la question de l'expertise contradictoire dans la loi sur les fraudes, alors que le parlement élaborait une réglementation générale de cette matière. En fait, c'est le décret du 31 juillet 1906 qui a réglé les conditions dans lesquelles il doit être procédé contradictoirement à l'expertise. Mais, grâce à la prescription de l'article 12, conçue en termes absolus, avant la promulgation du décret du 31 juillet 1906, les expertises ordonnées au cours des poursuites pour fraude devaient être contradictoires ⁽¹⁾, car pour suspendre ainsi l'application de l'article 12, il aurait fallu, ce qui n'était pas, que le caractère contradictoire des expertises fut nécessairement lié à la mise en vigueur des règlements d'administration publique prévus par l'article 11.

Le texte de l'article 12 a été augmenté d'un amendement présenté par M. Deville. Pour permettre une analyse sérieuse, il est nécessaire de prélever des échantillons relativement importants ⁽²⁾, parfois les marchandises sur lesquelles les prélèvements sont opérés peuvent avoir une grande valeur,

⁽¹⁾ Cass., 12 janv. 1907, S., 1907. 1. 152. V. aussi la note qui figure au bas d'un arrêt en sens contraire de la cour de Douai du 25 avril 1906, S., 1907. 2. 9.

⁽²⁾ L'arrêté ministériel du 1^{er} août 1906 fixe cette quantité à 4 litres pour les vins.

il était donc de toute justice d'indemniser le commerçant ou le producteur honnêtes du préjudice causé par cette opération, lorsque les produits sont reconnus naturels. Tel est le but du second alinéa de l'article 12 ; mais son adoption a soulevé de nombreuses difficultés ; il a été enfin décidé que les sommes nécessaires au remboursement de ces échantillons seraient prélevées sur le produit des amendes et portées au titre : frais de justice.

La loi de 1905 règle aussi le paiement des frais d'expertise. C'est sur l'initiative de M. Cazeneuve qu'un alinéa second a été ajouté à l'article 9, disposant que les frais d'expertise seront toujours compris dans les dépens. Il fit remarquer à la chambre que ces frais ne sont généralement compris dans les dépenses que si le parquet a ordonné lui-même les poursuites ; or, puisqu'on demande aux municipalités de créer des laboratoires et d'organiser une police alimentaire, il est nécessaire qu'elles soient remboursées de leurs frais. Tout en reconnaissant le bien fondé de cette proposition, le gouvernement et le rapporteur n'auraient pas voulu que ces frais fussent payés lorsque la condamnation est prononcée contre un insolvable. Mais un député ayant fait remarquer que les frais d'expertise sont payés dans tous les cas lorsqu'elle est ordonnée par le ministère public, l'amendement Cazeneuve visant le même but lorsque l'expertise est faite à la requête d'une municipalité, il faut, si le condamné est insolvable, que ces frais soient également payés par le Trésor ; la chambre adopta alors l'amendement dans son entier.

La question de la répartition du produit des amendes entre les communes qui, en 1899, avait empêché la discussion de la loi, ne souleva plus devant la chambre, en 1905, que de courts débats. La commission avait modifié le projet, con-

formément au système soutenu en 1899 par le ministre des finances et la chambre l'a adopté (art. 9), malgré l'amendement présenté par M. Vaillant, tendant à attribuer la totalité du produit des amendes aux communes dans lesquelles les délits ont été constatés et où une police municipale alimentaire a été instituée, à charge par elles d'en employer entièrement le montant à l'entretien de ce service.

La loi de 1905 modifie donc complètement le régime de la répartition des amendes organisé par l'article 8 de la loi de 1851, et, désormais, les amendes prononcées pour délits de fraude sont récupérées conformément à la règle générale.

La loi du 1^{er} août 1905 n'organise ni le service d'inspection, ni les laboratoires. L'article 11 prévoit seulement que le gouvernement pourra prendre les mesures nécessaires à cet effet par des règlements d'administration publique. Cependant M. Vaillant, dans un long amendement formé par deux articles additionnels ⁽¹⁾ qui devaient trouver place à la suite de l'article 5, prévoyait la création d'un laboratoire d'analyse dans chaque ville de plus de 30.000 habitants et l'organisation d'un service d'inspection des fraudes dans toutes les communes. M. Cazeaux-Cazalet avait également montré la nécessité de fixer dans la loi l'organisation du personnel d'inspection, comme on l'a fait en Belgique, en Norvège et en Danemark et comme l'a fait en France la loi du 16 avril 1897 (art. 6) sur les beurres. Mais la chambre a reculé devant les dépenses qu'une semblable organisation entraînerait (près de 40 millions par an), estimant sans doute aussi que les contrôleurs ont moins d'utilité par les contraventions qu'ils découvrent que par celles qu'ils empêchent.

L'application de la loi de répression de la fraude, sera sou-

(1) *J. off.*, *Déb. parl.*, ch. des dép., 1905, p. 491.

vent facilitée par l'action des syndicats. La jurisprudence reconnaissait généralement ⁽¹⁾ aux syndicats le droit de se porter partie civile au cours des poursuites correctionnelles ; mais parfois certains tribunaux ⁽²⁾ écartaient cette intervention. Le président du Syndicat national de défense de la viti-culture française, M. J. Dupuy, prit l'initiative, lors de la discussion de la loi du 29 juin 1907, d'une proposition qui est devenue l'article 9 de cette loi, fixant dans un sens favorable à l'action des syndicats la jurisprudence hésitante ⁽³⁾. L'action publique trouvera dans cette coopération un concours précieux ; il suffit d'indiquer que du 18 mai 1904 au 28 février 1907, alors que souvent son action était paralysée par une jurisprudence hostile, le Syndicat national a intenté 40 poursuites pour lesquelles il a été prononcé 40 peines de prison et plus de 80 amendes ; qu'enfin le Syndicat a obtenu 12.000 francs de dommages-intérêts. Aussi le gouvernement a-t-il senti la nécessité de faciliter l'action des syndicats en leur faisant connaître le résultat des analyses ⁽⁴⁾. Il n'est pas à craindre que les syndicats abusent de leur droit d'intervention, en se portant en trop grand nombre partie civile dans une même poursuite, car ils verraient bientôt s'abaisser au franc de principe, le montant des dommages-intérêts que leur

⁽¹⁾ Cass., 26 juillet, 1889, S., 90. 1. 90, D., 90. 1. 239. — Angers, 11 avril, 1889. — Bourges, 1^{er} août, 1894, D., 98. 2. 129, S., 96. 2. 191. — Nancy, 19 avril, 1902, D., 1903. 2. 30. — Narbonne, 19 mai 1905, Cass., 27 juin 1907.

⁽²⁾ Trib. de Nîmes, 24 déc. 1906. — Paris, 11 janv. 1907, *Gaz. Pal.*, 1907, 1. 160 et antérieurement Bordeaux, 4 juin 1897, *Gaz. du Palais*, 1897. 2. 122. — Voir la note qui se trouve à la suite.

⁽³⁾ L'article 6 de la loi du 15 juillet 1906, relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de fruits, contre la concurrence étrangère avait déjà accordé aux syndicats professionnels régulièrement constitués, représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude, le droit d'exercer les actions résultant de cette loi.

⁽⁴⁾ *J. off., Déb. parl.*, ch. des dép., 1908, p. 698.

alloueraient les tribunaux ; une entente s'établira presque toujours entre les syndicats ayant intérêt à se porter partie civile, et l'un d'entre eux seulement interviendra ; ce sera le plus souvent le Syndicat national parce qu'il est le mieux organisé.

TROISIÈME PARTIE

Les règlements d'administration publique.

CHAPITRE PREMIER

LEUR UTILITÉ. LEUR ÉLABORATION

La loi du 1^{er} août 1905, dans son article 11, délègue au gouvernement le pouvoir réglementaire nécessaire pour prendre les mesures qu'exigera l'exécution de ses dispositions. C'est là l'innovation la plus importante : elle constitue, suivant l'expression du rapporteur devant la chambre, M. Dauzon, le pivot de la loi ; ce n'est pas à dire que la réglementation par décret des mesures nécessaires à l'application de la loi soit un principe nouveau dans notre droit pénal ; déjà la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique et plus récemment, d'autres lois dont celle du 16 avril 1897 sur les beurres, en avaient fait l'application ; mais c'est la première fois qu'à l'exemple de plusieurs législations étrangères, notamment celles d'Allemagne et de Belgique, le parlement français l'a introduite dans une loi générale sur les fraudes.

Le pouvoir réglementaire conféré au gouvernement par la loi de 1905, ne lui permet pas de déterminer les cas où il y a délit, ce qui est le propre de la loi ; il l'autorise seulement à établir des contraventions pour les manquements aux mesures préventives.

Les règlements d'administration publique constituent comme une législation secondaire, autorisant le pouvoir exécutif à légiférer dans une certaine mesure ; mais ils sont étroitement enfermés dans les cadres de la loi dont ils doivent seulement assurer l'application dans les cas énumérés par l'article 11. C'est ainsi que le conseil d'Etat refusa, au mois de juin 1907, d'étudier le projet de décret que lui soumettait le gouvernement, pour définir les boissons et délimiter les régions pouvant prétendre exclusivement à l'appellation d'un crû, estimant que la loi ne lui déléguait pas les pouvoirs nécessaires à cet effet ; et que la chambre, sur la proposition de M. Cazeneuve, dût compléter dans les termes suivants l'alinéa 3 de l'article 11 : « La définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux ; les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation ; les caractères qui les rendent impropres à la consommation ; la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance de produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour base les usages locaux constants ». Ces dispositions sont actuellement soumises au vote du sénat.

L'incorporation à la loi générale sur les fraudes, du principe de réglementation par décrets, présente un double avantage. Ce système est d'abord plus silencieux que la loi, en supprimant le renouvellement incessant de débats, dont la publicité et le retentissement peuvent avoir pour résultat

de discréditer nos produits à l'étranger. En second lieu, il permet à notre législation répressive de suivre l'évolution scientifique de la fraude et de se maintenir toujours à son niveau. L'habileté des fraudeurs à découvrir de nouveaux moyens de falsification, qui ne pouvaient pas être prévus lors de l'élaboration de la loi, rend souvent ses dispositions bien vite insuffisantes; c'est ainsi que presque aussitôt le vote de la loi du 16 avril 1897 sur la répression de la fraude dans les beurres, un nouveau procédé de falsification, l'addition d'huile de cacao, fut pratiqué et nécessita le dépôt d'un nouveau projet de loi en 1903. Grâce aux règlements d'administration publique qui interviendront chaque fois qu'un nouveau procédé de fraude aura été découvert, les fraudeurs ne pourront plus escompter les lenteurs de la législation et bénéficier, pendant de longues années, des nouveaux artifices qu'ils auront imaginés.

Dans la confection des règlements d'administration publique, le gouvernement, suivant l'expression dont se servait le rapporteur devant la chambre, n'agira pas à l'aveugle; outre la collaboration du conseil d'Etat, le ministre de l'agriculture s'est engagé ⁽¹⁾ à s'entourer, au moment de la rédaction des projets de décrets, non seulement de l'avis du comité technique d'œnologie, mais aussi des conseils de toutes les associations, de tous les savants, de tous les commerçants et industriels compétents et à les faire entrer avec voix consultative dans la commission chargée de l'élaboration de ces règlements. C'est dans ce but qu'a été créée la commission extraparlamentaire permanente pour l'application de la loi sur les fraudes qui a adressé des questionnaires aux chambres de commerce et aux syndicats de production et de vente.

(1) *J. off., Déb. parl.*, 1904, ch. des dép., p. 2935.

Dans ces conditions, il semble que, si comme l'indiquait M. Dauzon dans son rapport, « la loi vaudra ce que vaudront les règlements d'administration publique », il n'y ait pas lieu de craindre que les dispositions des décrets puissent jamais préjudicier à la production et au commerce honnêtes. D'ailleurs la limitation du pouvoir réglementaire délégué à l'administration n'est pas dénuée de sanction.

Deux sortes de voies de recours sont ouvertes aux intéressés contre les décrets illégaux que peut quelquefois prendre le gouvernement. L'une, d'ordre judiciaire et administrative, comprend le recours pour excès de pouvoir, le recours pour détournement de pouvoir et le recours par la voie contentieuse. L'autre est d'ordre parlementaire et politique c'est : l'interpellation ; quoique n'étant pas inscrite dans la loi, cette voie de recours n'en est pas moins efficace, des exemples récents montrent l'utilité qu'on en peut attendre : c'est à la suite d'une interpellation à la chambre, résumant les plaintes des justiciables, que fut rendu le décret du 14 juin 1904, annulant le décret du 15 août précédent qui avait modifié les tarifs des avoués ; c'est également par la voie de l'interpellation que MM. de Montebello et Constant obtinrent du ministre des finances qu'il modifia le décret rendu pour l'exécution de la loi de 1903, sur le sucrage des vendanges, dans la partie où ce décret supprimait, pour le propriétaire ayant sucré, le bénéfice du privilège des bouilleurs de crû. Mais il ne sera que très rarement nécessaire d'user de ces diverses voies de recours, le conseil d'Etat dont l'approbation est indispensable au gouvernement pour la confection des décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique, observe et applique scrupuleusement la volonté du législateur : c'est ainsi qu'il rejeta en 1903 plusieurs règlements, ou partie de règlements, qui lui étaient présentés

en exécution de la loi de police sanitaire, comme n'étant pas conforme à la délégation conférée à l'administration, et que, au mois de juin 1907, il a donné une nouvelle preuve de son esprit d'indépendance en repoussant le projet de définition et de délimitation que lui proposait le gouvernement. De telle sorte que les craintes que faisaient entendre à la tribune du parlement ceux qui estimaient que la réglementation par décret amènerait l'adoption de mesures draconiennes, ne semblent pas sérieusement fondées; en tous cas, par l'adoption de ce système, le législateur a créé un instrument utile de répression, contre les abus duquel il existe des moyens efficaces de protection.

Aux termes de l'article 11, les règlements d'administration publique doivent édicter les mesures nécessaires à l'application de la loi du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne : 1^o la vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées alimentaires et boissons; 2^o les inscriptions et marques, indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crûs particuliers; 3^o les formalités prescrites pour opérer les prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes; 4^o le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification; 5^o les autorités qualifiées pour rechercher et constater la fraude, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés.

Alors que légalement tous les décrets réglementant ces diverses dispositions auraient dû paraître dans les six mois qui suivirent la promulgation de la loi, c'est-à-dire avant le 1^{er} février 1906, en ce qui concerne les vins et les alcools, il n'en a encore été publié que deux : le décret du 31 juillet

1906 complété par l'arrêté ministériel du 1^{er} août, qui organise et régleme les prélèvements, les laboratoires et l'expertise contradictoire ⁽¹⁾, et celui du 3 septembre 1907, sur la vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des boissons et sur les inscriptions et marques.

Mais la loi du 1^{er} août 1905 n'en est pas moins exécutoire nonobstant la publication des décrets ⁽²⁾. En effet lors de la discussion à la chambre de l'article 16, un amendement avait été proposé tendant à suspendre l'application de la loi jusqu'à l'entière promulgation des décrets prévus par l'article 11 ; la chambre ne l'a pas adopté. Le ministre de l'agriculture a fait justement remarquer à ce propos que si une semblable disposition avait été adoptée, la loi n'aurait jamais pu être exécutoire, car l'on aurait toujours trouvé des omissions dans les règlements.

(1) Ces dispositions ont été rendues applicables à l'Algérie par un décret du 11 octobre 1907.

(2) Toute loi est obligatoire dès sa promulgation. V. *Rép., D., Supplément*, v^o *Lois*, n. 99 et 109. Plusieurs jugements ont fait l'application de ce principe aux dispositions de la loi du 1^{er} août 1905, notamment un jugement du tribunal correctionnel de la Seine, 8^e chambre, du 13 décembre 1905, D., P., 1906. 2. 131.

CHAPITRE II

LE DÉCRET DU 31 JUILLET 1906

Le premier décret promulgué en exécution de l'article 11 de la loi de 1905 a eu pour but de réglementer les moyens de constatation de la fraude. Un arrêté ministériel du 1^{er} août suivant a complété ses dispositions.

SECTION PREMIÈRE

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES PRÉLÈVEMENTS

L'article 1^{er} du décret du 31 juillet reproduit un principe qui s'était manifesté au cours de la discussion de la loi de 1905, à savoir que le service de répression est organisé par l'Etat avec le concours éventuel des départements et des communes. Ce concours se manifestera de la part des départements par la création de laboratoires d'analyses ; et de la part des communes par l'organisation d'une police alimentaire.

L'article 2 énumère les autorités qui ont qualité pour prélever les échantillons. Il n'est pas créé de fonctionnaires spéciaux pour assurer l'application de la loi. Cette organisation d'un corps chargé de veiller à l'observation de la loi et de relever les délits ou les contraventions de fraude était indis-

pensable, car, comme le disait déjà Montchrétien ⁽¹⁾ : « parmi nous, les meilleures ordonnances ne tiennent lieu que de paroles inutiles, à faute de gens qui les fassent exécuter ». Cette organisation a été jugée insuffisante et un service spécial a été créé par décret du 21 octobre 1907 ⁽²⁾.

Dans l'énumération qu'il donne des agents chargés de procéder aux prélèvements et de constater les délits commis en matière de fraudes, l'article 2 du décret du 31 juillet 1906 ne mentionne pas les maires. Mais si ces magistrats n'ont pas qualité en vertu de la loi de 1905 pour poursuivre la fraude, ils tiennent de la loi du 5 avril 1884 (art. 97) les pouvoirs les plus étendus pour assurer dans leur commune « la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure, et à la salubrité des comestibles exposés en vente ». Ces pouvoirs n'ont pas été supprimés par la loi de 1905, et le décret de juillet 1906 n'a pu les modifier en rien. Les maires restent donc libres de faire procéder, dans leurs communes respectives, aux prélèvements qu'ils jugeront utiles, et ces prélèvements faits en exécution des arrêtés municipaux qu'ils auront pris pourront, le cas échéant, aboutir à une plainte au parquet. Mais ils ne pourront employer pour constater ces

(1) *Traité de l'économie politique*, p. 268.

(2) Ce décret publié dans le *Journal officiel* du 14 novembre, organise le service d'inspection des laboratoires et établissements de vente des produits pharmaceutiques et des denrées alimentaires, qui prend le nom de « service de la répression des fraudes ». Il est créé près de ce service un personnel d'agents chargés de surveiller l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et des lois qu'elle a maintenues, en ce qui concerne les boissons, les services alimentaires, les produits agricoles et les engrais.

Le personnel de ce service comprend : un inspecteur général et quatorze inspecteurs ; ces derniers sont choisis parmi les agents des contributions indirectes ayant au moins le rang de receveur ambulant ou de commis principal assimilé, mis à la disposition du ministre de l'agriculture par le ministre des finances, et dans la proportion d'un tiers, parmi des agents spéciaux choisis directement par le ministre de l'agriculture en raison de leurs connaissances techniques.

infractions aucun des moyens exorbitants du droit commun organisés par la loi de 1905. C'est ce qu'a décidé le tribunal correctionnel de la Seine (8^e chambre) par un jugement du 7 décembre 1907, confirmé sur ce point par un arrêt de la cour de Paris.

Il s'agissait dans l'espèce d'échantillons de vins, reconnus mouillés par le laboratoire municipal de Paris, qui avaient été prélevés sur l'ordre du préfet de police, dans les conditions prévues par la loi de 1905. Le tribunal correctionnel de la Seine après avoir reconnu « qu'il est hors de doute que les délits de fraude que réprime la loi de 1905, sont des délits de droit commun, que dès lors ces délits peuvent être recherchés et poursuivis comme les autres délits, du moment qu'ils ont été découverts par un des moyens ordinaires que prévoit le droit commun », ajoute que le préfet de police et les maires ne peuvent cependant emprunter ou avoir recours pour la découverte du délit à « l'une des mesures exorbitantes du droit commun que prévoit la loi de 1907 ».

Deux conséquences résultent de cette distinction établie par le tribunal de la Seine et la cour de Paris, entre les poursuites intentées par les maires et celles faites par le service de la répression de la fraude. Les échantillons prélevés par l'ordre des maires en vertu des arrêtés municipaux ne doivent pas être reçus par le service de la préfecture, et en second lieu ils ne peuvent pas être officiellement analysés par les laboratoires de l'Etat ou agréés par lui ; par contre ces prélèvements ne sont soumis à aucune des prescriptions et des garanties relatives aux prélèvements administratifs proprement dits. Toutefois ces différences disparaîtront lorsque le maire aura fait agréer par le préfet ses agents de prélèvement, ainsi que la faculté lui en est donnée par l'article 2 du décret, *in fine* ; alors les échantillons ainsi saisis auront le

même caractère que ceux prélevés par ordre de l'administration, ce seront de véritables prélèvements officiels, soumis aux mêmes règles et qui devront être comptés en dépense comme prélèvements du service départemental.

Les agents des syndicats ne figurent pas non plus dans l'énumération de l'article 2. Au cours de la discussion du budget de 1907 au sénat ⁽¹⁾, M. Sigallas, sénateur du Var, a demandé au ministre de l'agriculture si, par une extension des dispositions de cet article, les syndicats viticoles ne pourraient pas engager à leurs frais des agents qu'ils feraient agréer par les préfets et qui seraient, concurremment avec le service officiel, chargés des recherches de la fraude. Le ministre répondit alors qu'il n'était pas possible d'agréer les agents des syndicats car, disait-il, « quelle que soit la bonne foi des membres des syndicats, il y aurait un inconvénient à commissionner un agent venant de ces syndicats ; il pourrait être taxé de parti pris ». Il reconnut seulement que si l'agent du syndicat est présenté par un département ou par une commune, il pourra être agréé par le préfet, et d'après la déclaration formelle que fit le ministre, l'agent désigné par une commune pourra exercer dans tout le département. Cette solution détournée ne pouvait donner entière satisfaction aux syndicats.

Tout d'abord ils pouvaient se heurter à l'hostilité de certains conseils généraux ou de certaines municipalités ; puis les frais qu'eut imposé l'organisation dans toute la France d'un tel service eussent été considérables, car la compétence de ces agents étant limitée au département, il eut été nécessaire d'en créer un grand nombre. Le Syndicat national de défense viticole s'est activement employé auprès du ministre

(1) *J. off.* du 18 janvier 1907.

de l'agriculture pour obtenir une solution plus favorable. Ses efforts ont été couronnés de succès puisque, par un décret du 21 octobre 1907 ⁽¹⁾, le gouvernement a agréé quatre agents interdépartementaux dont ce syndicat lui demandait le commissionnement.

Ces divers agents, agréés et commissionnés, soit par les préfets, soit par le ministre, doivent être assermentés, car ainsi que l'a décidé un arrêt de la cour de cassation du 12 octobre 1849 ⁽²⁾, la qualité d'agent de l'administration résulte, aussi bien pour l'agent verbalisateur que pour le fonctionnaire, uniquement du serment et non de la commission. Deux jugements récents, l'un du tribunal correctionnel de Moulins (15 décembre 1907) ⁽³⁾, l'autre du tribunal correctionnel de Montargis (22 janvier 1908) ⁽⁴⁾, ont fait l'application de ce principe, en décidant que l'omission du serment enlève toute valeur au procès-verbal de prélèvement d'échantillons dressé par un agent simplement agréé et commissionné.

L'interprétation de cet article 2 a soulevé des difficultés d'un autre ordre que le tribunal de la Seine a solutionnées par un jugement du 5 janvier 1907 ⁽⁵⁾. Le parquet de la Seine, usant du droit de citation directe que lui reconnaît l'article 181 du code d'instruction criminelle, avait traduit devant le tribunal correctionnel un commerçant chez lequel avaient été prélevés des échantillons reconnus falsifiés par le laboratoire municipal; le prévenu concluait à la nullité des poursuites, se basant notamment sur ce que l'article 2 du décret du 31 juillet ne prévoyait pas l'intervention du procureur de la République. Le tribunal de la Seine rejeta cette

⁽¹⁾ *J. off.* du 14 novembre 1907.

⁽²⁾ D., 49. 5. 312.

⁽³⁾ *Gaz. du Pal.*, 1908. 1. 203.

⁽⁴⁾ Eod.

⁽⁵⁾ D., 1908. 5. 15.

exception, car ni la loi du 1^{er} août 1903, ni le décret de 1906 n'ont modifié le droit de citation directe du ministère public dans les poursuites correctionnelles engagées par application de leurs textes.

La question des prélèvements a suscité de nombreux incidents entre l'administration et le directeur du laboratoire municipal de Paris, M. Girard, à la suite desquels un arrêté ministériel du 20 juin 1907 retira au laboratoire municipal l'agrément de l'Etat qui lui avait été antérieurement accordé.

Dans la recherche de la fraude, le laboratoire municipal de Paris a voulu continuer, après la promulgation du décret du 31 juillet 1906, à suivre la procédure qu'il avait organisée et qui est connue sous le nom de « prélèvements Girard ». Cette procédure consiste dans le prélèvement d'un seul échantillon par l'agent chargé de la surveillance de la fraude; cet échantillon est remis au laboratoire municipal, avec une fiche faisant connaître le nom du commerçant chez lequel il a été prélevé. Si l'analyse de cet échantillon décèle la falsification, il est procédé par les mêmes agents à un nouveau prélèvement qui, cette fois-ci, comporte trois échantillons; ils sont transmis au parquet avec le résultat de la première analyse aux fins de poursuites. Cette procédure a un double défaut; tout d'abord le premier prélèvement d'un seul échantillon peut donner l'éveil au fraudeur et il lui sera facile de se mettre à l'abri des poursuites en faisant disparaître les marchandises fraudées, avant que les agents ne viennent pour procéder au second prélèvement; en second lieu le fraudeur, dont le nom a été apposé sur l'échantillon remis au laboratoire, pourra chercher, et parfois parviendra à circonvenir le chimiste chargé de l'analyse en faisant agir auprès de lui les diverses influences dont il peut disposer.

Le système de prélèvements organisé par le décret du

31 juillet 1906 a cherché à déjouer ces manœuvres auxquelles les fraudeurs se livraient souvent, ainsi que l'avait prouvé la longue expérience faite du système Girard.

Les échantillons *peuvent* être prélevés en toutes circonstances, dit l'article 4 du décret dans son premier alinéa qui reproduit l'énumération, faite par l'article 4 de la loi, des lieux où peuvent être effectués les prélèvements; puis il ajoute dans son alinéa suivant : « Ces prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées ou produits, paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques ». Cette seconde disposition manque de clarté; on ne voit pas bien à quels signes les agents chargés du prélèvement pourront reconnaître que, par exemple, le vin, détenu par tel commerçant, est falsifié : c'est là le but de l'analyse. Cependant, l'on ne saurait soutenir que cette disposition du décret vise les présomptions morales, car il est certain que, chaque fois que les agents du service de la fraude se présenteront chez un négociant, ce sera parce que leur vigilance aura été mise en éveil par un fait quelconque et en tous cas avec l'intention d'opérer un prélèvement. Ce pouvoir sans limites n'est pas sans inconvénients et une circulaire ministérielle du 14 janvier 1908 est venue recommander aux agents de ne prélever les échantillons que dans des conditions qui ne nuisent pas à la conservation des produits. Cette circulaire était nécessaire pour éviter le retour de faits semblables à ceux que M. Jourde signalait à la chambre ⁽¹⁾; il indiquait à la tribune la façon abusive dont les prélèvements s'opéraient dans certaines villes, notamment à Bordeaux, où les agents ouvraient les barriques à leur arrivée en gare de départ et prélevaient quatre litres de liquide, alors que le vin doit voyager dans

(1) *J. off., Déb. parl.*, 1908, ch. des dép., p. 692.

des fûts pleins, au risque d'arriver avarié, et où, également, ils inscrivaient sur la lettre de voiture la mention suivante : « prélèvement effectué en vertu de la loi sur les fraudes », ce qui provoquait souvent chez le client des soupçons injustes ou en tous cas prématurés.

L'article 5 dispose qu'il sera prélevé quatre échantillons; tous ces prélèvements sont faits par les agents lors de leur perquisition. C'est là une différence avec la procédure adoptée par le laboratoire municipal de Paris. Ainsi disparaît pour le fraudeur la possibilité d'écouler ou de dissimuler les marchandises falsifiées pendant l'intervalle qui sépare les prélèvements successifs du système Girard. C'est à peine de nullité de la procédure que le prélèvement doit comprendre quatre échantillons. Le tribunal correctionnel de la Seine, dans son jugement du 7 décembre 1907, a reconnu ce principe, car ces quatre échantillons sont la base sur laquelle sera accordée l'expertise contradictoire; ils sont donc indispensables pour assurer une garantie et comme une contrepartie au commerçant poursuivi. La cour de Paris n'a pas, il est vrai, confirmé sur ce point la décision du tribunal, estimant qu'en l'espèce qui lui avait été soumise, l'inculpé n'ayant pas sollicité de contre-expertise, les quatre échantillons n'étaient pas indispensables. Mais le procureur général s'est pourvu en cassation contre cette partie de l'arrêt, et, d'ici quelque temps, une décision de la Cour suprême interviendra qui consacrera, il faut l'espérer, la jurisprudence adoptée par le tribunal de la Seine.

Lors de la saisie des échantillons, un procès-verbal doit être dressé séance tenante (art. 6). Outre les mentions communes à tous les procès-verbaux, l'agent verbalisateur doit consigner dans cet acte la valeur des échantillons qui lui a été déclarée, sur sa demande, par le propriétaire ou le déten-

teur de la marchandise. Ainsi sera assurée l'application de la disposition de l'article 12 de la loi de 1905, prévoyant le remboursement des échantillons dans le cas où les marchandises auront été reconnues naturelles; cette déclaration de valeur, faite au moment même des prélèvements, sera en effet le plus souvent conforme à la réalité; car si, d'un côté, le propriétaire ou le détenteur de la marchandise ne veut pas perdre, de l'autre, il sera détourné de déclarer une valeur exagérée par la crainte de tomber sous le coup de l'article 1^{er} de la loi. Mais le règlement de 1906 ne prévoit pas de quelle façon ni à quel moment sera faite cette déclaration de valeur, lorsque les échantillons seront prélevés en cours de route. Du rapprochement des articles 6 et 9, il résulte, en effet, que le représentant de l'entreprise de transport n'est pas considéré comme le détenteur de la marchandise que l'agent verbalisateur doit mettre en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés; cette mise en demeure aurait d'ailleurs été le plus souvent inefficace, le transporteur ignorant généralement la valeur exacte de la marchandise. Cette lacune aurait pu être comblée, si le ministre, tenant l'engagement pris lors de la discussion de la loi devant le sénat ⁽¹⁾, avait prescrit dans le règlement d'administration publique de prévenir l'intéressé aussitôt les prélèvements opérés, tandis qu'aux termes du décret il n'est avisé que beaucoup plus tard, soit par le préfet, lorsque le rapport du laboratoire ne révèle aucune infraction à la loi du 1^{er} août 1905 (art. 14 du décret), soit par le parquet au moment où les poursuites vont commencer (art. 17).

Une semblable mesure aurait cependant été d'autant plus nécessaire qu'il arrive souvent que les commerçants qui s'approvisionnent de divers côtés, par des achats nombreux et

(1) *J. off., Déb. parl.*, 1899, sénat, p. 90.

parfois sans grande importance, pris isolément, sont embarrassés, plusieurs mois après l'expédition, de dire à qui ils ont acheté la marchandise et d'où elle provient, et, dans ces conditions, il leur est impossible d'établir leur bonne foi.

Lorsque ces quatre échantillons ont été ainsi prélevés, ils sont scellés et munis d'une étiquette (art. 8). Cette étiquette doit être composée de deux parties, l'une qui restera adhérente au vase contenant l'échantillon prélevé, l'autre séparée et ne devant être rapprochée de la première que plus tard. La partie qui est appliquée sur l'échantillon ne doit porter que les indications suivantes : nature du produit, dénomination sous laquelle il est mis en vente et numéro d'enregistrement de l'échantillon au moment de sa réception par le service administratif. Ces indications sont reproduites sur la seconde partie de l'étiquette qui est séparée avant la transmission au laboratoire d'analyse, et qui porte en outre la mention des nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou en ce cas de prélèvement en cours de route, ceux de l'expéditeur et du destinataire. Ainsi, le chimiste chargé de la première analyse ne recevra que des échantillons anonymes et les abus que l'on reprochait au prélèvement Girard de permettre, ne se reproduiront plus. Dans les vingt-quatre heures qui suivent la saisie, l'agent verbalisateur doit transmettre à la préfecture, ou, lorsqu'une décision ministérielle l'aura autorisé, à la sous-préfecture les échantillons et le procès-verbal (art. 10).

SECTION II

FONCTIONNEMENT DES LABORATOIRES

C'est à la préfecture que les deux parties de l'étiquette sont séparées après avoir été complétées par la mention du numéro

d'enregistrement au service administratif. Dans les vingt-quatre heures, celui-ci doit transmettre l'un des échantillons au laboratoire agréé par l'Etat ⁽¹⁾ aux fins d'une analyse sommaire portant seulement sur la pureté du produit, elle est à la fois d'ordre qualificatif et quantitatif. Le rapport de cette analyse doit être envoyé dans les huit jours à la préfecture. Dans la pratique, ce résultat n'est souvent communiqué que beaucoup plus tard, car il n'existe pas de sanction pour assurer l'observation de cette disposition. Alors deux hypothèses peuvent se produire : ou bien l'échantillon analysé a été reconnu pur, dans ce cas le préfet avise sans délai l'intéressé du résultat de l'analyse (art. 14); ou bien il a été reconnu falsifié, et le préfet doit immédiatement transmettre au parquet le rapport du laboratoire, en y joignant le procès-verbal de prélèvement et les trois échantillons réservés (art. 15).

L'intervention du préfet dans ces diverses circonstances ne s'explique pas; elle n'a aucune utilité et, bien plus, elle constitue un danger. Le décret de 1906 a voulu supprimer les analyses de complaisance, en ne transmettant aux laboratoires que des échantillons anonymes, et sans doute les fraudeurs ne pourront plus à l'avenir avoir recours à ce moyen, qui d'ailleurs réussissait rarement; mais est-ce à dire que pour cela la nouvelle procédure empêchera, mieux que le système Girard, les protections diverses dont peut disposer le fraudeur d'entraver l'application impartiale de la loi? Il ne le semble pas. Au lieu de s'employer auprès du chimiste, généralement peu enclin à se laisser détourner de son devoir, ces influences agiront auprès de l'administration; et

(1) Ces laboratoires, actuellement au nombre de vingt-quatre, sont désignés par des arrêtés ministériels.

souvent il pourra arriver que, dans le but de ménager des intérêts politiques ou autres, les préfets hésiteront à transmettre et parfois ne transmettront pas au parquet les résultats accusateurs de la première analyse. Ces pratiques sont d'autant plus à craindre qu'il n'existe d'autre sanction à ces décisions des préfets que la responsabilité hiérarchique, et bien certainement un préfet qui aura opportunément abusé de son droit ne sera pas inquiété par ses chefs. Si l'on avait voulu véritablement organiser une répression impartiale de la fraude, au lieu de transmettre au préfet les échantillons prélevés, au lieu de lui laisser l'initiative de les faire parvenir dans certains cas au procureur de la République, il eut fallu les déposer directement au greffe correctionnel et faire adresser au parquet le rapport de la première analyse.

SECTION III

FONCTIONNEMENT DE L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE

Lorsque le procureur de la République a été ainsi avisé de la fraude, il doit informer l'auteur présumé du délit qu'il est l'objet d'une poursuite; en même temps il lui fait savoir qu'il peut prendre communication du rapport du directeur du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire (art. 17). C'est à ce moment-là, en effet, que l'expertise devient contradictoire, alors que l'analyse sommaire faite par le laboratoire n'avait qu'un caractère indicatif, il va être nécessaire, conformément à l'article 12 de la loi de 1905 de procéder contradictoirement à toutes les expertises qui pourront être ordonnées au cours de l'instruction.

Si l'inculpé n'accepte pas le rapport du directeur du labo-

ratoire il est nommé deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par l'accusé, à moins que celui-ci ne renonce à cette désignation pour s'en rapporter aux conclusions de l'expert choisi par le juge (art. 18).

Sur la demande des experts-chimistes ou sur celle de la personne poursuivie, il peut leur être adjoint des experts dégustateurs (art. 21). Le choix de tous ces experts est limité dans chaque ressort, à ceux figurant sur les listes dressées par le tribunal ou la cour; l'inculpé pourra toutefois choisir ses experts sur les listes dressées par la cour ou le tribunal du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise (art. 18 et 21) ⁽¹⁾. Enfin, si les experts sont en désaccord, ils désignent eux-mêmes un tiers expert chargé de les départager, et au cas où ils ne parviendraient pas à s'entendre sur ce choix, c'est au président du tribunal civil qu'il appartiendrait de désigner le tiers expert. Celui-ci, à la différence des deux premiers, peut être choisi en dehors des listes officielles (art. 20).

Les résultats de l'expertise contradictoire devant le plus souvent servir de base aux décisions du juge, l'élaboration de cette partie du décret de 1906 fut particulièrement délicate. C'est en partie à l'initiative de la chambre de com-

(¹) Une proposition de loi modifiant les articles 17 et 18 du décret de 1906 déposé par M. Cazeneuve est actuellement soumise au parlement. L'article 17 n'indique pas, en effet, le délai dans lequel l'inculpé doit choisir son expert; cette lacune peut permettre des atermoiements à l'application de la loi. L'article 18, en limitant le choix des experts à la liste dressée par les tribunaux, rend souvent ce choix impossible, car il arrive que certains tribunaux ne peuvent dresser de liste, faute d'hommes compétents. La proposition de M. Cazeneuve permet de choisir les experts n'importe où sur le territoire français; il suffira que ces experts offrent au point de vue de la science et de l'honorabilité les garanties nécessaires. Le ministre de l'agriculture avait adressé une circulaire aux parquets dans ce sens, mais une circulaire ne peut abroger un décret et un magistrat ne peut déroger aux prescriptions formelles de la loi.

merce de Bordeaux ⁽¹⁾ que l'on doit l'alinéa final de l'article 18 qui permet à l'inculpé de choisir son expert parmi ceux figurant sur les listes de juridiction de la région d'origine ⁽²⁾. L'utilité de cette disposition est considérable : elle permet de confier l'expertise à des hommes spécialement compétents qui, disposant facilement de nombreux termes de comparaison, assurent une unité d'appréciation plus grande et par suite une jurisprudence plus constante. Par contre, il est à regretter que la disposition rendant obligatoire, en matière de boissons, le rôle de l'expert dégustateur lors du premier examen, adoptée par la commission chargée de la préparation de ce règlement, sur la proposition de M. Lagarde, représentant des intérêts bordelais, n'ait pas été reproduite dans le décret.

Les procédés dont dispose actuellement la chimie pour déceler la fraude sont, en effet, trop incertains pour que le juge puisse avec confiance baser sa décision sur leur résultat, s'ils ne sont pas corroborés par la dégustation. Pour le mouillage des vins, le criterium des analyses a changé au moins quatre fois depuis vingt ans. Il y a quinze ans environ, les experts se basaient sur le degré d'alcool ; lorsqu'un vin pesait 9 degrés, il n'y avait pas de poursuites ; au bout d'un certain temps l'on reconnut que ce criterium était incertain, qu'il manquait de base scientifique et assurait l'impunité au débitant malhonnête qui vinait son vin ; dès lors, on prit pour base l'acidité jusqu'au jour où l'on a reconnu que ce procédé était inexact, dangereux et faux ; on adopta alors

⁽¹⁾ *Compte rendu des travaux de la chambre de commerce de Bordeaux*, 1906, p. 44 et s.

⁽²⁾ Le mot « provenance » qui revient à chaque instant dans le décret du 31 juillet 1906, comme d'ailleurs dans celui du 3 septembre 1907, a certainement été employé dans le sens d'« origine », sans cela il n'aurait aucune utilité ; mais une semblable négligence est inexplicable.

le degré d'extrait sec dont le minimum était fixé à 18 degrés. Aujourd'hui le système officiellement consacré est celui de la règle alcool-acide, indiquée par M. Armand Gauthier : en évaluant d'une part l'acidité totale du vin en acide sulfurique par litre, et en déterminant, d'autre part, son titre alcoolique, par l'addition de ces deux quantités l'on doit arriver à un total égal ou supérieur à 12,5. Dans tout autre cas, le vin est réputé mouillé. Cette règle qui est peut-être exacte pour les vins sains ne l'est certainement pas pour les vins malades. Quand un vin est piqué, par exemple, l'acide augmente plus que l'alcool ne diminue, et il pourra, quoique mouillé, échapper à l'examen du chimiste si celui-ci s'en tient à la détermination de l'alcool-acide. L'expertise chimique décèle plus difficilement encore la suralcoolisation des vins. C'est qu'en effet, d'une part, la suralcoolisation résultant de la chaptalisation est légale, la loi du 27 juin 1907 qui a complété et non abrogé celle du 28 janvier 1903, permet l'emploi de 10 kilos de sucre par 3 hectolitres de vendange, soit 2 hectolitres de vin ; or, comme il suffit de 1 kil. 700 de sucre pour élever un hectolitre de un degré, la réglementation actuelle de la chaptalisation permet d'élever de 3 degrés la richesse alcoolique du vin ; de plus, le vinage et le sucrage habilement pratiqués ne peuvent être découverts par l'analyse ⁽¹⁾.

L'analyse chimique est encore plus incertaine pour les eaux-de-vie dont la composition dépend du vin employé ⁽²⁾, du mode de distillation et se modifie avec l'âge. Des essais ont été faits qui montrent combien les résultats des analyses

(1) Rapport de M. Mestre, *Compte rendu du congrès de Bordeaux*, 1907, p. 235.

(2) La composition du vin dépend elle-même du cépage, de la taille, de la récolte, de la vinification, etc.

peuvent être contradictoires; c'est ainsi qu'en 1906 ⁽¹⁾, quatre échantillons de la même eau-de-vie furent prélevés, avec toutes les précautions voulues de constat et de procès-verbal pour assurer la régularité de l'expérience, et envoyés à quatre chimistes connus par leurs travaux antérieurs sur les spiritueux ⁽²⁾. Les résultats des analyses différèrent entre eux de 31,8 p. 100 à 124 p. 100 de chaque matière dosée. M. Gardrat, ingénieur des arts et manufactures, chimiste éminent, explique ces différences par la difficulté de se procurer l'alcool isobutylique pur nécessaire à un dosage exact des alcools supérieurs et par les variations considérables de l'éther que subit une même eau-de-vie exposée à l'air.

En France, le procédé officiellement employé pour l'analyse des eaux-de-vie est la recherche du coefficient en non-alcool ou impuretés. Le minimum, qui en a été fixé à 0,300 par le comité consultatif des arts et manufactures, est actuellement reconnu trop élevé ⁽³⁾. Aux Etats-Unis, la loi fédérale du 30 juin 1906, appliquée depuis le 1^{er} janvier 1907 ⁽⁴⁾, établit toute une série de minima et de maxima à laquelle doivent correspondre les différents éléments constitutifs de l'eau-de-vie naturelle. En Angleterre, un jugement de 1906 a décidé que toute eau-de-vie qui ne contiendrait pas au moins 80 grammes d'éthers par hectolitre devrait être considérée comme falsifiée. Ce criterium, connu sous le nom de règle de Fordham, du nom du juge qui rendit ce jugement, ne repose sur aucune réalité ⁽⁵⁾ et n'a eu pour résultat que de

⁽¹⁾ *Moniteur de Cognac*, 31 mai 1906, n. 79, p. 78 et s.

⁽²⁾ M. Girard, directeur du laboratoire municipal de Paris; M. le Dr Blarez, professeur à la Faculté de Bordeaux; M. Rocques, expert près les tribunaux; M. Baudoin, directeur du laboratoire municipal de Cognac.

⁽³⁾ *Moniteur vinicole*, 1^{er} novembre 1907, n. 86.

⁽⁴⁾ *Moniteur de Cognac*, 31 mars 1907, p. 213.

⁽⁵⁾ *Moniteur de Cognac*, janvier-février 1907, n. 87, p. 187.

multiplier les prospectus des industriels allemands offrant aux négociants français des éthers purs pour les mélanger à leurs eaux-de-vie. Une unification internationale des procédés d'analyse s'impose impérieusement, car actuellement une eau-de-vie reconnue pure par les laboratoires français peut être déclarée falsifiée par les laboratoires étrangers, et cette incohérence des réglementations ne peut être que très défavorable au commerce.

Ces constatations ne doivent pas faire penser que la poursuite de la fraude dans les boissons est actuellement impossible, mais elles montrent la nécessité de contrôler les résultats de l'analyse chimique par la dégustation.

L'article 22 du décret du 31 juillet 1906 recommande aux parquets, lorsque des poursuites sont décidées en matière de boissons, de prévenir l'administration des contributions indirectes, dix jours au moins à l'avance, du jour et de l'heure à laquelle l'affaire sera appelée. C'est qu'en effet lorsqu'une personne expédie sous le nom de vin ou détient des vins de sucre, ou de raisins secs, ou de vins mouillés ⁽¹⁾, ayant voyagé comme vins, elle commet une double infraction : infraction fiscale (loi du 28 avril 1816, art. 6 et 10), infraction délictueuse (lois des 14 août 1839 et 1^{er} août 1905). Mais comme il s'agit d'un fait unique, la répression de ces deux infractions doit être poursuivie simultanément, conformément à l'article 3 du code d'instruction criminelle qui édicte un principe d'ordre public ; car, dans les deux poursuites, il s'agit de rechercher la nature du vin ; et une jurisprudence ancienne et constante de la cour de cassation ⁽²⁾ décide : qu'il importe peu

(1) La cour de cassation a décidé, dans un arrêt du 4 juillet 1907, conforme à un précédent arrêt du 3 mai 1907, que le vin mouillé n'est plus du vin, mais une dilution alcoolique.

(2) Arrêts de la cour de cassation : 18 mars 1837 ; 17 fév. 1888, 19 nov. 1891, 9 mai 1892.

que la régie puisse ou non saisir à son choix la juridiction civile, puisqu'en lui imposant la juridiction correctionnelle, le législateur ne l'a pas autorisée à se soustraire à la règle imposée à toute partie civile devant les tribunaux de répression.

Dans son jugement du 7 décembre 1907, la huitième chambre correctionnelle de la Seine a décidé que l'inobservation de formes dans l'accomplissement des actes préparatoires organisés par le décret du 31 juillet, devait entraîner la nullité de la procédure ; il semble cependant que cette nullité doive être limitée, ainsi que l'a décidé la cour de cassation ⁽¹⁾, au cas où l'inobservation a nui à l'intérêt de la défense.

Les agents des douanes et ceux des contributions indirectes ne sont pas astreints à suivre les formes prescrites par ce règlement d'administration publique, pour la constatation et la poursuite de faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de la loi du 1^{er} août 1903 (art. 23). Il est donc nécessaire, pour que les prélèvements faits par les agents de ces administrations soient dispensés des formalités réglées par le décret du 31 juillet, que le fait motivant les poursuites constitue *à la fois* une contravention fiscale et une infraction à la réglementation contre la fraude. Dans le cas où le fait constaté par l'administration des douanes ou celles des contributions indirectes ne constituerait qu'un délit de fraude, sans qu'il soit possible de le rattacher à une contravention fiscale, elles devraient, comme toutes les autres autorités chargées des poursuites en matière de fraude, se conformer aux formes organisées par le décret de 1906, particulièrement en ce qui concerne la confection immédiate du procès-verbal de saisie (art. 6).

(¹) Arrêt du 21 juill. 1904, S., 1907. 1. 196.

CHAPITRE III

LE DÉCRET DU 3 SEPTEMBRE 1907

L'apparition de ce règlement d'administration publique a soulevé de nombreuses protestations tant de la part des producteurs que de la part des commerçants. Il semble cependant que l'élaboration de ce règlement ait été entourée de toutes les garanties possibles : la commission extra-parlementaire chargée de la préparation du projet a cherché à s'enquérir d'une façon complète des besoins de la production et du commerce; pour cela, elle a adressé aux syndicats viticoles et aux chambres de commerce, ainsi qu'à toutes les associations intéressées un questionnaire très détaillé ⁽¹⁾, relatif à la fabrication et à la dénomination, et c'est en tenant compte de ces réponses, autant que cela était possible, que le projet a été rédigé. Si donc certaines dispositions de ce règlement portent atteinte aux intérêts les plus légitimes du commerce et de la viticulture, il ne faut pas en accuser l'ignorance ou l'incurie de la commission, mais bien plutôt en attribuer la cause aux difficultés inhérentes à la réglementation d'une matière aussi délicate.

(1) Ce questionnaire répartit les boissons en huit catégories : 1° vins mousseux (9 questions); 2° vins de liqueur et vins doux naturels (9 questions); 3° autres vins (6 questions); 4° rhums et kirschs (6 questions); 5° cognacs, armagnacs et autres eaux-de-vie naturelles de vin (7 questions); 6° cidres, poirés, eaux-de-vie de cidres et de poirés (4 questions); 7° sirops et liqueurs (5 questions); 8° bières (7 questions).

Tandis que les dispositions du décret du 31 juillet 1906 s'appliquaient à toutes les marchandises soumises à la loi de 1905, celles du règlement du 3 septembre 1907 ne visent que les vins, vins mousseux, eaux-de vie et spiritueux dont elles réglementent la fabrication et la dénomination. Les vins de liqueur et les vins doux naturels restent en dehors de ces prescriptions. Le ministre du commerce, répondant au syndicat des commerçants de Cette, écrivait le 4 novembre 1907 : « Le règlement du 3 septembre dernier est strictement limité » aux vins ordinaires et mousseux, aux eaux-de-vie et spiritueux, et laisse complètement en dehors de ses prescriptions les vins de liqueur qui feront ultérieurement l'objet » d'un règlement spécial » ; c'est qu'en effet le questionnaire de la commission a visé séparément ces vins.

SECTION PREMIÈRE

LES PROCÉDÉS DE VINIFICATION

La règle générale en cette matière est que toutes les manipulations et pratiques destinées à modifier l'état naturel des vins ou des spiritueux dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, la composition ou l'origine de ces produits sont frauduleuses.

Si le décret du 3 septembre s'était borné à cette indication pour les vins, ainsi qu'il l'a fait pour les eaux-de-vie et spiritueux (art. 8), il n'eût sans doute pas ajouté grand'chose aux dispositions de la loi du 1^{er} août 1905, mais au moins il eût permis à une jurisprudence formée librement par la contemplation des diverses espèces de déterminer, conformément aux nécessités du commerce, parmi les procédés de vinification ceux qui ont pour but de tromper l'acheteur. Mais le

gouvernement a voulu établir cette distinction dans le décret lui-même, ainsi d'ailleurs qu'il en avait pris plusieurs fois l'engagement devant le parlement, au cours de la discussion de la loi ⁽¹⁾.

Ce résultat pouvait être atteint par deux procédés différents. Soit que le règlement d'administration publique énumérât toutes les pratiques et toutes les manipulations constituant la fraude, soit qu'au contraire il énumérât toutes les pratiques et toutes les manipulations licites, indiquant implicitement par le fait même celles qui doivent être réprimées.

L'application du premier système se heurtait, dans la pratique, à deux difficultés : la diversité des procédés de fraude est trop grande pour que l'énumération complète en soit possible, et, d'autre part, la rapidité avec laquelle surgissent à chaque instant de nouveaux moyens de fraude eût rendu nécessaire la revision incessante de cette énumération. La commission a donc eu raison de choisir le second système.

Pour qu'une énumération ait quelque utilité dans un texte pénal, il est indispensable qu'elle soit limitative, car en cette matière le juge est toujours obligé d'interpréter strictement les termes employés par le législateur. On devait d'autant plus croire que l'énumération du décret du 3 septembre avait bien un semblable caractère que de nombreuses déclarations l'avaient annoncée telle, et qu'elle paraissait établie avec un soin méticuleux. En effet, non seulement il avait été convenu au sein de la commission préparatoire que ce règlement serait strictement limitatif, ce qui impliquait l'interdiction absolue de toutes les pratiques que ce décret n'autorisait pas explicitement, mais en outre M. Cazeneuve, rapporteur,

(1) V. notamment *J. off.*, *Déb. parl.*, ch. des dép., 1904, p. 3229.

s'expliquait dans les termes suivants : « Grâce à ce règlement, élaboré avec le concours d'une commission de savants scrupuleux, *on saura très exactement*, dans l'état actuel des progrès de la science œnologique honnête, puis des exigences de l'hygiène, *quelles sont les matières employables et à quelles doses* pour conserver les vins naturels et normaux, ou les améliorer. *Aller au delà sera la fraude coupable tombant sous le coup des lois existantes* » ⁽¹⁾. De plus, ce décret qui prend le soin d'autoriser le coupage des vins entre eux (art. 3) ne semblait avoir laissé place à aucune pratique en dehors de ses prescriptions; car cette opération est la base même du commerce des vins et plusieurs fois, au cours de la discussion de la loi de 1905, sa nécessité avait été indiquée. C'est ainsi que M. Sarraut ⁽²⁾ avait rappelé ce passage du rapport de M. Riche, en 1851 : « Il y a des mélanges qui, par leur but, leur notoriété, repoussent d'abord toute suspicion... Il n'est pas entré dans la pensée du gouvernement (il n'entre dans la pensée de personne) d'entraver en rien et de réprimer les diverses opérations loyalement faites et usitées dans le commerce », et précédemment M. Cazeneuve ayant expliqué que souvent, pour sauver les vins cassés, il faut les couper, et que les négociants qui font ces coupages, qui rendent ces vins vendables, ne peuvent tomber pour cela sous le coup de l'article 1^{er} de la loi, le ministre de l'agriculture s'était associé à ses paroles ⁽³⁾.

Les chambres avaient d'ailleurs décidé que le règlement devrait indiquer limitativement quels sont les procédés licites ainsi que cela résulte des termes précis de l'article 11.

On fut donc très surpris, et les intéressés furent très émus

(1) *J. off.*, 23 juin 1907, p. 433.

(2) *J. off.*, *Déb. parl.*, 1904, ch. des dép., p. 2497.

(3) *J. off.*, *Déb. parl.*, 1904, ch. des dép., p. 2364.

lors de la publication du décret du 3 septembre, de constater qu'il ne mentionnait pas nombre de pratiques, telles que le filtrage, la réfrigération des mouûs, etc., dont l'emploi est indispensable à la bonne fabrication et à la bonne conservation du vin.

Les producteurs et les commerçants justement inquiets de ce silence du règlement qui pouvait avoir les conséquences les plus graves pour l'avenir de la viticulture, ne voulant pas croire que cette énumération fût réellement définitive, s'adressèrent à l'administration pour savoir quelle en était véritablement la signification. A la suite des questions qui leur étaient ainsi posées, le ministre de l'agriculture et le chef du service de la répression de la fraude, M. Roux, furent obligés de reconnaître en plusieurs circonstances que l'énumération du décret est non pas limitative mais seulement énonciative. M. Roux écrivait en effet, le 14 septembre 1907, à un négociant de Nîmes : « ... L'énumération dont il » s'agit n'est pas strictement limitative, c'est-à-dire que cer- » taines opérations, bien que non classées par le règlement » parmi celles dont l'emploi en vinification est formellement » autorisé, peuvent néanmoins être considérées par les tri- » bunaux comme étant d'un usage licite, *du moment qu'au-* » *cune loi spéciale ne les a expressément prohibées* ⁽¹⁾ » ; et plus tard, le 9 octobre, répondant au directeur du journal corporatif *L'Epicier*, il s'exprimait ainsi : « Aux termes de » l'article 2 du décret du 3 septembre 1907, toute pratique » qui n'a pas pour objet de modifier l'état naturel du vin, » dans le but, soit de tromper l'acheteur sur les qualités » substantielles ou l'origine du produit, soit d'en dissimuler » l'altération, est licite. Ce serait une erreur de croire que

(1) *Revue vinicole* du 3 octobre 1907.

» l'article suivant, l'article 3, donne la liste des opérations
» dont il s'agit. Son caractère est tout autre. Il a pour objet
» d'indiquer une liste des pratiques œnologiques qui pour-
» raient être soupçonnées de tomber sous le coup de l'inter-
» diction précédente et qui, néanmoins consacrées par l'usage
» ou autorisées par des lois spéciales, doivent être considé-
» rées comme nullement frauduleuses. Il y avait lieu d'éviter
» à leur égard toute équivoque et de les placer au-dessus des
» interprétations de la jurisprudence. La liste en est donnée
» par l'article 3. Dans ces conditions, on conçoit que l'énu-
» mération dont il s'agit n'ait pu être limitative » (1).

C'est ainsi que successivement le service de la répression de la fraude a été amené à reconnaître que le phosphatage, l'emploi des acides citrique et tartrique qui ne figurent pas dans l'énumération du décret, sont néanmoins licites car, comme l'a déclaré M. Roux (2), c'est pour des scrupules d'ordre purement juridique que le conseil d'Etat a cru devoir écarter la plupart des produits œnologiques dont la liste lui avait été présentée par le ministre, non pas qu'il les considérât comme interdits, mais parce qu'à ses yeux l'article 3 du règlement ministériel constituait une énumération *énumérative* et non une énumération *limitative* de ces produits. Bien plus, l'article 3 du décret indique que la clarification des vins blancs tachés peut se faire au moyen du charbon pur et ne prévoit pas une semblable opération pour les moûts; l'emploi de tout autre matière paraissait donc impossible ainsi que la clarification des moûts; il n'en est rien. Le 2 octobre 1907, M. Roux répondait au directeur de la station œnologique du Gard : « Tout d'abord, je vous signale » que le mot *clarification* a été employé faute de mieux, parce

(1) *Moniteur vinicole*, 22 octobre 1907.

(2) *Moniteur vinicole*, 27 septembre 1907, n. 76.

» qu'il fallait à tout prix éviter celui de *décoloration*, à cause
» des abus que ce dernier aurait entraînés. De même *charbon*
» *pur* signifie un noir commercialement pur. Dans plusieurs
» circonstances, le ministre de l'agriculture a déclaré que la
» vinification en blanc était une opération licite, tandis que la
» décoloration des vins rouges était une fraude. Dès lors, il
» est bien dans l'esprit du règlement de considérer comme
» licite le traitement, par le charbon pur, des mouûs blancs
» tachés, aussi bien que celui des vins blancs tachés, puis-
» qu'il ne s'agit plus d'une décoloration à proprement parler,
» mais d'un traitement destiné à réparer certains accidents
» inhérents à la vinification en blanc » (1).

Il résulte de cette explication que les mots employés dans le décret y ont un sens spécial et caché.

Le caractère simplement énumératif de l'article 3 du décret a été également mis en lumière par la question des vins de diffusion. La diffusion est un procédé d'extraction du jus de raisin basé sur ce fait que, la densité du vin est moindre que celle de l'eau. La découverte de ce procédé est due au directeur de la station œnologique de l'Hérault, M. Roos. Lorsque la vendange a été foulée elle est entassée dans des cuves cylindriques de faible diamètre et de très grande hauteur; le fond de ces cuves est percé à son centre d'une ouverture par laquelle on fait arriver, très lentement, un courant d'eau. Peu à peu l'eau envahit les cellules du grain d'où elle expulse les moindres gouttelettes du jus qui, étant plus léger que l'eau, surnage sans se mélanger-et est facilement recueilli au moment où il déborde de la cuve. C'est là un perfectionnement très ingénieux et très intéressant qui présente sur le mode ordinaire d'extraction du mouût par le

(1) *Moniteur vinicole*, 8 novembre 1907.

pressoir le double avantage d'être d'une installation moins coûteuse et de permettre en même temps un rendement plus grand de la vendange. L'article 3 du décret du 3 septembre 1907 qui autorise divers procédés de fabrication du vin, tels que la congélation et la pasteurisation, ne mentionne pas la diffusion, aussi la question s'est-elle posée de savoir si malgré le silence du décret ce procédé pourrait être employé; après de longues hésitations, l'administration l'a résolue affirmativement. Cette solution s'imposait d'ailleurs, car le vin de diffusion judicieusement préparé répond exactement à la définition que l'article 1^{er} du décret donne du vin; c'est exclusivement du jus de raisin frais.

Ainsi donc, il est bien établi que l'énumération du décret du 3 septembre 1907 n'est pas limitative. En conséquence, la situation reste à peu près ce qu'elle était avant, c'est-à-dire que tous les procédés de vinification honnêtes, recommandés par les stations œnologiques officielles, par les spécialistes les plus appréciés, pourront être pratiqués comme par le passé. Seuls sont interdits, et avec raison, les procédés malhonnêtes et nuisibles à la santé déjà visés par les lois antérieures. Ce sont les tribunaux qui devront apprécier le caractère licite ou illicite de tout procédé de vinification non prévu par le règlement.

On est étonné, après cela, de l'intransigeance dont a fait preuve jusqu'ici le service de la répression à l'égard de l'emploi de l'acide sulfureux.

La présence de l'acide sulfureux dans le vin peut provenir de deux causes : soit qu'on ait employé du soufre pour stériliser les futailles, soit qu'on l'ait employé pour muter les vins destinés à rester liquoreux ou dont il était nécessaire de retarder la fermentation. Tous les vins contiennent donc, à des doses différentes, de l'acide sulfureux, car, quelle

que soit l'opération que l'on fasse subir au vin à l'aide du soufre, celui-ci est toujours absorbé à l'état d'acide sulfureux ; cependant, l'acide sulfureux ainsi introduit ne demeure pas sous cette forme ni en totalité dans le vin ⁽¹⁾. Une partie s'échappe peu à peu par évaporation tandis qu'une autre se combine avec les principes naturels à fonctions aldéhydiques ou cétoniques du vin, ou s'oxyde en donnant de l'acide sulfurique qui se transforme en sulfate de potasse. L'acide sulfureux employé soit pour la fabrication, soit pour la conservation du vin, se retrouvera donc à l'analyse ou bien à l'état libre, ou bien à l'état de combinaisons organiques, ou enfin sous la forme de sulfate de potasse.

L'emploi de l'acide sulfureux pour la stérilisation des fûts a pour ainsi dire toujours existé et se pratique actuellement sous la forme du méchage ; cependant il n'avait jamais été réglementé et était même le seul antiseptique dont l'usage fut autorisé, comme étant le seul inoffensif.

Il y a une dizaine d'années que la question de la limitation de l'emploi de l'acide sulfureux se posa pour la première fois. A cette époque le laboratoire municipal de Paris émit la prétention de déférer au parquet tous les vins qui, à l'analyse, seraient reconnus contenir plus de 20 milligrammes d'acide sulfureux libre, et plus de 200 milligrammes d'acide sulfureux total par litre. Ces doses d'acide sulfureux étaient notoirement insuffisantes. En effet à chaque méchage il est nécessaire, pour assurer une bonne conservation, de brûler 20 grammes de soufre par hectolitre pour les vins blancs et

(1) L'usage de l'acide sulfureux, qu'il résulte soit d'un fort méchage, soit du passage du moût criblé dans une muteuse, soit de la combustion extérieure du soufre et de son introduction à l'aide d'une pompe à vin, soit de l'addition d'une solution d'acide sulfureux, soit enfin de l'addition d'un bisulfite alcalin tel que le métabisulfite de potasse, est indispensable à la bonne réussite de la vinification en blanc dont le ministre de l'agriculture a reconnu la parfaite régularité.

10 grammes pour les vins rouges; or des travaux du D^r Blarez il résulte que chaque gramme de soufre ainsi brûlé donne une moyenne de 1 milligr. 1 d'acide sulfureux libre par litre; c'est donc 11 milligrammes pour les vins rouges et 22 milligrammes pour les vins blancs, c'est-à-dire plus pour un seul soutirage que le maximum que le laboratoire municipal voulait imposer, qui sont ainsi introduits à chaque méchage. Comme les vins ne sont généralement livrés à la consommation que deux ans après la récolte et que pendant ce temps il est nécessaire de les soutirer, et par conséquent de les mécher au moins quatre fois par année, les vins rouges contiennent au moment de leur vente au moins 88 milligrammes d'acide sulfureux libre par litre, et les vins blancs au moins 176 milligrammes. Des analyses furent faites de différentes années de grands vins de la Gironde et l'on constata que la quantité d'acide sulfureux libre variait entre 20 milligrammes et 208 milligrammes ⁽¹⁾. Il était donc ainsi démontré que le maximum de 20 milligrammes par litre fixé par le laboratoire municipal de Paris pour l'acide sulfureux contenu à l'état libre dans le vin était insuffisant et arbitraire, d'autant plus que ces analyses d'expérience avaient été faites sur des vins vieux, dans lesquels l'acide sulfureux avait eu le temps de se combiner avec les aldéhydes ou de s'oxyder et par suite de diminuer à l'état libre. Ces mêmes analyses établirent que la quantité de l'acide sulfureux total contenu dans les vins les plus réputés de la Gironde variait entre 203 milligrammes et 604 milligrammes, c'est-à-dire qu'elle était toujours supérieure au maximum de tolérance fixé par le laboratoire de la ville de Paris, et ces doses d'acide sulfureux ne sont pas propres aux

⁽¹⁾ *Bulletin de la Société de pharmacie de Bordeaux*, mars 1900; *Feuille vinicole de la Gironde*, 17 août 1899 et *Moniteur vinicole*, 5 avril 1898.

vins doux de la région de Bordeaux, puisque l'analyse des vins du Rhin de la cave ducale de Nassau, qui sont des vins secs, publiée en 1895, constate la présence de 200 à 260 milligrammes d'acide sulfureux par litre ⁽¹⁾.

Il était donc logique, puisque tout le monde, même le laboratoire municipal de Paris, reconnaissait la nécessité de l'emploi de l'acide sulfureux, de le tolérer dans une juste mesure. C'est à cette époque que fut créé le comité technique d'œnologie. Il eut pour mission de rechercher dans quelles mesures l'on devait permettre l'emploi de l'acide sulfureux. La distinction établie par le laboratoire de Paris, entre l'acide sulfureux à l'état libre et l'acide sulfureux total, fut abandonnée et ce n'est que cette dernière question que ce comité chercha à résoudre. Dans le rapport qu'il déposa, il concluait à la liberté de l'emploi de l'acide sulfureux jusqu'à 400 milligrammes, avec une tolérance de 10 p. 100, soit 440 milligrammes par litre.

Malgré le dépôt de ce rapport, aucune loi n'était intervenue pour réglementer l'usage de l'acide sulfureux. C'est qu'aux doses où il se trouve dans le vin, l'acide sulfureux n'est pas nocif. Jusqu'au moment où le laboratoire municipal de Paris émit la prétention de faire poursuivre les vins contenant plus de 200 milligrammes d'acide sulfureux total, l'on ne connaissait que les effets de l'absorption de l'acide sulfureux gazeux par les voies respiratoires; pour se rendre compte de l'influence de l'acide sulfureux contenu dans les vins, il était nécessaire de procéder à de nouvelles expériences physiologiques sur l'homme. Elles furent faites à Zurich par le docteur Leuch ⁽²⁾; des vins contenant de l'acide sulfureux à l'état libre purent être consommés sans provoquer aucun

⁽¹⁾ *Feuille vinicole de la Gironde*, 20 octobre 1898.

⁽²⁾ *Feuille vinicole de la Gironde*, 3 novembre 1898.

trouble organique jusqu'à la dose de 90 milligrammes par litre; au-dessus de cette dose et jusqu'à 200 milligrammes on constata quelques cas isolés de malaises, mais jamais d'accidents graves; quant à l'acide sulfureux total, il pût être absorbé sans inconvénients jusqu'à la dose de 850 milligrammes; or aucune analyse n'a jamais révélé de semblables proportions dans les vins du commerce.

La limite de 350 milligrammes fixée par le règlement du 3 septembre 1907 était généralement adoptée à Bordeaux ⁽¹⁾, cependant elle semble insuffisante si l'on doit en faire une application stricte.

Mais la conséquence la plus importante de cette réglementation imposée par l'article 3 du décret est l'interdiction du sulfitage des moûts.

A sa sortie du pressoir, le jus de raisin ou moût ne contient pas du tout d'alcool; il renferme seulement une quantité variable de matières sucrées, qui, sous l'influence des divers ferments, se transforment en alcool.

L'arrêt naturel de la fermentation se produit dans deux cas : soit que la transformation du sucre en alcool soit complète, c'est ce qui arrive dans la plupart des vins; soit que le vin ait acquis un degré d'alcool suffisant pour détruire les ferments, alors le vin restera plus ou moins doux suivant la quantité de sucre non inverti, c'est le cas des vins du Sauternais.

Ces vins blancs doux sont très appréciés par le consommateur, aussi depuis un temps immémorial l'usage s'est établi dans le commerce de Bordeaux d'arrêter artificiellement la fermentation, de façon à conserver à l'état primitif les matières sucrées contenues dans le jus de raisin; et ainsi le Bordelais

⁽¹⁾ *Compte rendu des travaux de la chambre de commerce de Bordeaux*, 1906, p. 263.

a acquis au dehors la réputation de ne produire que des vins blancs doux. Cet arrêt artificiel de la fermentation peut être obtenu par deux procédés : soit en ajoutant au moût une quantité d'alcool suffisante pour détruire les ferments, la liqueur ainsi obtenue est désignée sous le nom de mistelles ⁽¹⁾, soit en détruisant ces mêmes ferments à l'aide de l'acide sulfureux qui est un antifermentescible très efficace; le produit ainsi obtenu est appelé moût muté ou plus simplement muté. C'est ce dernier procédé qui est le plus généralement employé dans la Gironde, car le sulfitage assure une conservation parfaite : non seulement il préserve le vin de tout mauvais ferment, mais il le guérit encore des maladies microbiennes. Ces mistelles ou ces mutés au soufre, mélangés avec le vin, permettent d'obtenir un vin doux, qui bien certainement ne peut concurrencer les vins du Sauternais dont il n'a pas la finesse et le bouquet, mais qui est très demandé par le consommateur. Cette pratique est d'un usage courant et avoué dans le commerce honnête ⁽²⁾ où elle répond à une exigence de la consommation. Il semblait donc, après toutes les promesses qui avaient été faites, que ce procédé, qui est indispensable pour améliorer le vin et en faciliter la vente, ne pût être interdit par un règlement d'administration publique. Cependant l'article 3 du décret du 3 septembre, en soumettant au même maxima que les vins la teneur des moûts en acide sulfureux, fit naître quelques craintes, car pour obtenir des mutés parfaits, il est nécessaire d'y introduire une quantité d'acide sulfureux bien supérieur à 350 milligrammes

⁽¹⁾ L'emploi des mistelles était toléré par la régie (Circulaire du 6 juin 1898, n. 8979). Il a été interdit par lettre autographe du 29 octobre 1907, n. 121.

⁽²⁾ Voir notamment *Compte rendu des travaux de la chambre de commerce d'Angers*, 24 avril 1906, le *Bulletin de l'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France*, 1^{er} novembre 1907, p. 341, et le *Moniteur vinicole*, 22 octobre 1907.

par litre. Ces craintes se dissipèrent lorsque M. Roux, questionné à ce sujet par le commerce, eut fait savoir que « la teneur maxima de 350 milligrammes par litre s'applique au vin destiné à la consommation et non à des produits tels que le moût, qui peuvent être considérés comme matière première » (1). Toute difficulté semblait donc écartée et l'on pouvait croire que l'édulcoration des vins à l'aide des mutés au soufre pourrait être pratiquée comme par le passé, lorsque l'administration, se basant sur l'alinéa 1^{er} de l'article 3 du décret, qui autorise le coupage des vins entre eux, vint interdire le coupage des vins avec les moûts.

Toute la théorie du service de la répression de la fraude repose sur ce fait que le moût qui n'est que le jus de raisin avant sa fermentation ne serait pas du vin (2), puisque le vin, aux termes de l'article 1^{er} du décret, « provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus du raisin frais ». Cette interprétation étroite du texte du règlement du 3 septembre est arbitraire et antijuridique.

En effet, les termes employés dans le décret sont exactement ceux dont s'est servi le législateur dans l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1889. Or la cour de cassation, appelée à interpréter cet article, a déclaré dans un arrêt du 14 décembre 1893 « que si l'énumération de l'article sus-visé est limitative, en ce sens qu'on ne saurait y ajouter de boissons nouvelles, chaque boisson spécifiée doit être prise avec toute l'étendue que cette expression comporte : qu'il faut entendre par vin, notamment, non pas seulement le vin achevé et potable, mais encore le vin dans tous les états par lesquels

(1) *Moniteur vinicole*, 11 octobre 1907, n. 80.

(2) Un récent avis du comité consultatif des arts et manufactures indique que le moût ne peut être considéré comme vin, et par suite ne peut servir au coupage des vins, que s'il contient au moins cinq degrés d'alcool.

peut passer ce produit du raisin, depuis le moût jusqu'à la lie non parvenue à dessiccation complète ». En décidant ainsi, la cour de cassation ne faisait d'ailleurs qu'appliquer sa propre jurisprudence dont les premières manifestations se trouvent dans trois arrêts des 5 février 1807, 12 et 27 février 1808 ⁽¹⁾ ; d'autre part M. Armand Gautier, dont la compétence en cette matière est universellement reconnue, n'hésite pas à classer les vins provenant de moûts mûtés au soufre parmi les vins de composition naturelle ⁽²⁾.

Pour partager l'interprétation que le service de la répression de la fraude prétend imposer, il faudrait donc admettre qu'en employant les mêmes termes que ceux qui figurent dans la loi de 1889, le décret a défini un produit différent de celui déterminé par la loi. On ne peut suivre le service de la répression dans cette voie, non seulement parce que son explication est invraisemblable, mais aussi parce que le gouvernement n'avait pas une délégation de pouvoir suffisante pour fixer dans ce décret de nouvelles définitions des produits et qu'ainsi celles qu'il reproduit doivent avoir forcément la même signification, dans le règlement du 3 septembre, que dans les textes législatifs où elles ont été puisées.

Le conseil d'Etat ayant en effet refusé d'approuver les définitions nouvelles qui figuraient dans le projet de décret que lui soumettait le gouvernement, estimant que la délégation qui lui était donnée par l'article 11 de la loi du 1^{er} août ne lui permettait pas de définir, une proposition de loi présentée par M. Cazeneuve et complétant dans ce sens la délégation attribuée à l'administration par la loi de 1905, a été adoptée par la chambre le 9 juillet 1907 ⁽³⁾, mais n'a pas encore été

⁽¹⁾ *Pand. franç.*, v^o *Impôts*, n. 6154.

⁽²⁾ *La sophistication des vins*, p. 22.

⁽³⁾ *J. off.*, *Déb. parl.*, 1907, ch. des dép., p. 1807.

votée par le sénat ; celui-ci, il est vrai, à la veille des vacances parlementaires, le 13 juillet 1907, a émis un vœu invitant le conseil d'Etat à adopter le projet de règlement présenté par le gouvernement, mais on ne saurait soutenir que ce vœu qui émane seulement du sénat et la proposition Cazeneuve qui n'a encore été votée que par la chambre, puissent tenir lieu d'une loi et donner à l'administration un pouvoir que la loi de 1905 ne lui donne pas. La définition du vin donnée par l'article 1^{er} du décret a donc forcément la même portée que celle contenue dans l'article 1^{er} de la loi de 1889, c'est-à-dire que le moût doit être juridiquement considéré comme étant du vin, et que l'article 3 du décret qui autorise le coupage des vins entre eux autorise implicitement le coupage des vins avec les moûts. Les tribunaux n'ont pas encore eu l'occasion de se prononcer sur cette importante question, car le service de la répression de la fraude a arbitrairement suspendu pour un an l'application de cette soi-disant disposition du décret ; il est bien probable, si jamais le cas leur est soumis, qu'ils se prononceront dans le sens fixé par la jurisprudence centenaire de la cour de cassation. Mais il semble que l'administration doive revenir bientôt sur son interprétation, car non seulement elle est arbitraire et antijuridique, mais encore elle aboutit à des conséquences illogiques. En effet le ministre de l'agriculture et le chef du service de la répression de la fraude ont l'un et l'autre reconnu que le maximum de 350 milligrammes par litre ne pouvait pas être appliqué aux moûts qui sont matière première du vin, et, d'un autre côté, ils prétendent interdire les coupages de vins avec les moûts. Qu'est-ce alors que cette matière première qui ne peut pas être employée ? (car le moût est inbuvable à l'état pur). On ne saurait soutenir sérieusement que l'effet du sulfitage étant toujours temporaire, le mutage n'a pour objet que de retarder

la fermentation et que ces moûts sont destinés à être transformés en vins; car les moûts mutés ont une valeur commerciale bien supérieure à celle du vin qu'ils peuvent produire et l'on ne peut admettre qu'un négociant achète très cher une matière première, avec l'intention de la revendre à vil prix. Il est donc logique que l'administration, qui a reconnu la régularité du sursulfitage des moûts, en autorise bientôt l'utilisation. Tout ce que l'on peut exiger, c'est que l'appellation sous laquelle les vins additionnés de moûts mutés seront mis en vente, ne permette pas de les confondre avec les vins naturellement doux.

Le plâtrage des vins, qui est intimement lié à la question du sulfitage, reste autorisé dans les limites de la loi du 11 juillet 1891. La seule modification que le décret de 1907 introduise dans cette réglementation résulte de l'article 4 qui rend obligatoire, sous peine de contravention, l'apposition « d'une manière très apparente sur les récipients, emballages, casiers ou fûts d'une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est vendu ». La loi de 1891 (art. 3) exigeait bien une semblable inscription pour les vins plâtrés, mais, ainsi que le ministre du commerce l'avait reconnu, cette prescription était dénuée de sanction; actuellement il n'en est plus ainsi et il ne semble pas douteux que celui qui expédie des vins plâtrés ou les détient dans des récipients n'indiquant pas leur nature, tombe sous le coup des pénalités édictées par l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905.

SECTION II

LES APPELLATIONS

Outre la réglementation des procédés de vinification, le décret du 3 septembre 1907 a eu pour objet d'assurer la

loyauté des inscriptions apposées sur les vins et les spiritueux.

Les dénominations sous lesquelles les boissons naturelles sont mises en vente peuvent avoir pour but soit de faire connaître la composition de la marchandise, soit d'en indiquer l'origine. Le décret de 1907 a réglementé seulement la première catégorie d'appellations et l'article 10 prévoit que la question des appellations régionales sera réglée par un décret subséquent.

Les appellations de nature sont réglementées par l'article 1^{er} pour les vins, par l'article 5 pour les vins mousseux et par les articles 6 et 7 pour les eaux-de-vie et spiritueux.

L'article 1^{er}, ainsi qu'on l'a déjà vu, réserve la dénomination de « vin » au produit de la fermentation du raisin frais ou du pur jus de raisin frais. Les difficultés soulevées par ce texte ont déjà été trop longuement exposées pour qu'il soit nécessaire d'y revenir.

Aux termes de l'article 5, la dénomination de « vin mousseux » est réservée aux vins dont l'effervescence résulte d'une seconde fermentation en bouteilles, soit spontanée, soit produite suivant la méthode champenoise, à l'exclusion de ceux dont l'effervescence est provoquée par l'addition d'acide carbonique obtenu chimiquement; ces derniers vins pourront être désignés soit sous le nom de « vins mousseux de fantaisie », soit sous tout autre dénomination, telle que « vins gazéifiés », qui ne permette pas de les confondre avec les vins naturellement gazeux. Cette solution est conforme aux vœux exprimés par le commerce ⁽¹⁾. Il est toutefois intéressant de signaler que tandis qu'en France le commerce obtenait que les mots « vins mousseux » fussent exclusivement

(1) V. notamment les *Comptes rendus des travaux des chambres de commerce de Saumur, d'Angers et de Perpignan pendant l'année 1906*.

réservés aux vins non gazéifiés artificiellement, la chambre de commerce de Budapest émettait le vœu que « toute bouteille contenant des vins *imprégnés*, c'est-à-dire additionnés d'acide carbonique, porte visiblement la mention *vin mousseux* » (1).

La réglementation des dénominations sous lesquelles doivent être vendus les spiritueux, fixée par les articles 6 et 7 du décret, est très complexe. On a cherché à empêcher les tromperies particulièrement aisées dans ces boissons qui sont souvent achetées par des consommateurs peu connaisseurs. Il semble que les dénominations choisies par le règlement, et dont l'emploi est devenu obligatoire depuis le 3 mars 1908, sont propres à faire connaître exactement au consommateur la nature du produit qu'il achète. Toutefois, il faut signaler que l'article 7, en désignant indifféremment sous le nom d'*eaux-de-vie*, soit les mélanges d'eaux-de-vie de fruits avec de l'eau-de-vie de vin ou avec des alcools d'industrie, soit les mélanges de l'eau-de-vie de vin avec les alcools d'industrie, fait naître dans l'esprit de l'acheteur une incertitude qui pourra parfois permettre la tromperie. Cette dénomination est conforme au vœu exprimé par de nombreuses chambres de commerce (2); mais c'est à la suite des réclamations des syndicats des vins et spiritueux de la Somme, de Lille et du Nord (3) protestant contre la rédaction du projet qui réservait l'emploi du mot *eaux-de-vie* à l'alcool de vin, que le texte promulgué a été arrêté par le gouvernement.

La disposition des articles 4 et 9 du décret, qui rend obligatoire l'apposition, sur tous les récipients contenant les

(1) *Moniteur vinicole*, 26 novembre 1907.

(2) V. notamment le *Compte rendu des travaux de la chambre de commerce de Bordeaux*, 1906, p. 267.

(3) *Moniteur vinicole*, 3 septembre 1907.

boissons visées par le règlement, d'une inscription indiquant la dénomination sous laquelle ces produits doivent être mis en vente, dépasse les limites fixées par l'article 11 de la loi. Ce texte parle des marques, appellations, etc., que les acheteurs « *pourront exiger* »; il n'y a dans ces mots aucune obligation pour le vendeur de mettre des marques et inscriptions en dehors de la volonté de l'acheteur, qui souvent accepte la marchandise qui lui est offerte et qui la paie selon ses qualités intrinsèques, sans autre préoccupation. En rendant obligatoire, dans tous les cas, l'apposition de ces indications, le décret a donc aggravé les dispositions de la loi; en conséquence, lorsqu'une infraction aux articles 4 et 9 du décret sera relevée, il ne semble pas que les tribunaux puissent prononcer une condamnation quelconque contre le prévenu, car un règlement d'administration publique ne peut pas valablement ajouter à la volonté du législateur.

La question des appellations régionales n'a pas été réglée par le décret du 3 septembre 1907, dont l'article 10 se borne à annoncer la promulgation d'un prochain décret réglementant cette matière. Ce retard est dû à deux causes. Tout d'abord, comme pour les définitions, le conseil d'Etat n'a pas trouvé dans le texte de la loi de 1905 une délégation suffisante pour permettre à l'administration de délimiter les régions dont les produits pourraient prétendre exclusivement à l'application d'origine. L'absence de délégation en cette matière était d'autant plus manifeste, que lors de la discussion de l'article 11 un député de la Marne, M. Paul Coutant, avait déposé l'amendement additionnel suivant qui ne fut pas inscrit dans la loi ⁽¹⁾ : « Les règlements d'administration publique délimiteront les régions pouvant prétendre exclusive-

(¹) *J. off., Déb. parl.*, 1904, ch. des dép., p. 2786.

ment aux appellations de provenance ». Il est donc nécessaire, avant de procéder à la délimitation des régions, d'attendre la promulgation du texte voté le 9 juillet 1907 par la chambre sur la proposition de M. Cazeneuve ⁽¹⁾ complétant l'énumération de l'alinéa 3, de l'article 11.

En second lieu, la préparation de ce décret nécessitait la réunion de commissions régionales de délimitation, dont les travaux ne sont pas encore entièrement achevés.

C'est qu'en effet la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement à l'appellation d'origine soulève de nombreuses difficultés, en raison des intérêts opposés qu'elle met en jeu. Ainsi la commission régionale réunie à Bordeaux ayant décidé de réserver aux seuls vins produits dans le département de la Gironde l'appellation de « vins de Bordeaux », la chambre de commerce de Bergerac adressa au conseil d'Etat une protestation contre « l'avis formulé par la commission chargée de délimiter la région des vins de Bordeaux », dans laquelle elle réclamait le droit à cette appellation pour tout l'arrondissement de Bergerac et le canton de Montpon, en rappelant : 1° la similitude de constitution géologique de ces régions; 2° que, dès l'empire, les vins du Bergeracois étaient admis à concourir aux adjudications officielles avec les vins de la Gironde; 3° que c'est par Bordeaux que se sont écoulés de tout temps les grands vins de Montbazillac; 4° que les grandes foires de vins de Bergerac sont fréquentées par les principaux courtiers et négociants de Bordeaux. Le commerce du Lot-et-Garonne adressa une protestation analogue ⁽²⁾. Par contre les représentants du Bordelais s'efforcèrent, dans la commission réunie à Angoulême, de faire comprendre dans la région de Cognac une partie du départ-

⁽¹⁾ *J. off.*, *Déb. parl.*, 1907, ch. des dép., p. 1807.

⁽²⁾ *Moniteur vinicole*, 22 nov. 1907.

tement de la Gironde ; ils appuyaient leur prétention sur un arrêt de la cour de cassation du 2 juillet 1888, décidant que le mot *cognac* n'est pas employé pour désigner seulement la ville qui porte ce nom, il désigne encore dans l'usage, soit une région de fabrication qui s'étend jusqu'à la place de Bordeaux, soit l'eau-de-vie fabriquée dans cette région. Ces efforts n'empêchèrent pas la commission de décider que « l'appellation *cognac* est réservée aux eaux-de-vie des Deux-Charentes seules, y compris les îles, pourvu qu'elles proviennent exclusivement des vins récoltés et distillés dans les deux départements de la Charente et de la Charente-Inférieure ».

Ces deux commissions ont donc pris pour cadre de leurs délimitations les divisions administratives modernes, sans tenir compte des droits qu'un long usage avait pu faire acquérir aux régions voisines ; au contraire, la commission chargée de délimiter la zone de la Bourgogne a émis le vœu que cette appellation s'appliquât à tous les vins de l'ancienne province de Bourgogne (Yonne, Côte-d'Or, Saône-et-Loire et dans le Rhône, l'arrondissement de Villefranche) (1).

En même temps que paraissait le décret du 3 septembre, une circulaire du ministre de l'agriculture venait inviter les préfets à réunir les commissions qui avaient déjà fonctionné pour la délimitation des régions vinicoles, en vue de procéder à un supplément d'enquête et la circulaire ajoutait : « Dans le cas où la commission estimerait que la délimitation de certaines subdivisions est désirable dans l'intérêt de la production, elle pourra y procéder de la même manière et émettre à cet égard un avis également motivé ».

La question de la délimitation des sous-régions ainsi posée était autrement délicate à résoudre que celle de la délimita-

(1) V. au *Moniteur vinicole* la délimitation de la Champagne (numéro du 11 oct. 1907) et de l'Armagnac (numéro du 15 oct. 1907).

tion des régions. Si l'on s'en était tenu à l'interprétation stricte du règlement, il aurait fallu réserver l'appellation d'origine aux seuls produits provenant des communes portant ce nom. Une telle réglementation eût été désastreuse, non seulement pour les grands crus très nombreux qui existent dans certaines régions et qui ne sont pas connus du public, parce qu'à leur mise en valeur s'est appliqué l'effort séculaire du commerce local tout entier; mais aussi pour les vignobles qui auraient conservé le droit exclusif à l'appellation et dont la production, ne pouvant plus être remplacée dans les mauvaises années par les vins similaires des régions voisines, aurait vite compromis la réputation du cru; d'un autre côté, le commerce se trouvant dans l'impossibilité de satisfaire à toutes les commandes que lui fait l'étranger et même le consommateur français sous les seules appellations qu'il connaît, aurait vu rapidement diminuer le chiffre de ses affaires, car l'acheteur n'aurait jamais pu apprendre les trois cents noms de communes qu'il lui eût été nécessaire de connaître pour commander avec exactitude les vins de la Gironde seulement. D'ailleurs, en réalité, un cru comprend le plus souvent, non une commune seule, mais une région, et la tromperie d'origine consiste à vendre comme provenant d'un cru, non un vin récolté dans la région et de même qualité, mais un vin d'une autre région et n'ayant aucun droit à cette appellation.

Le projet de loi voté par la chambre le 9 juillet 1907 a heureusement élargi la base de la délimitation, en disposant qu'elle doit être faite suivant les usages locaux constants. C'est cette idée qui semble avoir guidé la commission de Bordeaux qui n'a cherché à établir qu'un petit nombre de subdivisions. Si la délimitation des territoires correspondant aux deux appellations de *Médoc* et de *Graves* qui s'imposaient par leur importance, fut relativement aisée, il n'en fut pas

de même pour les appellations constituées par des noms de communes. La commission se trouva alors en face de prétentions contradictoires ; tandis que les communes mères, telles que Saint-Emilion, Fronsac, Sauternes, etc., prétendaient conserver le bénéfice exclusif de leur appellation, d'autres communes, souvent très éloignées, s'appuyant sur la jurisprudence et les usages, soutenaient que ces noms devenus des appellations régionales constituaient une propriété collective à laquelle elles avaient droit. La commission tourna cette difficulté en établissant ainsi les subdivisions du Bordelais : outre les régions du *Médoc*, des *Graves*, des *Premières-Côtes*, celles du *Sauternais*, du *Saint-Emilionnais*, du *Fronsadais*, du *Cubzadaïs*, du *Bourgeois* et du *Blayais* et dans chacune desquelles elle distingua les *Palus* et les *Côtes*. Malgré l'activité ainsi déployée, cette commission n'a pu clore ses travaux et il est même probable que le dépôt de son rapport sera retardé longtemps, car à la suite de difficultés soulevées par le projet de délimitation du Sauternais, elle s'est ajournée *sine die* ⁽¹⁾.

La commission, réunie à Angoulême, a refusé d'établir des sous-régions dans les Charentes. Cette distinction est en effet inutile pour les cognacs dont le commerce se fait, non pas sous l'appellation des divers crus, mais d'après les étiquettes et les marques adoptées par les négociants et qui désignent des coupages d'eaux-de-vie de Cognac dont chaque maison garde soigneusement le secret.

Pour les vins de Bordeaux et de Bourgogne qui, au contraire, ont à lutter, tant sur le marché français qu'à l'étranger, contre la contrefaçon qui y est faite de leurs vins, la délimitation des sous-régions est très importante. La tromperie sur

(1) Séance du 13 janv. 1908.

l'origine était bien déjà, en partie, réprimée par les lois des 28 juillet 1824 et 27 juin 1857 que la loi du 1^{er} août 1905 a complétée. La jurisprudence n'admettait pas, en effet, l'application de ces deux premières lois en cas de vente sous un nom fantaisiste se rapprochant plus ou moins d'un nom de cru existant, et l'article 405 C. pén., qui vise l'escroquerie et non la tromperie, ne pouvait pas non plus être appliqué.

L'article 1^{er} de la loi de 1905 est venu combler cette lacune en permettant de punir « ceux qui trompent ou tentent de tromper le contractant », et le ministre de l'agriculture a expliqué, lors de la discussion de la loi, que la tromperie sur l'origine consiste non seulement à vendre sous un nom de cru réel un vin qui n'en provient pas, mais encore à offrir un vin sous le nom d'un cru qui n'existe pas. Ainsi, toutes les tromperies sur l'origine peuvent actuellement être poursuivies; mais, comme le déclarait à la chambre le ministre de l'agriculture, dans la séance du 11 juin 1907, il ne sera possible de poursuivre utilement les usurpations de noms d'origine que lorsque les régions, ayant exclusivement droit à ces appellations, seront délimitées. Jusque-là, en effet, il sera impossible d'obtenir une unité parfaite de la jurisprudence, et cette uniformité dans les décisions des tribunaux est d'autant plus nécessaire qu'aux termes de l'article 4 de l'arrangement de 1891, complémentaire de la convention internationale de Madrid de 1883, dans chaque pays unioniste, les tribunaux doivent décider souverainement quels sont les noms de provenance ayant droit à la protection internationale. Or, les tribunaux étrangers suivent naturellement la jurisprudence du pays producteur, c'est pour cela qu'il est très désirable, pour la protection efficace de nos crus, qu'une réglementation soigneuse vienne bientôt guider les décisions des tribunaux français. Jusque-là, l'on pourra toujours craindre de

voir rendre des jugements analogues à celui prononcé récemment par un tribunal anglais ⁽¹⁾ qui acquittait des commerçants poursuivis devant lui pour avoir vendu des vins africains et australiens sous le nom de *Bourgogne*, considérant que : « la Bourgogne n'existe plus depuis que la France a été divisée en départements; que ce ne sont pas des vins de Bourgogne qu'on livre à Dijon et à Beaune, mais des vins de Côte-d'Or; qu'en conséquence, le mot *Bourgogne* n'appartient à personne et que tout le monde a le droit de s'en servir »; ce jugement ajoute qu'il suffit que le mot *Bourgogne* soit suivi du nom du pays d'origine, en caractères de même dimension, pour que le consommateur ait toute satisfaction. Il est facile de comprendre la concurrence dangereuse pour nos produits, que peut créer une telle jurisprudence qui permet de vendre des *Bourgognes*, des *Bordeaux*, des *Champagnes d'Afrique* ou d'*Australie* et des *Cognacs d'Allemagne*.

Quand les délimitations auront été faites, il appartiendra aux syndicats des régions intéressées de seconder l'action du gouvernement en veillant eux-mêmes à la stricte observation de la réglementation.

Les décrets qui seront rendus en vue d'assurer la protection des appellations régionales et des crus particuliers auront à régler deux questions très délicates : la dénomination des coupages et l'organisation des mesures propres à identifier les vins. Il est à prévoir et à souhaiter que le gouvernement français, suivant l'exemple de tolérance que lui donne le projet de loi sur les vins actuellement soumis au Reichstag allemand, autorisera la désignation des coupages pratiqués selon les usages du commerce, sous l'appellation du vin amélioré. Cette solution est d'autant plus nécessaire que les com-

(1) *Moniteur vinicole*, 15 octobre 1907.

merçants français se trouveraient sans cela dans un état d'infériorité manifeste en face du commerce allemand.

Quant à la question de l'identité des vins, il semble qu'elle soit d'une solution plus difficile. Pour que l'identité des vins fut efficacement surveillée, il ne suffirait pas, en effet, de les suivre à l'aide d'acquits de couleurs variées (ce qui serait déjà d'une complication extrême, étant donné le nombre considérable de régions qui pourraient avoir intérêt à faire protéger ainsi leurs produits). Ce régime qui était appliqué aux alcools a été reconnu insuffisant, puisqu'il a été nécessaire de le compléter par l'organisation des magasins différents (art. 3 de la loi du 15 juillet 1907); or, il serait impossible de soumettre les vins à une semblable réglementation, et par conséquent le « lavage des acquits », que la création des magasins séparés a eu pour but d'empêcher pour les alcools, serait d'une pratique très facile dans le commerce des vins.

Pour atteindre utilement ce résultat, il serait nécessaire de posséder des types de comparaison; or, la composition du vin est chose trop variable, non seulement d'un cru à un autre cru, mais d'une partie d'un vignoble à une autre partie du même vignoble; elle se modifie trop facilement d'une année à l'autre sous l'influence de mille causes diverses, pour que le rapprochement avec un type étalon puisse se faire, sans qu'on ait à craindre que de déplorables méprises ne se produisent.

Aussi quand les règlements d'administration publique auront délimité les crus, la tromperie sur l'origine n'en sera pas moins très souvent difficile à établir. En effet, lorsqu'un commerçant sera accusé d'avoir vendu son vin sous une appellation à laquelle il n'a pas droit, et qu'il justifiera avoir fait des achats dans le cru sous le nom duquel le vin a été vendu, les tribunaux seront, la plupart du temps, obligés de l'acquitter.

CONCLUSION

Actuellement, il est difficile d'apprécier l'efficacité de cette nouvelle législation répressive. Il semble que les influences qui, pendant dix ans, retardèrent le vote de la loi générale sur les fraudes, ont réussi pendant près de deux ans à en suspendre l'application, malgré les protestations que faisaient entendre les régions viticoles et que leurs représentants apportaient à la tribune du parlement. Ce n'est que lorsque le mouvement révolutionnaire si grave, qui se produisit au printemps 1907 dans le Midi vinicole, eut éclaté que le gouvernement comprit la nécessité de réprimer énergiquement la fraude.

Depuis un an, de nombreuses instructions ministérielles sont venues rappeler aux procureurs généraux et aux divers services chargés de la répression de la fraude, qu'ils devaient se départir de leur mollesse antérieure et veiller activement à l'application de la loi.

Les résultats obtenus depuis que le laboratoire du ministère des finances fonctionne régulièrement comme le laboratoire d'Etat à la place du laboratoire municipal de Paris (juin 1907), semblent indiquer que la répression sera plus efficace. Un moins grand nombre d'échantillons a été prélevé (7.661 au lieu de 25.049 dont 1/3 pour les vins). Mais cette

constatation ne doit pas être considérée comme un signe d'impuissance, elle prouve au contraire la supériorité du mode de prélèvement actuel sur l'ancien système. En effet, alors que le rapport des échantillons reconnus fraudés avec l'ensemble des échantillons prélevés n'était que de 14,6 p. 100 en 1906, il s'est élevé, pendant le dernier semestre de 1907, à 42 p. 100, et la proportion des condamnations prononcées à la suite des prélèvements qui n'était, en 1906, que de 0,74 p. 100 a atteint 4 p. 100 en 1907. Enfin malgré la diminution du nombre des prélèvements, on a condamné 303 fraudeurs en 1907 contre 186 seulement en 1906 ⁽¹⁾.

Le système actuel présente donc un double avantage, puisqu'il assure une répression plus efficace de la fraude, en même temps qu'il diminue le nombre des perquisitions inutiles, mais toujours vexatoires, opérées chez le négociant honnête.

En province la répression de la fraude a été aussi utilement poursuivie ⁽²⁾. A Bordeaux notamment, 531 échantillons ont été prélevés dont 17 p. 100 ont été reconnus fraudés. Mais il semble que ce soit à Saint-Etienne que l'application de la loi ait été la plus parfaite, puisque 119 échantillons seulement ont été prélevés, dont 70 p. 100 étaient fraudés.

Il serait en effet à souhaiter que les prélèvements ne fussent effectués que lorsque des présomptions sérieuses de fraude auraient été réunies, et qu'ainsi les commerçants et les producteurs honnêtes fussent de moins en moins inquiétés. L'expérience de ces derniers mois permet donc d'espérer de la législation nouvelle une utile protection pour la production et le commerce honnêtes, alors surtout que le malaise créé par l'imprécision du décret du 3 septembre 1907 sera

⁽¹⁾ *J. off.*, *Déb. parl.*, ch. des dép., 1908, p. 698.

⁽²⁾ *J. off.*, *Déb. parl.*, ch. des dép., 1908, p. 698.

dissipé. Mais il faut aussi reconnaître que la répression de la fraude dans les vins et dans les alcools ne pourra être véritablement efficace tant que la surveillance du débitant ne sera pas mieux organisée; aussi est-il grandement désirable que les dispositions visant le rétablissement de l'exercice chez ces commerçants, qui ont été disjointes lors du vote de la loi du 15 juillet 1907 soient prochainement adoptées par le parlement.

Cependant ce serait s'illusionner que de croire que, la fraude supprimée, en supposant, ce qui pratiquement est bien improbable, qu'elle puisse l'être entièrement, la crise de mévente sera par là-même enrayée. Au mois de mars dernier, M. Brousse du haut de la tribune de la chambre se félicitait du relèvement des prix du vin dans l'Aude, qu'il attribuait à l'activité déployée en ces derniers mois dans la poursuite de la fraude ⁽¹⁾. Rien n'est cependant moins prouvé, car il est à remarquer que si la récolte a été très abondante en 1907 dans le Midi, tous les autres centres viticoles de l'Ouest (la Gironde et les Deux-Charentes exceptées) ont eu une récolte inférieure à la normale par suite des gelées de printemps, d'où une demande plus active des vins du Midi. Aussi semble-t il qu'il suffirait que la récolte prochaine s'annonçât abondante pour que, le commerce réduisant ses demandes et écoulant une partie de ses stocks, les prix retombent dans le Midi aux environs de ce qu'ils étaient en 1907.

C'est qu'en effet, en présence des 54.000.000 d'hectolitres de vin, production moyenne de la France, les quantités jetées sur le marché par la fraude ne peuvent guère influencer les cours; et la crise de mévente n'est pas due exclusivement, ainsi qu'on a eu le tort de le croire trop généralement en ces

(1) *J. off., Déb. parl.*, ch. des dép., 1908, p. 698.

dernières années, à la surproduction artificielle. Elle provient de causes multiples et il eût été nécessaire de poursuivre, parallèlement à la répression de la fraude, d'autres moyens plus efficaces du relèvement des cours. Car si certaines de ces causes échappent à la réglementation de la loi, il en est trois, la surproduction, la diminution de l'exportation et la campagne antialcoolique, qu'une législation opportune peut atténuer.

On prétend souvent, surtout dans le Nord de la France, que l'avisement des prix est dû à une surproduction du vin résultant de deux causes : l'étendue trop considérable du vignoble français, l'emploi exagéré des cépages à grand rendement.

Cependant tandis que de 1872 à 1878 ⁽¹⁾, c'est-à-dire pendant les sept années qui précédèrent la crise phylloxérique, la production moyenne des vins en France était de 56.900.000 hectolitres, pendant les sept premières années de la crise de mévente, 1900 à 1906, elle ne fut que de 53.600.000 hectolitres. Toutefois la quantité moyenne offerte annuellement à la consommation intérieure a augmenté de 2.000.000 d'hectolitres environ; car alors qu'avant le phylloxéra nos exportations de vins étaient supérieures à nos importations de 2.500.000 hectolitres, celles-ci l'emportent actuellement par 3.000.000 d'hectolitres chaque année. Mais ce n'est pas cet excédent de 2 à 3.000.000 d'hectolitres offert chaque année à la consommation intérieure qui a pu causer l'avisement des prix que l'on constate aujourd'hui, car, outre que la consommation par tête a augmenté ⁽²⁾, la population s'est accrue en France pendant ces trente dernières

⁽¹⁾ *Economiste français*, 2^e semestre, 1907, p. 478.

⁽²⁾ La consommation par habitant était de 66 litres par an de 1870 à 1879. Elle a été de 99 litres en 1899 et 1900. En 1905, 1906 et 1907 elle a atteint 124 litres.

années, en sorte que l'augmentation de la demande devrait équilibrer au moins l'augmentation de l'offre ⁽¹⁾.

Il ne faut donc pas souhaiter, ainsi que certains le préconisent, l'arrachage d'une partie du vignoble. Ce serait détruire une richesse utile puisqu'il n'y a pas surproduction. D'ailleurs, la superficie du vignoble français est inférieure d'un tiers environ à celle qu'elle occupait avant le phylloxéra. Tandis qu'en 1869 la France possédait 2.441.000 hectares de vignes, elle n'en comptait en 1905 que 1.669.000 et notamment les Deux-Charentes n'avaient plus que 65.000 hectares de vignes au lieu de 270.000 en 1869.

On ne doit pas non plus désirer que le gouvernement français interdise la plantation de nouveaux vignobles, comme l'a fait au Portugal un décret-loi de 1907. Sous l'ancien régime, cette réglementation était de pratique courante. Ces mesures avaient leur raison d'être à une époque où la culture du blé était intimement liée à l'avenir national. Mais aujourd'hui une semblable atteinte à la liberté de propriété serait d'autant plus odieuse à la conscience publique qu'elle aurait un caractère purement protectionniste.

Une cause plus réelle de la mévente actuelle réside dans la médiocrité de certains vins offerts. Et si la plantation des cépages à grand rendement et la culture intensive ne provoquent pas l'avalissement des prix par la surproduction, elles contribuent à la crise de mévente en multipliant sur le marché les vins de qualité inférieure ⁽²⁾. A cette situation il y a deux remèdes possibles : le coupage et la distillation.

Le commerçant, par des coupages habiles, peut améliorer

(1) *Economiste français*, 1907, 2^e semestre, p. 478.

(2) Cependant, dans certains cas, la culture intensive est une conséquence et non une cause de la mévente. V. sur ce point l'article de M. Gide dans la *Revue d'économie politique* de 1901, p. 218 et s.

des vins qui, offerts sans mélange à la consommation, se vendraient difficilement, ou même ne se vendraient pas du tout. Ainsi compris, le rôle du commerçant devient le complément indispensable de la production. C'est sans doute parce qu'elles ont voulu se passer de ce concours que les coopératives de consommation pour la vente du vin réussissent si difficilement; en janvier 1906, sur 1994 coopératives de consommation existant en France et en Algérie, 39 sociétés seulement se livraient à la vente du vin.

Mais il est des vins qu'aucun coupage ne peut améliorer, ce sont ceux-là surtout qui avilissent les prix. Le seul moyen d'en débarrasser le marché est la distillation.

Pendant la période phylloxérique, alors que tous les vins, quelle que fût leur qualité, se vendaient facilement, la distillation diminua dans le Midi. Les commerçants du Nord profitèrent de cette situation, ils perfectionnèrent leurs procédés de distillation et depuis plusieurs années ils produisent des alcools d'industrie parfaitement rectifiés et n'ayant aucun goût. En sorte qu'aujourd'hui la distillation méridionale se heurte à la concurrence de l'alcool d'industrie qui a accaparé ses anciens débouchés. Pour que la distillation des vins, qui est si désirable, puisse se pratiquer, il est donc nécessaire qu'une entente intervienne entre le Nord et le Midi, ou qu'à son défaut, le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour protéger également les intérêts de ces deux grandes industries.

Jusqu'ici l'entente n'a pu se faire entre le Nord et le Midi, et la nécessité de l'intervention du gouvernement apparaît bien nettement, pour mettre fin à cette situation dont les deux régions comprennent également la gravité.

Mais sous quelle forme cette intervention pourra-t-elle utilement se manifester?

Trois moyens ont été proposés pour concilier ces intérêts en apparence contradictoires : 1° la prime à la dénaturation ; 2° la taxe différentielle ; 3° la prime à la distillation.

Le marquis de Dion étudiant la crise vinicole indiquait, le 7 juin 1907, à la chambre, comme un remède nouveau et pratique l'extension de l'emploi de l'alcool comme force motrice. Ce n'est là qu'un des aspects d'une question plus générale, la lutte de l'alcool d'industrie contre le pétrole. Certains esprits estiment, en effet, que le jour où une prime suffisante permettrait à l'alcool dénaturé de remplacer le pétrole dans tous ses emplois industriels, la production du Nord ne viendrait plus concurrencer l'eau-de-vie de vin qui retrouverait ses anciens débouchés. Sans doute l'attribution d'une prime, directe ou indirecte, à la dénaturation de l'alcool pourra lui permettre de lutter avantageusement contre le pétrole ; mais c'est une erreur que de prétendre que la consommation industrielle pourra jamais absorber toute la production des alcools de grains, car cette production est illimitée. Le jour où la consommation des alcools d'industrie augmentera, on verra certainement des régions qui aujourd'hui ne produisent pas de betteraves se livrer à cette culture, d'autant plus facilement qu'elle n'exige pas l'immobilisation de capitaux aussi importants que ceux nécessités par la culture de la vigne. En sorte que la consommation industrielle de l'alcool peut s'étendre indéfiniment, sans que la situation de l'eau-de-vie de vin se trouve améliorée pour cela.

Pour que la distillation des petits vins et des vins mal constitués ou malades soit possible, il faut qu'elle laisse un bénéfice à celui qui la pratique. Or, il suffit de rappeler que de 1903 à 1907, sur une production totale de 8.800.000 hectolitres d'alcool, l'eau-de-vie de vin n'entre que pour

487.000 hectolitres, alors que l'alcool d'industrie y figure pour 7.700.000 hectolitres, pour constater l'infériorité où le régime actuel met les eaux-de-vie de vin. Cet état ne peut être modifié que par l'attribution d'une prime à la distillation des vins.

Aussi au projet de prime à la dénaturation qui ne favorisait que les alcools d'industrie, le Midi a opposé longtemps le système de la taxe différentielle, dont MM. du Périer de Larsan et Leygues furent les plus éloquents défenseurs. Dans ce sens, M. Gérard déposait sur le bureau de la chambre, le 22 janvier 1907, une proposition de loi tendant à établir une détaxe de 50 francs par hectolitre d'eau de-vie de vins et de fruits; tandis que les alcools d'industrie auraient continué à acquitter le droit plein de 220 francs par hectolitre d'alcool pur, les eaux-de-vie n'auraient supporté que 170 francs d'impôt. Ce système, qui a été adopté par l'Italie, aurait eu des résultats désastreux en France, où l'industrie betteravière est, au même titre que le vin, un facteur important de la richesse nationale. Ce serait en effet ruiner l'industrie du Nord pour n'apporter au Midi qu'un remède bien incertain. De plus, le système de la taxe différentielle porte en lui trois vices. Il s'applique non seulement aux eaux-de-vie de vin, mais aussi aux eaux-de-vie de fruits et aux rhums qui n'ont pas les mêmes droits à la protection de l'Etat. En second lieu, la prime ne serait acquise que lorsque l'eau-de-vie serait livrée à la consommation; la plupart du temps, elle ne sera plus alors chez le producteur, elle aura passé par un ou plusieurs intermédiaires et ce sera le dernier qui profitera de la détaxe; on ne peut donc prévoir le bénéfice revenant au producteur; dans les années où une quantité importante d'eaux-de-vie serait jetée sur un marché aussi étroit que celui de l'alcool, il serait souvent infime. Enfin, le

paiement de cette prime indirecte à la distillation grèverait lourdement le budget de l'Etat.

Depuis de longues années, un député de l'Hérault, M. Augé, s'est fait le promoteur d'un système de prime directe à la distillation qui lui semble devoir aider plus efficacement le producteur, sans présenter les inconvénients inhérents à la taxe différentielle. Cette prime serait payée aussitôt la distillation du vin qui serait, bien entendu, opérée sous la surveillance de la régie. Les ressources nécessaires à l'acquittement de cette prime seraient fournies non pas par le budget de l'Etat, mais par une légère augmentation du droit de circulation sur les vins ; c'est ainsi qu'une surtaxe de 0 fr. 50 par hectolitre produirait chaque année une somme de 20 millions de francs et il est bien évident que cette augmentation d'un demi centime par litre ne peut influencer d'une manière quelconque la consommation du vin.

Ce système consciencieusement étudié prévoit une prime à la dénaturation, destinée à compenser pour le Nord le préjudice que causerait à son industrie l'augmentation de la distillation du vin. Elle serait payée par une légère surtaxe mise sur tous les alcools livrés à l'alimentation.

Quels que soient les avantages de ce projet, les viticulteurs l'ont longtemps combattu lui préférant le système de la taxe différentielle. Aujourd'hui un revirement s'est produit et la proposition Augé a été adoptée à l'unanimité par le dernier congrès des viticulteurs à Paris. Il est à souhaiter qu'il soit prochainement aussi adopté par le parlement. Mais quelle que soit la protection accordée à la distillation des vins, on peut se demander si son développement ne se heurtera pas à des difficultés matérielles. Le Nord a poussé très loin la science de la distillation ; il livre au commerce des alcools parfaitement rectifiés et n'ayant aucun goût ; pour obtenir

avec des vins avariés des alcools de semblable qualité, il faudra établir dans le Midi des distilleries aussi perfectionnées que celles qui fonctionnent dans le Nord, et il est à craindre que le Midi, ruiné par les longues années de mévente, ne puisse de sitôt entreprendre d'aussi considérables travaux.

Depuis la crise phylloxérique nos exportations de vins ont diminué alors que de 1870 à 1879 elles atteignaient en moyenne 3.147.751 hectolitres par an ; de 1898 à 1906 elles ne se sont plus élevées qu'à 1.960.635 hectolitres, non compris les vins de liqueur et les vins de Champagne. L'intervention de l'Etat peut corriger en partie cette cause de la mévente, en permettant la création d'attachés commerciaux, l'établissement d'une législation internationale de la répression de la fraude et en obtenant un abaissement des tarifs douaniers qui frappent nos produits à l'étranger.

« Le rôle de l'attaché commercial », écrivait en 1906 M. P. Deschanel, « consiste à faire des enquêtes circulaires, des » voyages d'études comparatives. Après avoir étudié à fond » les besoins et les capacités d'un marché étranger, il sera » détaché en service commandé dans les centres français pré- » sentant une exacte réplique des centres étrangers qu'il aura » visités, et conseillera les industriels et les agriculteurs dont » il convient d'éclairer et de provoquer les initiatives ».

Cette idée, d'origine française, a été rapidement mise en pratique par l'étranger ⁽¹⁾, et, tandis que pendant longtemps nous n'avons eu que deux attachés commerciaux, l'un à Londres, l'autre aux Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, les Etats-Unis, créaient de nombreux attachés commerciaux distincts de leurs consuls. Au mois de mars 1908 un décret a créé six nouveaux postes d'at-

(1) *Moniteur vinicole* du 24 décembre 1907, n. 101.

tachés commerciaux. Il est désirable que le gouvernement français persévère dans cette voie à présent qu'il semble en avoir compris l'utilité.

La convention de Madrid de 1882 a été la première tentative faite vers une protection internationale uniforme des produits agricoles ; mais cet acte a besoin de subir de profonds remaniements pour permettre une répression identique de la fraude dans les divers pays signataires. C'est aux gouvernements qu'il appartient de provoquer ces réformes, et aussi de chercher à décider les Etats qui ne l'ont pas encore acceptée à y adhérer. Leur tâche se trouvera facilitée par les travaux de la commission internationale pour la répression des falsifications créée à Vienne en 1887 par le professeur Brouardel, et par ceux de la Société « La Croix-Blanche » dont le prochain congrès doit s'ouvrir à Genève le 8 septembre 1908.

Cette uniformité de législation est d'autant plus nécessaire qu'actuellement, même dans les pays unionistes, la fraude n'est pas également poursuivie. C'est ainsi que tandis que la France et le Portugal appliquent strictement l'article 4 de l'*arrangement de 1891*, complémentaire de la convention de Madrid, l'Angleterre admet la vente de Porto d'Espagne, d'Alicante du Portugal, de Bourgogne d'Australie prétendant ne pas s'être engagée à autre chose en signant la convention. Il est donc désirable qu'une unité d'interprétation et de jurisprudence intervienne entre les pays adhérents à la convention.

Malgré l'instabilité constante dont sont atteintes presque toutes nos conventions douanières, depuis qu'en 1892 le principe de « l'indépendance économique » a été substitué au système des traités commerciaux, et l'insécurité qui en est résulté pour nos échanges internationaux, nos exportations de vins ont augmenté régulièrement chaque année depuis

1898 ⁽¹⁾. Cependant les droits qui frappent nos exportations de vins et d'eaux-de-vie sont si élevés dans certains pays qu'ils constituent de véritables tarifs prohibitifs. C'est ainsi que notamment en Suède les vins en fûts sont frappés d'un droit de douane de 70 à 90 francs les 100 kilos, poids brut, et les vins en bouteilles de 1 couronne, soit 1 fr. 90 par litre, et que la Russie, dont les conventions avec la France sont régies par le traité du 1^{er} avril 1874 et la convention additionnelle du 17 juin 1903, perçoit actuellement 194 fr. 90 par 100 kilos poids brut, sur les vins en bouteilles, et 97 fr. 80 par 100 kilos, poids brut, sur les vins en fûts; en sorte que, par le fait seul du tarif douanier, le prix d'une barrique de vin, pesant environ 300 kilos, y compris le double emballage qu'il est nécessaire d'employer, se trouve augmenté à son entrée en Suède de 210 à 270 francs, et de près de 300 francs en Russie; quant aux expéditions en bouteilles, elles y sont presque impossibles. Nos eaux-de-vie sont plus fortement frappées encore. Elles ont à supporter en Russie un droit de 405 fr. 98, lorsqu'elles voyagent en fûts, et de 487 fr. 16 en bouteilles par 100 kilos bruts. Au Canada, l'hectolitre d'alcool pur acquitte un droit de douane de 478 fr. 40, ce droit est de 670 fr. 20 plus 7 1/2 p. 100 *ad valorem* au Transwaal, de 670 fr. 21 dans la Confédération australienne et de 727 fr. 30 dans l'Union

(¹) En 1898, l'exportation totale des vins de France n'était que de 1.374.778 hectolitres, chiffre inférieur à ceux des cinquante dernières années; elle fut, en 1899, de 1.470.836 hectolitres; en 1900, de 1.650.457 hectolitres; en 1901, de 1.774.807 hectolitres; en 1902, de 1.789.744 hectolitres; en 1903, de 1.989.200 hectolitres; en 1904, de 1.961.326 hectolitres; en 1905, de 2.922.566 hectolitres; en 1906, de 2.122.002 hectolitres. Le chiffre particulièrement élevé des exportations en 1905, est dû à la demande anormale de la Suisse qui, à la veille du renouvellement de la convention du 25 juin 1895, craignait une augmentation des droits. Cette année-là nos exportations en Suisse s'élevèrent à 771.400 hectolitres, alors que la moyenne des dix dernières années était de 115.000 hectolitres seulement.

douanière sud-africaine (cap de Bonne-Espérance, Orange et Natal).

Il semble que l'action du gouvernement pourrait utilement s'employer à obtenir de ces divers pays une réduction des droits qui entravent l'exportation de nos vins et de nos eaux-de-vie, en accordant en compensation à leurs produits nationaux, des tarifs réduits.

Mais il faut reconnaître que tous les efforts tentés pour développer l'exportation des vins français se heurteront à de multiples difficultés.

Pendant que la crise phylloxérique sévissait en France, que le prix des vins s'élevait alors que la qualité diminuait, de nombreux essais de plantations ont été faits partout, même dans des pays qui jusque-là avaient semblé impropres à la culture de la vigne. C'est ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, l'Australie, le Chili et le Pérou produisent aujourd'hui des vins communs qui, non seulement assurent les besoins de la consommation dans ces pays, mais encore viennent concurrencer nos produits sur le marché anglais en particulier.

De plus, dans certains pays, le consommateur a perdu le goût de nos vins; c'est ce qui s'est produit notamment en Autriche, en Hongrie, en Bosnie et en Herzégovie.

Enfin, l'Espagne et l'Italie, qui, pendant de nombreuses années, approvisionnèrent la France, voyant cet important marché se fermer, ont cherché ailleurs des débouchés et les ont trouvés en accaparant notre exportation.

Il serait puéril de croire que la supériorité de nos vins doive leur permettre de triompher aisément de cette concurrence. Il est évident que le commerçant français, qui ne fournit plus aujourd'hui qu'une proportion infime de vins ordinaires à la consommation mondiale, se trouve dans

l'impossibilité d'aller offrir des vins de qualité sur des marchés où il n'a plus aucun débouché; les frais seraient trop élevés et les bénéfices trop incertains. Aussi est-il exact de dire que le vin que l'on boit fait vendre le vin que l'on goûte.

Au nom de l'hygiène, une campagne acharnée est menée, par des sociétés dites de tempérance, contre les boissons alcooliques. Ces sociétés ont provoqué, en Finlande, l'interdiction du commerce des eaux-de-vie et cette prohibition menace de s'y étendre au commerce des vins; en Norvège, elles constituent un véritable parti politique très influent. Depuis quelques années, elles se développent en France et sont un véritable danger pour notre prospérité vinicole.

Sans doute, l'abus du vin et de l'alcool est nuisible à la santé comme tous les abus; mais en proscrire l'usage est un autre danger. Il suffit de rappeler les remarquables travaux de Claude Bernard et de Duclaux sur l'alcool, de citer ces mots que prononçait en 1882 à l'Académie de médecine le Dr Brouardel : « Le vin n'est pas une simple dissolution d'alcool, pouvant produire une excitation plus ou moins passagère, c'est un aliment par les acides, les sels, les phosphates qu'il renferme ».

Il est d'autres causes à la mévente : c'est l'alcoolisme; autrefois les ouvriers consommaient du vin au cabaret, maintenant ils se font servir de l'absinthe. C'est la vie moderne, si intense; les mœurs ont évolué, on voyage et bien rarement on reçoit chez soi, on n'a plus comme autrefois, sauf en Belgique et en Hollande, l'orgueil de sa cave, on demande à l'argent d'autres satisfactions. C'est la mode qui, depuis quelques années, soumet à des cures d'eau minérale des gens qui n'en ont aucun besoin.

Si ces dernières causes échappent à toute réglementation,

quelle qu'elle soit, il n'en est pas moins certain que l'intervention législative peut faire quelque chose pour l'industrie vinicole qui se débat dans cette longue crise de mévente. Et la législation contre la fraude, élaborée dans ces dernières années doit être considérée comme une de ces œuvres utiles.

VU : LE PROFESSEUR, PRÉSIDENT DE LA THÈSE :
F. SAUVAIRE-JOURDAN.

VU : LE DOYEN :
H. MONNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Bordeaux, le 1^{er} juin 1908.
Le Recteur de l'Académie,
R. THAMIN.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

ANNEXES

Loi du 1^{er} août 1905.

SUR LA RÉPRESSION DES FRAUDES DANS LA VENTE DES MARCHANDISES ET DES
FALSIFICATIONS DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET DES PRODUITS AGRICOLES

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

Sera puni de l'emprisonnement, pendant trois mois au moins, un an au plus et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 2. — L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le délit ou la tentative de délit prévus par l'article précédent ont été commis :

Soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

Soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ;

Soit enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte.

Art. 3. — Seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la présente loi :

1^o Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2^o Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à

l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifiés ou corrompus ou toxiques ;

3° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées ;

4° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, sous forme indiquant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels, et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de cinq cents francs (500 fr.) à dix mille francs (10.000 fr.).

Ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à trois mille francs (3.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons ou voitures, servant à leur commerce ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leurs dépendances et dans les gares ou dans les halles, foires et marchés :

Soit de poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises ;

Soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, de boissons, de produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques ;

Soit de substances médicamenteuses falsifiées ;

Soit de produits, sous forme indiquant leur destination, propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ou des produits agricoles ou naturels ;

Si la substance alimentaire falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera de trois mois à un an et l'amende de cent francs (100 fr.) à cinq mille francs (5.000 fr.).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

Art. 5. — Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque ayant

été condamné par application de la présente loi ou par application des lois sur les fraudes dans la vente :

1^o Des engrais (loi du 4 février 1888);

2^o Des vins, cidres et poirés (lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897);

3^o Des sérums thérapeutiques (loi du 25 avril 1895);

4^o Des beurres (loi du 16 avril 1897);

5^o De la saccharine (art. 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902);

6^o Des sucres (loi du 28 janvier 1903, art. 7; loi du 31 mars 1903, art. 32);

Aura dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi ou des lois susvisées.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées.

Art. 6. — Les objets dont la vente, usage ou détention constituent le délit, s'ils appartiennent encore au vendeur ou détenteur seront confisqués; les poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dosage, faux ou inexacts, devront être aussi confisqués et, de plus, seront brisés.

Si les objets confisqués sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration, pour être attribués aux établissements d'assistance publique.

S'ils sont inutilisables ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné.

Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

Art. 7. — Le tribunal pourra ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression.

En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de cinquante francs (50 fr.) à mille francs (1.000 fr.).

La récidive de suppression, de dissimulation ou de laceration volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.).

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

Art. 8. — Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes.

L'article 463 du code pénal sera applicable, même au cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

Le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891.

Art. 9. — Les amendes prononcées en vertu de la présente loi seront réparties d'après les règles tracées à l'article 11 de la loi de finances du 26 décembre 1890, modifiée par l'article 45 de la loi de finances du 29 avril 1893 et par l'article 83 de la loi de finances du 13 avril 1898.

Les délinquants condamnés aux dépens auront à acquitter, de ce chef, en dehors des frais ordinaires et au profit des communes, les frais d'expertise engagés par ces dernières lorsqu'elles auront pris l'initiative de déceler la fraude et d'en saisir la justice (laboratoires municipaux).

La commission départementale peut, sur la proposition du préfet, accorder aux communes qui auront organisé une police municipale alimentaire des subventions prélevées sur le reliquat disponible du fonds commun.

Art. 10. — En cas d'action pour tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles et naturels, le magistrat instructeur ou les tribunaux pourront ordonner la production des registres et documents des diverses administrations et notamment celles des contributions indirectes et des entrepreneurs de transports.

Art. 11. — Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

1^o La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

2^o Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ;

3^o Les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes ;

4° Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification ;

5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transports.

Art. 12. — Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires et le prix des échantillons reconnus bons sera remboursé d'après leur valeur le jour du prélèvement.

Art. 13. — Les infractions aux prescriptions des règlements d'administration publique, pris en vertu de l'article précédent, seront punies d'une amende de seize francs (16 fr.) à cinquante francs (50 fr.).

Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera de cinquante francs (50 fr.) à cinq cents francs (500 fr.).

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de cinq cents francs (500 fr.) à mille francs (1.000 fr.) et un emprisonnement de six jours à quinze jours pourra être prononcé.

Art. 14. — L'article 423, le paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal, la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, la loi des 5 et 9 mai 1855 sur la répression des fraudes dans la vente des boissons, sont abrogées.

Néanmoins, les incapacités électorales édictées par la loi du 24 janvier 1889 continueront à être appliquées comme conséquence des peines prononcées en vertu de la présente loi.

Art. 15. — Les pénalités de la présente loi et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution sont applicables aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, cidres et poirés, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine. Elles sont substituées aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851 dans tous les cas où des lois postérieures renvoient aux textes desdites lois, notamment dans les :

Article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 sur altérations de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ;

Articles 1 et 2 de la loi du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais ;

Articles 7 de la loi du 14 août 1889, 2 de la loi du 11 juillet 1891 et 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894 relatives aux fraudes commises dans la vente des vins ;

Article 3 de la loi du 25 avril 1895 relative à la vente de sérums thérapeutiques ;

Article 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant les vins, cidres et poirés ;

Articles 17, 19 et 20 de la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

La pénalité d'affichage est rendue applicable aux infractions prévues et punies

par les articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902, 7 de la loi du 28 janvier 1903, 32 de la loi de finances du 31 mars 1903 et par les articles 2 et 3 de la loi du 18 juillet 1904.

Art. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1905.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'Agriculture,

RU AU.

Loi du 29 juin 1907

TENDANT A PRÉVENIR LE MOUILLAGE DES VINS ET LES ABUS DE SUCRAGE

Article premier. — Chaque année, après la récolte, tout propriétaire, fermier, mélanger récoltant du vin devra déclarer à la mairie de la commune où il fait son vin :

1° La superficie des vignes en production qu'il possède ou exploite ;

2° La quantité totale du vin produit et celle des stocks antérieurs restant dans ses caves ;

3° S'il y a lieu, le volume ou le poids de vendanges fraîches qu'il aura expédiées ou le volume ou le poids de celles qu'il aura reçues ;

4° S'il y a lieu, la quantité de moûts qu'il aura expédiée ou reçue.

Ces déclarations seront inscrites, sous le nom du déclarant, sur un registre restant à la mairie et qui devra être communiqué à tout requérant. Elles seront signées par le déclarant sur le registre ; il en sera donné récépissé.

Copie sera transmise, par les soins de la mairie, au receveur ruraliste de la localité, qui ne pourra délivrer au nom du déclarant de titres de mouvement pour une quantité de vin supérieure à la quantité déclarée.

Le relevé nominatif des déclarations sera affiché à la porte de la mairie.

Dès le début de la récolte, au fur et à mesure des nécessités de la vente, des déclarations partielles pourront être faites dans les conditions précédentes sauf l'affichage qui n'aura lieu qu'après la déclaration totale.

Dans chaque département le délai dans lequel devront être faites les déclarations, sera fixé, annuellement, à une époque aussi rapprochée que possible de la fin des vendanges et écoulages, par le préfet, après avis du conseil général.

Toute déclaration frauduleuse sera punie d'une amende de 100 fr. à 1.000 fr.

Art. 2. — Toute personne recevant des moûts ou des vendanges fraîches sera assimilée aux propriétaires récoltants et tenue à la déclaration dans les trois jours de la réception, et aux autres obligations de l'article 1^{er}.

Toute déclaration frauduleuse sera punie des mêmes peines.

Art. 3. — L'article 8 de la loi du 6 août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

Tout expéditeur de mares de raisins, de lies sèches et de levûres alcooliques

sera tenu de se munir, à la recette ruraliste la plus proche, d'un passavant de 10 centimes indiquant le poids expédié et l'adresse du destinataire.

Art. 4. — Sont interdites la fabrication, l'exposition, la mise en vente et la vente des produits ou mélanges œnologiques de composition secrète ou indéterminée, destinés soit à améliorer et à bouqueter les moûts et les vins, soit à les guérir (de leurs maladies), soit à fabriquer des vins artificiels.

Les délinquants seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

Art. 5. — Le premier paragraphe de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 est complété comme suit :

« Le sucre ainsi employé sera frappé d'une taxe complémentaire de 40 francs par 100 kilos de sucre raffiné. Cette taxe est due au moment de l'emploi ».

Art. 6. — Le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 est modifié de la façon suivante :

Quiconque voudra se livrer à la fabrication du vin de sucre pour sa consommation familiale est tenu d'en faire la déclaration dans le même délai. La quantité de sucre employée ne pourra pas être supérieure à 20 kilos par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ni à 20 kilos par 3 hectolitres de vendanges récoltées ni au total à 200 kilos pour l'ensemble de l'exploitation.

La fabrication des piquettes n'est autorisée que pour la consommation familiale et jusqu'à concurrence de 40 hectolitres par exploitation.

Art. 7. — Les contraventions à l'article précédent sont punies d'une amende de 500 à 5.000 francs et de la confiscation des boissons, sucres et glucoses saisis.

L'amende est doublée dans le cas de fabrication, de circulation ou de détention de vins de sucre ou de vins de mars en vue de la vente. Dans ce cas les contrevenants sont, en outre, punis d'une peine de six jours à six mois d'emprisonnement; cette dernière pénalité est doublée en cas de récidive.

Les mêmes peines sont applicables aux complices des contrevenants.

Art. 8. — Tout commerçant qui voudra vendre du sucre ou du glucose par quantités supérieures à 25 kilos est tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'administration des contributions indirectes.

Il devra inscrire ses réceptions de sucre et de glucose sur un carnet conforme au modèle qui sera établi par l'administration.

Il mentionnera sur le même carnet les livraisons supérieures à 25 kilos. Ce registre sera représenté à toute réquisition du service des contributions indirectes, qui procédera à toutes vérifications nécessaires pour le contrôle des réceptions et des livraisons.

Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées par l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873.

Est substitué le chiffre de 25 kilos au chiffre de 50 kilos dans les articles 2, 3 et 4 de la loi du 6 août 1905.

Art. 9. — Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des

colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suiv. du Code civil.

Art. 10. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions de l'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 juin 1907.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

J. CAILLAUX.

Loi du 15 juillet 1907

CONCERNANT LE MOUILLAGE ET LA CIRCULATION DES VINS ET LE RÉGIME
DES SPIRITUEUX

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les marchands de vins en gros, subsistant à l'intérieur de Paris, en vertu de l'article 9 de la loi du 6 août 1905, ne pourront disposer des boissons reçues par eux qu'après qu'elles auront été vérifiées par le service de la régie et reconnues entièrement conformes à l'expédition.

Les infractions aux prescriptions du présent article donneront lieu à l'application des peines édictées par l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872.

Art. 2. — L'article 12 de la loi du 6 août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions du premier paragraphe de l'article 8 de la loi du 16 décembre 1897 sont étendues aux chargements de vins de plus de 5 hectolitres ».

Art. 3. — A partir du 1^{er} janvier 1908, les eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, mares, cerises et prunes ne pourront bénéficier du titre de mouvement sur papier blanc prévu par l'article 23 de la loi du 31 mars 1903 que s'ils sont emmagasinés dans des locaux séparés par la voie publique de tous locaux qui contiendraient des spiritueux n'ayant droit qu'au titre de mouvement sur papier rose prévu par le même article.

Les eaux-de-vie et alcools naturels provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, mares, cerises et prunes et admis au bénéfice de l'article 24 de la loi du 31 mars 1903 ne pourront, à dater du 1^{er} janvier 1908, continuer à profiter de ce bénéfice que sous la condition prévue au paragraphe précédent.

Les eaux-de-vie et alcools naturels visés au premier paragraphe du présent arti-

cle et les eaux-de-vie et alcools naturels visés au deuxième paragraphe devront être emmagasinés dans des locaux distincts.

Art. 4. — Pour les eaux-de-vie et alcools naturels envoyés à destination d'entrepôts, les bulletins d'origine accompagnant les acquits-à-caution seront retirés par le service au moment de la prise en charge et détruits par ses soins.

Art. 5. — En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le concordat ne peut être opposé à la régie des contributions indirectes en ce qui concerne la contrainte par corps exercée pour le recouvrement des amendes à elle adjugées par les tribunaux.

Art. 6. — Le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 1^{er} août 1905 est modifié ainsi qu'il suit.

2° Des vins, cidres et poirés (lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 6 août 1905, 29 juin 1907).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 juillet 1907.

Signé : A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé : J. CAILLAUX.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décret du 31 juillet 1906 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905.

Le Président de la République française,

Sur les rapports des ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture et du commerce, de l'industrie et du travail;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et, notamment l'article 11 ainsi conçu :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

» 3° Les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes;

» 4° Le choix des méthodes d'analyse destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification;

» 5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir les éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transport » ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE I

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES PRÉLÈVEMENTS

Article premier. — Le service chargé de rechercher et de constater les infractions à la loi du 1^{er} août 1905 est organisé par l'Etat, avec le concours éventuel des départements et des communes.

Le fonctionnement de ce service est assuré, sous l'autorité du ministre de la justice, du ministre de l'agriculture et du ministre du commerce, de l'industrie et du travail, dans les départements par les préfets, à Paris et dans le ressort de la préfecture de police par le préfet de police.

Art. 2. — Les autorités qui ont qualité pour opérer des prélèvements sont :

Les commissaires de police ;

Les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports ;

Les agents des contributions indirectes et des douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs ;

Les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires peuvent être individuellement désignés par les préfets pour concourir à l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et commissionnés par eux à cet effet.

Dans le cas où des agents spéciaux seraient institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de ladite loi, ces agents devront être agréés et commissionnés par les préfets.

Art. 3. — Une commission permanente est instituée près les ministères de l'agriculture et du commerce, de l'industrie et du travail pour l'examen des questions d'ordre scientifique que comporte l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Cette commission est obligatoirement consultée pour la détermination des conditions matérielles des prélèvements, l'organisation des laboratoires et la fixation des méthodes d'analyse à imposer à ces établissements.

Art. 4. — Des prélèvements d'échantillons peuvent, en toutes circonstances, être opérés d'office dans les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés, et dans les gares ou ports de départ et d'arrivée.

Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées et produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques.

Les administrations publiques sont tenues de fournir aux agents désignés à l'article 2 tous éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905.

Les entrepreneurs de transport sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux ré-

quisitions pour prises d'échantillons et de représenter les titres de mouvement, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

Art. 5. — Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts.

Art. 6. — Tout prélèvement donne lieu, séance tenante, à la rédaction sur papier libre d'un procès-verbal.

Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

1° Les nom, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur ;

2° La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;

3° Les nom, prénoms, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré. Si le prélèvement a lieu en cours de route, les noms et domiciles des personnes figurant sur les lettres de voiture ou connaissements comme expéditeurs et destinataires ;

4° La signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été opéré, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandise échantillonné, ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la marchandise.

Le propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal ; en cas de refus, mention en est faite par l'agent verbalisateur.

Art. 7. — Les prélèvements doivent être effectués de telle sorte que les quatre échantillons soient autant que possible identiques.

A cet effet, des arrêtés ministériels, pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, sur la proposition de la commission permanente, déterminent, pour chaque produit ou marchandise, la quantité à prélever, les procédés à employer pour obtenir des échantillons homogènes, ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation de ces échantillons.

Art. 8. — Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et être ultérieurement rapprochées, savoir :

1° Un talon qui ne sera enlevé que par le chimiste au laboratoire après vérification du scellé. Ce talon ne doit porter que les indications suivantes : nature du produit, dénomination sous laquelle il est mis en vente, date du prélèvement et numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés au moment de leur réception par le service administratif.

2° Un volant qui porte ces mêmes mentions, mais où sont inscrits, en outre, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou en cas de prélèvement en cours de route ceux des expéditeurs et destinataires.

Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal.

Art. 9. — Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur s'il est en présence du propriétaire ou détenteur de la marchandise, doit le mettre en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés.

Le procès-verbal mentionne cette mise en demeure et la réponse qui a été faite.

Un récépissé détaché d'un livre à souche est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise. Il y est fait mention de la valeur déclarée.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des marchandises prélevées.

Art. 10. — Le procès-verbal et les échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, envoyés par l'agent verbalisateur à la préfecture du département où le prélèvement a été effectué et, à Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, au préfet de police.

Toutefois, en vue de faciliter l'application de la loi, des décisions ministérielles pourront autoriser l'envoi des échantillons aux sous-préfectures ou à tout autre service administratif.

Le service administratif qui reçoit ce dépôt l'enregistre, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon et, dans les vingt-quatre heures, transmet l'un de ces échantillons au laboratoire dans le ressort duquel le prélèvement a été effectué.

Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire.

Le volant, préalablement détaché, est annexé au procès-verbal. Les trois autres échantillons sont conservés par la préfecture.

Toutefois, si la nature des denrées ou produits exige des mesures spéciales de conservation, les quatre échantillons sont envoyés au laboratoire, où ces mesures sont prises conformément aux arrêtés ministériels prévus à l'article 7. Dans ce cas, les quatre volants sont détachés des talons et annexés au procès-verbal.

Art. 11. — Les laboratoires créés par les départements et les communes peuvent être admis, concurremment avec ceux de l'Etat, à procéder aux analyses lorsqu'ils ont été reconnus en état d'assurer ce service et agréés par une décision ministérielle prise sur l'avis conforme de la commission permanente.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DES LABORATOIRES

Art. 12. — Des arrêtés ministériels pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, déterminent le ressort des laboratoires admis à procéder à l'analyse des échantillons.

Pour l'examen des échantillons, les laboratoires ne peuvent employer que les méthodes indiquées par la commission permanente.

Ces analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et quantitatif. L'examen comprend notamment les recherches microscopiques, spectroscopiques, polarimétriques, réfractométriques, cryoscopiques, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, la recherche des antiseptiques et des colorants étrangers.

Ces méthodes sont décrites en détail par des arrêtés pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, après avis de la commission permanente.

Art. 13. — Le laboratoire qui a reçu pour analyse un échantillon dresse, dans les huit jours de la réception, un rapport où sont consignés les résultats de l'examen et des analyses auxquels cet échantillon a donné lieu.

Ce rapport est adressé au préfet du département d'où provient l'échantillon ; à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, le rapport est adressé au préfet de police.

Art. 14. — Si le rapport du laboratoire ne révèle aucune infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet en avise sans délai l'intéressé.

Dans ce cas, si le remboursement des échantillons est demandé, il s'opère d'après leur valeur au jour du prélèvement, aux frais de l'Etat, au moyen d'un mandat délivré par le préfet, sur représentation du récépissé prévu à l'article 9.

Art. 15. — Dans le cas où le rapport du laboratoire signale une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet transmet sans délai ce rapport au procureur de la République.

Il y joint le procès-verbal et les trois échantillons réservés.

S'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, avis doit être donné par le préfet au directeur des contributions indirectes du département.

Art. 16. — Des arrêtés ministériels, pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, déterminent dans quelle forme les laboratoires doivent rendre compte périodiquement au préfet du nombre des échantillons analysés, du résultat de ces analyses et signaler les nouveaux procédés de fraude révélés par l'examen des échantillons.

TITRE III

FONCTIONNEMENT DE L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE

Art. 17. — Le procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite. Il l'avise qu'il peut prendre communication du rapport du directeur du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905.

Art. 18. — S'il y a lieu à expertise, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. Celle-ci a toutefois le droit de renoncer à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts sont choisis sur les listes spéciales de chimistes experts dressées, dans chaque ressort, par les cours d'appel ou les tribunaux civils.

L'inculpé pourra toutefois choisir son expert sur les listes dressées par la cour d'appel ou le tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte.

Art. 19. — Chaque expert est mis en possession d'un échantillon.

Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement ainsi que des factures, lettres de voiture, pièces de régie, et, d'une façon générale, de tous les documents que la personne mise en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent le mieux appropriés.

Leurs conclusions sont formulées dans des rapports qui sont déposés dans le délai fixé par l'ordonnance du juge.

Art. 20. — Si les experts sont en désaccord, ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, il est désigné par le président du tribunal civil.

Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles.

Art. 21. — Sur la demande des experts ou sur celle de la personne mise en cause, des dégustateurs, choisis dans les mêmes conditions que les autres experts, sont commis pour examiner les échantillons.

Art. 22. — Lorsque des poursuites sont décidées, s'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, le procureur de la République devra faire connaître au directeur des contributions indirectes ou à son représentant, dix jours au moins à l'avance, le jour et l'heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

Art. 23. — Il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'administration des douanes et par l'administration des contributions indirectes pour la constatation et la poursuite de faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de la loi du 1^{er} août 1905.

Art. 24. — En cas de non-lieu ou d'acquiescement, le remboursement de la valeur des échantillons s'effectue dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus.

Art. 25. — Il sera statué ultérieurement sur les conditions d'application de la loi du 1^{er} août 1905 à l'Algérie et aux colonies.

Art. 26. — Le ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre du commerce, de l'industrie et du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 31 juillet 1906.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du conseil, Ministre de la justice,
F. SARRIEN.

Le Ministre de l'intérieur,
G. CLÉMENTEAU.

Le Ministre des finances,
R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et du travail,*
GASTON DOUMERGUE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Arrêté fixant les mesures à prendre pour le prélèvement des échantillons en exécution de la loi du 1^{er} août 1905 et du décret du 31 juillet 1906.

Le ministre de l'agriculture, le ministre du commerce, du travail et de l'industrie.

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles;

Vu le règlement d'administration publique en date du 31 juillet 1906, rendu pour l'application de la loi;

Vu notamment l'article 3 dudit décret établissant que l'avis de la commission technique permanente instituée par décret du 15 décembre 1905 est obligatoire pour la détermination des conditions matérielles des prélèvements d'échantillons;

Vu l'article 7 du même décret, portant que la commission technique permanente déterminera pour chaque produit la quantité à prélever, les précautions à prendre pour le transport et la conservation des échantillons et enfin les procédés à employer pour obtenir des échantillons bien homogènes;

Vu l'avis de la commission technique permanente;

Sur le rapport du directeur de l'agriculture,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Chaque prélèvement comporte toujours la prise de quatre échantillons.

Ces quatre échantillons doivent être identiques.

Art. 2. — Les échantillons prélevés doivent remplir les conditions suivantes :

I. — LIQUIDES.

A. — *Liquides vendus en litres, demi-litres, bouteilles, demi-bouteilles, flacons, cruchons, portant des cachets, marques et étiquettes d'origine.*

1. *Vins, vinaigres, cidres, poirés.* — Un litre ou une bouteille par échantillon.

2. *Bières.* — Une bouteille ou une canette.

3. *Eaux-de-vie, cognac, armagnac, rhum, kirsch, apéritifs divers, liqueurs, sirops.* — Une bouteille de 75 centilitres ou un demi-litre par échantillon.

4. *Huiles.* — Une bouteille ou une carafe d'un demi-kilogr. par échantillon.

5. *Lait stérilisé.* — Une bouteille ou une carafe d'un demi-litre par échantillon.

6. *Eau-de-vie blanche, esprit-de-vin, alcool dénaturé, alcool à brûler.*

(Ces produits sont généralement vendus en litres).

Déboucher l'un de ces litres et en partager le contenu dans quatre flacons d'un quart de litre propres et secs qu'on bouchera avec des bouchons neufs.

On mentionnera au procès-verbal la disposition et le libellé des étiquettes por-

tées sur le litre ainsi employé; si possible, décoller ces étiquettes et les joindre au procès-verbal.

B. — *Liquides contenus dans des fûts, réservoirs, bidons, estagnons, intacts ou en vidange.*

Les quatre échantillons devront provenir d'un même récipient. Si celui-ci n'est pas encore enlâmé, s'il est intact, on devra relever minutieusement toutes les marques, cachets ou inscriptions dont le récipient est revêtu pour les mentionner au procès-verbal, avant de procéder au prélèvement, lequel se fera, soit en piquant le fût avec un foret ou une vrille, soit par tout autre moyen approprié.

On tirera dans un vase quelconque, sec et propre (baquet, terrine, broc, etc.), une quantité de liquide suffisante pour constituer les quatre échantillons, puis on répartira ce liquide entre les quatre bouteilles de prélèvement.

Si l'on ne dispose pas d'un vase sec et propre, et qu'on soit dans l'obligation de remplir les quatre bouteilles de prélèvement en tirant directement au fût, par exemple, on devra s'y prendre à deux reprises, c'est-à-dire qu'on commencera par remplir les quatre bouteilles à moitié seulement, puis on les reprendra, dans le même ordre, pour achever de les remplir.

On indiquera soigneusement au procès-verbal la nature du récipient d'où l'on aura tiré le liquide prélevé, sa contenance approximative et, s'il était en vidange, la quantité de liquide qu'il contenait encore au moment du prélèvement.

Dans le cas où le liquide a été mis en bouteilles prêtes à la vente, par le détaillant, on débouchera un nombre suffisant de bouteilles dont on mélangera le contenu dans un vase sec et propre, on remplira avec ce liquide les quatre bouteilles de prélèvement.

Les précautions spéciales à chaque cas, ainsi que les quantités à prélever pour chaque échantillon, sont indiquées ci-après :

Les bouteilles de prélèvement devront toujours être propres et sèches, complètement remplies et bouchées avec des bouchons de liège neufs.

7. *Vins.* — Bouteilles d'un litre ou de 800 centimètres cubes au moins, autant que possible en verre blanc, entièrement propres, sèches, sans aucune odeur.

Elles seront, si elles ont déjà servi, lavées à l'eau de cristaux à 5 p. 100, rincées à l'eau froide, puis complètement égouttées. Si elles doivent servir aussitôt après le lavage, elles subiront un second rinçage avec un centilitre de vin prélevé.

Sur wagon réservoir la prise du volume nécessaire se fera par le robinet de tirage après avoir laissé écouler et rejeter le premier centilitre.

Sur fût, la prise se fera à l'aide d'un trou de fausset fait au foret sur l'un des fonds, à 10 centimètres environ des bords; le trou sera garni d'un ajutage métallique d'écoulement et celui-ci assuré par un trou de fausset fait à la partie supérieure du fût.

On devra avoir soin que les bouteilles ne soient pas plus froides que le vin au moment de l'embouteillage.

.....

.11. *Eaux-de-vie, cognac, armagnac, rhum, kirsch, marcs, apéritifs divers*

(absinthe, vermouth, bitter, amers, quinquinas, etc.), *liqueurs, sirops*. — Un demi-litre.

13. *Eau-de-vie blanche, esprit de vin, alcool à brûler, alcool dénaturé*. — Un quart de litre.

Règlement d'administration publique du 3 septembre 1907.

POUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 1^{er} AOÛT 1905 EN CE QUI CONCERNE LES VINS,
LES VINS MOUSSEUX LES EAUX-DE-VIE ET SPIRITUEUX

Le Président de la République française.

Sur le rapport des ministres de la justice, des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et notamment l'article 11 ainsi conçu :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

» 1^o La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

» 2^o Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente » ;

Vu la loi du 6 août 1905, relative à la répression des fraudes sur les vins et au régime des spiritueux ;

Vu la loi du 29 juin 1907, tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage ;

Vu la loi du 15 juillet 1907, concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux ;

Vu le décret du 31 juillet 1906, réglementant les prélèvements, analyses et expertises pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905, en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète :

TITRE 1^{er}

VINS

Article premier. — Aucune boisson ne peut être délenue ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue sous le nom de vin que si elle provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais.

Art. 2. — Sont considérées comme frauduleuses, les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état naturel du vin, dans le but soit de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine du produit, soit d'en dissimuler l'altération.

En conséquence, rentre dans les cas prévus par l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 et par l'article 4 de la loi du 29 juin 1907 le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, sous forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits, de composition secrète ou non, propres à effectuer les manipulations ou pratiques ci-dessus visées.

Art. 3. — Ne constituent pas des manipulations et pratiques frauduleuses aux termes de la loi du 1^{er} août 1905 les opérations ci-après énumérées qui ont uniquement pour objet la vinification régulière ou la conservation des vins :

1^o En ce qui concerne les vins :

Le coupage des vins entre eux ;

La congélation des vins en vue de leur concentration partielle ;

La pasteurisation ;

Les collages au moyen de clarifiants consacrés par l'usage tels que l'albumine pure, le sang frais, la caséine pure, la gélatine pure ou la colle de poisson ;

L'addition du tanin dans la mesure indispensable pour effectuer le collage au moyen des albumines ou de la gélatine ;

La clarification des vins blancs tachés, au moyen du charbon pur ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux pur provenant de la combustion du soufre, et par les bisulfites alcalins cristallisés purs. Les quantités employées seront telles que le vin ne retienne pas plus de 350 milligrammes d'anhydride sulfureux, libre et combiné, par litre. En aucun cas, les bisulfites alcalins ne peuvent être employés à une dose supérieure à 20 grammes par hectolitre.

2^o En ce qui concerne les moûts :

Indépendamment de l'emploi du plâtre et du sucre dans les limites fixées par les lois du 11 juillet 1891 et du 28 janvier 1903.

Le traitement par l'anhydride sulfureux et par les bisulfites alcalins dans les conditions fixées ci-dessus pour les vins ;

L'addition de tanin ;

L'addition à la cuve d'acide tartrique cristallisé pur dans les moûts insuffisamment acides. L'emploi simultané de l'acide tartrique et du sucre est interdit ;

L'emploi des levûres sélectionnées.

Art. 4. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins, il doit être apposé d'une manière apparente, sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente.

Cette inscription n'est pas obligatoire pour les bouteilles et récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont emportés séance tenante par l'acheteur ou servis par le vendeur pour être consommés sur place.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviation et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE II

VINS MOUSSEUX

Art. 5. — Les dispositions du titre I^{er} du présent décret sont applicables aux vins mousseux.

Indépendamment des manipulations et pratiques prévues à l'article 3 ci-dessus, sont considérés comme licites, en ce qui concerne spécialement les vins mousseux :

1^o Les manipulations et traitements connus sous le nom de méthode champenoise ;

2^o La gazéification par l'addition d'acide carbonique pur.

Aucun vin ne peut être détenu ou transporté en vue de la vente, mis en vente ou vendu sous la seule dénomination de « vin mousseux » que si son effervescence résulte d'une seconde fermentation alcoolique en bouteilles, soit spontanée, soit produite suivant la méthode champenoise.

Lorsque l'effervescence d'un vin est produite, même partiellement, par l'addition d'acide carbonique, il n'est pas interdit d'employer dans sa dénomination le mot « mousseux », mais à la condition qu'il soit accompagné du terme « fantaisie », ou d'un qualificatif différenciant ce vin de ceux prévus à l'alinéa précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne soit possible dans l'esprit de l'acheteur sur le mode de fabrication employé, la nature ou l'origine du produit.

Dans les inscriptions et marques figurant sur les récipients, le mot « mousseux » et le qualificatif qui l'accompagne ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

TITRE III

EAUX-DE-VIE ET SPIRITUEUX

Art. 6. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente et de vendre sous les dénominations fixées au présent article, des produits autres que ceux ayant, aux termes dudit article, un droit exclusif à ces dénominations.

Les dénominations d'eaux-de-vie de vin, d'alcool de vin ou d'esprit de vin, sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive du vin tel qu'il est défini au titre I^{er} du présent règlement.

Les dénominations d'eaux-de-vie de cidre ou de poiré sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive des cidres et poirés.

La dénomination d'eau-de-vie de marc ou de marc est réservée à l'eau-de-vie

provenant de la distillation exclusive des marcs de raisin frais additionnés ou non d'eau.

La dénomination de kirsch est réservée au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation des cerises ou des merises.

Les dénominations d'eaux-de-vie de prunes, mirabelles, quetsch ou de tous autres fruits, sont réservées au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation desdits fruits.

La dénomination de genièvre est réservée à la boisson alcoolique obtenue, dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, par la distillation simple en présence de baies de genièvre, du moût fermenté de seigle, de blé, d'orge ou d'avoine.

La dénomination de rhum ou de tafia est réservée au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation soit du jus de la canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

Art. 7. — Les spiritueux visés à l'article précédent, lorsqu'ils ne proviennent pas en totalité d'une même région ou d'un même cru, ne peuvent être désignés sous l'appellation réservée aux produits de cette région ou de ce cru particulier.

Les mélanges d'eaux-de-vie de cidre, de poiré, de prunes, mirabelles, quetsch ou de tous autres fruits avec l'eau-de-vie de vin ou avec des alcools d'industrie, ainsi que les mélanges d'eau-de-vie de vin et d'alcools d'industrie, peuvent être désignés sous le nom d'eau-de-vie.

Les mélanges d'eau-de-vie de marc, de kirsch, de rhum ou de tafia avec des eaux-de-vie ou avec des alcools d'industrie peuvent être désignés sous leur nom spécifique, mais accompagné du terme « fantaisie » ou d'un qualificatif les différenciant des produits définis à l'article précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne puisse se produire dans l'esprit de l'acheteur sur la nature ou l'origine des produits.

Dans les inscriptions et marques servant à désigner les mélanges ou les spiritueux visés au présent article, la dénomination du produit et le qualificatif qui l'accompagne, ou le terme « fantaisie », doivent être imprimés en caractères identiques.

Art. 8. — Sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques destinées à modifier l'état naturel des eaux-de-vie et spiritueux dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, la composition ou l'origine de ces produits.

En conséquence, rentre dans le cas prévu par l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre sous forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits, de composition secrète ou non, pouvant servir à effectuer les manipulations ou opérations ci-dessus visées.

Art. 9. — Dans tous les établissements où s'exerce le commerce de détail des eaux-de-vie et spiritueux, les bouteilles, récipients et emballages renfermant les produits visés au présent titre doivent porter une inscription indiquant, en caractères apparents, la dénomination sous laquelle ces produits sont mis en vente ou détenus en vue de la vente.

Cette inscription doit être rédigée sans abréviation et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX VINS, AUX VINS MOUSSEUX ET AUX EAUX-DE-VIE ET SPIRITUEUX

Art. 10. — En vue d'assurer la protection des appellations régionales et de crus particuliers réservées aux vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux qui ont par leur origine, un droit exclusif à ces appellations, il sera statué ultérieurement, par des règlements d'administration publique, sur la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits.

Art. 11. — Il est interdit à toute personne se livrant au commerce des vins ou des eaux-de-vie et spiritueux, de faire figurer sur ses étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, la mention « propriétaire à », « viticulteur à », « négociant à », ou « commerçant à », suivie du nom d'une région ou d'un cru particulier sur le territoire desquels elle ne possède ni propriété, ni vignoble, ni établissement commercial.

Art. 12. — Lorsqu'un nom de localité constitue une appellation désignant un produit qui a un droit exclusif à cette appellation, les propriétaires, viticulteurs, négociants ou commerçants résidant dans cette localité, quand ils mettent en vente ou vendent un produit n'ayant pas droit à ladite appellation, ne peuvent faire figurer sur leurs étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, le nom de la dite localité qu'à condition de le faire précéder des mots « propriétaire à... », « viticulteur à... », « négociant à... » ou « commerçant à... », suivis de l'indication du département où est située la localité, le tout imprimé en caractères identiques.

Art. 13. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 14. — Un délai de six mois, à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 4, 5, 7, 9, 12 et 13 en ce qui concerne les inscriptions réglementaires.

Art. 15. — Le ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en

ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 3 septembre 1907.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Ed. GUYOT-DESSAIGNE.

Le Ministre des finances,

J. CAILLAUX.

Le Ministre de l'agriculture,

J. RUAU.

Le Ministre du commerce et de l'industrie,

Gaston DOUMERGUE.

BIBLIOGRAPHIE

- AUDEBERT (L.). — La mévente des vins, ses causes et ses remèdes. Paris, 1902.
- AUDEBERT (O.). — La consommation du vin en France et la récolte de 1905. Imprimerie Nouvelle, Pech et C^{ie}, Bordeaux, 1906.
- Rapport présenté à la Société des agriculteurs de France et d'ampélographie, mars 1905.
- Rapport présenté au congrès viticole du Sud-Ouest, le 14 janvier 1907. Imprimerie Nouvelle, Pech et C^{ie}, Bordeaux, 1907.
- La récolte de 1906 et les livraisons de vins par la propriété. Imprimerie Nouvelle, Pech et C^{ie}, Bordeaux, 1907.
- BELLET. — La falsification des denrées alimentaires et sa répression. *Journal des économistes*, 1905, 6^e série, VII, p. 80.
- BLAREZ (Dr). — Vins et spiritueux : compositions, analyses, falsifications. A. Maloine, édit., Paris, 1908.
- BONNARD. — De la répression en matière de falsification des vins. Thèse Lyon, 1900.
- BORSAT (Xavier DE). — Législation nouvelle sur les fraudes et falsifications. Marchal et Billard, édit., Paris, 1906.
- BOUCHARD et GIRARD. — Des vins colorés à la fuchsine. *Bulletin général de thérapeutique*, 15 octobre 1876, p. 289.
- CAUWÈS. — Précis d'économie politique. Larose, 3^e édit., Paris, 1893.
- CAZEAUX-CAZALET. — Enquête sur les causes de la mévente des vins. *Journal officiel*, 1907, *Doc. parl.* (S. O.), 1^{er} rapport, n. 979, p. 359; 2^e rapport, n. 1023, p. 474; 3^e rapport, n. 1096, p. 923.
- CLERCQ. — Les traités de la France, XIV, XIX et XXI.
- COCKS et FERET. — Bordeaux et ses vins, 8^e édit., 1898. Feret et fils, édit., Bordeaux.
- COLSON. — Cours d'économie politique. Gauthier Villars, Guillaumin et C^{ie}, Paris, 1903.
- COURCELLE-SENEUIL. — Traité théorique et pratique d'économie politique, 2^e édit. F. Amyot, Paris, 1867.
- DESCLOZEAUX. — Code de falsifications agricoles, industrielles et commerciales. Plon et Nourrit, Marescq, éditeurs, Paris, 1893.

- FRAISSE. — La répression de la fraude dans les ventes de marchandises. Thèse Montpellier, 1899.
- GARRAUD. — Traité de droit pénal. Larose et Forcel, 2^e édit., 1902.
- GAUTIER (Armand). — La sophistication des vins. Baillière, Paris, 3^e édit., 1884.
- GERVAIS (Prosper). — Rapport présenté à la Société des viticulteurs de France, en réponse au questionnaire de la commission d'enquête parlementaire sur la crise viticole, 1907.
- GIDE. — La crise du vin en France et les associations de vinification. *Revue d'économie politique*, 1901, p. 218.
- GOSSET. — De la répression de la fraude dans la vente des marchandises. Thèse Paris, 1906.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Economie politique. Guillaumin et C^{ie}, Paris, 1896.
— La crise viticole méridionale et les canaux d'irrigation dérivés du Rhône. *Economiste français*, 1907, 2^e semestre, p. 478.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières en France avant 1789, 2^e édit. Arthur Rousseau, Paris, 1903.
- MONTCHRÉTIEN (Antoine). — Traité de l'Economie politique, dédié en 1615 au roy et à la reyne, mère du roy. Publié par Funck Brentano, édition Plon et Nourrit, Paris, 1889.
- PRIVAT. — Le régime douanier du vin en France. Thèse Bordeaux, 1904.
- ROBÉ. — De la falsification des denrées alimentaires. Thèse Paris, 1902.
- TAQUET. — Rapport général fait au nom de la commission extraparlamentaire des alcools, vins et spiritueux, 1902. Imprimerie Nationale, 1906.
- VALLAT. — La législation de 1907 sur les vins et spiritueux, édition des *Lois nouvelles*, 1907.
- ZABLET (Maurice). — Mouvement financier et commercial. *Economiste français*, 1907, p. 35.

Revues et Périodiques.

- Annales de la Société d'agriculture du département de la Gironde*, 1904 à 1908.
- Assemblées générales du Syndicat national de défense de la viticulture française*, 1904 et 1905.
- Bulletin de l'Association syndicale des viticulteurs propriétaires de la Gironde*, 1904 à 1908.
- *médical*, 1906.
 - *de la Société de pharmacie de Bordeaux*, 1900.
 - *de la Société des viticulteurs de France et d'ampélographie*, 1905 à 1908.
 - *du Syndicat national de défense de la viticulture française*, 1906 à 1908.
 - *de statistique et de législation comparée du ministère des finances*.
 - *de l'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France*, 1904 à 1908.
- Compte rendu des travaux de la chambre de commerce :
- d'Amiens, 1907.
 - d'Angers, 1906.

d'Angoulême, 1907.
de Beaune, 1907.
de Béziers, 1906 et 1907.
de Bordeaux, 1904 à 1908.
de Carcassonne, 1906 et 1907.
de Cette, 1907.
de Cognac, 1904 à 1908.
de Dijon, 1907.
de Limoges, 1907.
du Mans, 1907.
de Montpellier, 1906 et 1907.
de Nantes, 1907.
de Perpignan, 1906 et 1907.
de Rochefort, 1906.
de Saumur, 1906 et 1907.

Compte rendu *in extenso* des travaux du Congrès international du commerce des vins, cidres, spiritueux et liqueurs, tenu à Bordeaux en 1907. Imprimerie Baudu. Paris, 1908.

Feuille vinicole de la Gironde, 1898 et 1899.

Moniteur de Cognac, 1904 à 1908.

Moniteur vinicole, 1906 et 1907.

Rapport présenté au Syndicat national de défense de la viticulture française, en réponse au questionnaire de la Commission d'enquête parlementaire sur la crise viticole, 1907.

Revue commerciale, coloniale et vinicole de Bordeaux et du Sud-Ouest, 1906 1908.

— *vinicole*, 1905 à 1908.

— *de viticulture*, 1905 à 1908.

Tableau général du commerce et de la navigation. Imprimerie Nationale.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Les principaux procédés actuellement employés pour la falsification des vins et des eaux-de-vie.

CHAPITRE I. — La fraude chez le producteur	18
CHAPITRE II. — La fraude chez le commerçant	35
CHAPITRE III. — La fraude chez le débitant	40

DEUXIÈME PARTIE

La loi du 1^{er} août 1905.

CHAPITRE I. — Son but, ses innovations.	43
CHAPITRE II. — La tromperie	51
CHAPITRE III. — La falsification.	56
CHAPITRE IV. — Les pénalités.	61
CHAPITRE V. — Le fonctionnement de la loi	72

TROISIÈME PARTIE

Les règlements d'administration publique.

CHAPITRE I. — Leur utilité, leur élaboration	81
CHAPITRE II. — Le décret du 31 juillet 1906.	87
<i>Section I.</i> — Organisation et fonctionnement du service des prélèvements.	87
<i>Section II.</i> — Fonctionnement des laboratoires	96
<i>Section III.</i> — Fonctionnement de l'expertise contradictoire	98
CHAPITRE III. — Le décret du 3 septembre 1907	105
<i>Section I.</i> — Les procédés de vinification	106
<i>Section II.</i> — Les appellations	121

	Pages
CONCLUSION	133
ANNEXES :	
Loi du 1 ^{er} août 1905	149
Loi du 29 juin 1907	154
Loi du 15 juillet 1907	156
Décret du 31 juillet 1906.	157
Arrêté ministériel du 1 ^{er} août 1906.	163
Décret du 3 septembre 1907.	165
BIBLIOGRAPHIE.	171

